

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Doctorat ès Sciences Politiques et Economiques

Thèse soutenue le 13 Février 1908, devant la Faculté de Paris

LE NOUVEAU RÉGIME LÉGAL
DES
SOCIÉTÉS TONTINIÈRES

(Loi du 17 Mars 1905. — Décrets. — Arrêtés)

PAR

PHILIPPE CARDOT

DOCTEUR EN DROIT

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. THALLER, Professeur.
Suffragants : { M. DESCHAMPS, professeur.
 { M. JACQUELIN, professeur.



PARIS

HONORÉ CHAMPION, ÉDITEUR, 5, QUAI MALAQUAIS

IMPRIMERIE VEUVE BERTHOUD, 15, RUE BOSSUET, DIJON

1908

« La vérité ne fait pas tant de bien dans le monde
que ses apparences y font de mal, »

LA ROCHEFOUCAULD.
(*Sentences et Maximes morales*)
Edition de 1678. — N° 64



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE NOUVEAU RÉGIME LÉGAL
DES
SOCIÉTÉS TONTINIÈRES

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

PHILIPPE CARDOT

DOCTEUR EN DROIT

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

LE NOUVEAU RÉGIME LÉGAL
DES
SOCIÉTÉS TONTINIÈRES

(Loi du 19 Mars 1905. — Décrets. — Arrêtés)

*Cum relego scripsisse pudet ; quia plurima cerno,
Me quoque, qui feci, judice, digna lini.*

Ovid. de Ponto, élég. 5, l. I.



PARIS

HONORÉ CHAMPION, ÉDITEUR, 5, QUAI MALAQUAIS

IMPRIMERIE V^{ve} BERTHOUD, RUE BOSSUET, DIJON

1908

TITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

SUR LES

SOCIÉTÉS TONTINIÈRES

I

Introduction historique.

La Tontine fut introduite en France par un Italien, ancien banquier de Naples, fuyant sa patrie après la révolution de Masaniello : Lorenzo Tonti. La combinaison financière qu'il apportait vers 1648 au cardinal Mazarin devait, en prenant son nom, le rendre célèbre.

Il put en trouver l'inspiration dans les anciennes institutions italiennes : Les *Monte delle Doti*, dont Jean Bodin parle dans sa *République* (VI-2). Ces établissements, contre un versement fixe opéré à la naissance des enfants, s'engageaient à leur verser, le jour de leur dix-huitième année, une somme convenue assez importante — mais sous la condition expresse de leur survie à cette date.

Tonti appliqua aux emprunts d'Etat cette combinaison d'assurance en cas de vie, pensant attirer ainsi au Trésor public des capitaux de prêteurs à qui l'on promettait, en échange, et durant leur vie, en plus des

revenus de leurs capitaux, les rentes afférentes aux versements de leurs co-rentiers décédés. Si l'idée de jeu devait ainsi intervenir au profit des particuliers survivants, l'intérêt de l'opération n'était pas moindre pour l'État lui-même : il ne reversait qu'en partie, sur les têtes survivantes, les arrérages servis à ses rentiers décédés. Une mortalité favorable, c'est-à-dire rapide, de ses rentiers, lui valait un amortissement partiel de sa dette viagère.

Mazarin, adoptant l'idée, créa, en 1653, la Tontine Royale, emprunt de 1.250.000 livres de rentes viagères. Le Parlement refusa d'enregistrer l'édit royal. Une seconde tentative, en 1656, en vue de construire un pont de pierre et une pompe en face des Tuileries, resta théorique comme la première.

L'application pratique du système ne fut réalisée que par Louis XIV, en 1689 et en 1696. Une Tontine de 1709 échoua, en raison de la misère publique qui empêcha de réunir les souscriptions nécessaires. D'autres Tontines furent émises en 1733, en 1734, en 1743, celle-ci avec adjonction de loterie. L'État s'attribuait en général la moitié de la part des prémourants. Les Tontines suivantes de 1744, 1745, 1759 et 1763 eurent un vif succès.

Mais le système inspiré par Tonti, si séduisant qu'il apparût à l'emprunteur, se heurtait à un facteur encore inconnu : l'indétermination et l'élévation possible des intérêts à servir. L'expédient, écrit Forbonnais, est des plus onéreux « puisqu'il faut presque un siècle pour éteindre une Tontine dont les intérêts sont pourtant d'ordinaire à un très fort denier. » Le calcul de la valeur des rentes viagères ne fut en effet établi qu'en 1671, en Hollande, par le grand pensionnaire Jean de Witt, et resta très longtemps sinon ignoré en France, du moins sans application pratique.

Devant ces inconvénients graves, une déclaration royale de 1763 finit par interdire toute création de Tontines à l'avenir, et un arrêt du Conseil de 1770 abolit celles existantes, les convertissant en rentes viagères non réversibles indéfiniment sur les têtes survivantes.

Une dernière Tontine fut pourtant autorisée par le roi, en 1785, au profit du duc d'Orléans. La Convention établit, en l'an III, une Tontine nationale, suspendue dès l'an IV. Depuis ce moment, l'institution a cessé d'être publique et est devenue uniquement une combinaison privée, dont les modalités ont été se diversifiant jusqu'à nos jours. Elle eut, au XIX^e siècle, autour de 1840, un regain de succès, mais donna beaucoup de désillusions. Depuis une dizaine d'années, elle s'est de nouveau remise à fleurir, l'opinion publique étant oublieuse de l'expérience du passé.

II

Tontine et Opérations tontinières.

I. — Le Principe tontinier.

Cette thèse a pour objet l'étude du régime nouveau imposé par la loi récente du 17 mars 1905, sur la surveillance et le contrôle des sociétés d'assurances sur la vie, aux sociétés pratiquant les opérations tontinières. Nous aurons à rappeler brièvement les points principaux de la législation antérieure à 1905, qu'une étude d'un de nos prédécesseurs en cette Faculté, M. J. Moulin, a déjà développés, ainsi qu'elle a éclairci bien des points tant en ce qui concerne l'histoire de la Tontine en France qu'en ce qui touche sa théorie juridique.

Une Tontine est une association de personnes versant chacune des sommes fixées d'avance, qui, après un certain temps, ou même sans limite fixe de temps, devront, étant capitalisées durant cette période, être attribuées soit en intérêts, soit en capital aux survivants de l'association.

Les associés, en échange d'un droit éventuel dans le partage d'une masse à liquider à une époque donnée (cas général), versent chaque année, chaque mois ou chaque semaine, pendant une certaine période, des cotisations fixes. S'ils meurent avant le jour de la liquidation de la masse, leurs droits sont éteints au profit de celle-ci et des survivants qui se la partagent.

Tel est le principe initial à la base des opérations

tontinières. Il est appliqué actuellement par un petit groupe de sociétés, presque toutes de fondation récente, pour ne pas dire même contemporaine : Ce sont : *Le Conservateur*, fondé en 1844 ; puis *La Mutuelle de France et des Colonies* (1895), *La Solidarité administrative* (1896), *La Prévoyante* (1898), *La Mutuelle Lyonnaise* (1901), *L'Avenir Mutuel* (1902) ; enfin les dernières nées : *La Mutuelle des Prévoyants* (octobre 1906), *La Grande Mutuelle* (1907), *La Prospérité Mutuelle* (1907), *La Société Générale Française d'Assurances mutuelles sur la Vie* (1907), etc., etc...

Examinons d'abord quelles opérations elles traitent, puis nous dirons quelques mots du régime ancien de ces sociétés, avant d'arriver à la loi récente de contrôle, à ses travaux préparatoires et à ses conséquences pratiques issues des nombreux décrets qu'elle prévoit.

II. — Des Opérations tontinières.

Les sociétés tontinières contemporaines font deux groupes d'opérations : 1° en cas de vie, 2° en cas de décès, opération qui comprend deux formes distinctes : l'association générale en cas de décès, l'association de contre-assurance en cas de décès.

1° Associations en cas de vie

Ces associations, d'une durée déterminée, ont une date d'ouverture et une date de liquidation. Une association de vingt années, par exemple, est fondée par la Société A le 1^{er} janvier 1908 (date d'ouverture). Elle se

clôturera le 31 décembre 1927 (date de liquidation). Une autre association sera fondée le 1^{er} janvier 1909, pour s'éteindre le 31 décembre 1928, et ainsi de suite.

On verse généralement à la Tontine pendant un nombre d'années inférieur à sa durée : si celle-ci est de vingt ans, on cessera les versements la quinzième année, et le tontiné n'aura plus qu'à vivre jusqu'à la date de liquidation, pendant que les capitaux s'accroîtront, dans la caisse sociale, de leurs intérêts composés. Ce délai est, actuellement, réduit à un an (de la quatorzième à la quinzième année), chez la plupart des entreprises tontinières contemporaines.

La société prélève, sur les versements, des frais de gestion pour la rémunération de ses services et de son capital. Le surplus est affecté à l'achat de valeurs statutaires et légales qu'elle réunit en un portefeuille distinct pour chaque association et qui sont inscrites au compte du groupe ayant fourni par ses versements leur prix d'achat : les valeurs formant ce portefeuille sont vendues le jour de la liquidation, et les survivants du groupe, non frappés de déchéance, profitent des bénéfices ou souffrent des pertes réalisés sur la vente ou le remploi des fonds, par rapport aux prix d'achat originaux. L'inconvénient de la spécialisation est que les associations pourront, de l'une à l'autre, donner des résultats très divergents, suivant la fluctuation des cours : l'une se liquidera une année de hausse, la suivante subira peut-être une année de baisse énorme. La fluctuation des cours n'offre pas seulement, des dangers de pertes, lors de la liquidation, mais encore au fur et à mesure de l'emploi des fonds provenant des versements de chaque année. C'est ainsi que, dans les dix dernières années, la rente 3 0/0 est descendue progressivement de cours fort élevés à un point assez bas, qu'elle dépassera

peut-être encore, causant par là une dépréciation plus ou moins importante aux titres acquis par les sociétés tontinières.

Au terme de l'association, la liquidation s'ouvre : le portefeuille est vendu au profit de la masse des adhérents survivants. Cette vente réalisée, il faut fixer la part qui revient à chacun des co-partageants, « ramener à l'égalité proportionnelle les versements faits par chacun d'eux » (POUSSIN, *Traité des Assurances sur la Vie*). On obtiendra ce coefficient de proportionnalité en comparant l'ensemble des capitaux de base et l'avoir de l'association au jour de la liquidation. On sera alors en présence de capitaux différés constitués au moyen de versements échelonnés.

Les droits de base de chaque souscripteur, au jour de la liquidation, seront appelés « coefficient de partage ».

2° Associations en cas de décès.

I. — Association générale en cas de décès.

II. — Association de contre-assurance.

Ces associations visent dans les sociétés tontinières, soit l'assurance d'un capital pour le cas de décès, soit le plus souvent le remboursement des primes versées (contre-assurance). Elles forment des associations temporaires d'un an de durée, qui sont liquidées, sans résidus, entre tous les intéressés, proportionnellement à des droits basés sur une allure et un taux de mortalité. Les droits relatifs des souscripteurs les uns envers les autres sont définis, mais non pas leurs droits vis-à-vis de la masse à partager.

Consacrant, à la fin de cette étude, un chapitre spécial à la contre-assurance, nous y renvoyons l'examen de

son fonctionnement. Voyons sommairement ici, la matière étant peu pratique, ce qu'est dans l'application l'association générale en cas de décès.

Elle est, comme celle de contre-assurance, une association unique par société. Une seule des Tontines modernes la met en usage : *Le Conservateur*. C'est une série d'assurances temporaires en cas de décès, d'un an, de durée, devant se succéder pendant une période minima de dix ans, et pouvant être contractées pour plusieurs périodes de dix ans et même pour la vie entière.

La prime à payer varie tous les ans avec l'âge de l'assuré, et devient fixe quand celui-ci a accompli la vie probable que la table lui assignait lors de son entrée, (table de mortalité de Deparcieux).

Chaque année, au 1^{er} janvier, on liquide l'association. Le montant des fonds, formé des cotisations versées et de leurs intérêts produits dans l'année, est réparti entre les ayants droit des sociétaires décédés, au prorata du nombre de mises (parts) stipulées dans chaque contrat.

L'adhérent paie donc une prime fixée chaque année et touche une somme indéterminée, gravitant autour d'un capital type de 5.000 fr. quand il n'y a pas trop de décès, mais capital indéterminé toujours.

Le Conservateur, dans son application pratique de l'association générale en cas de décès, y a créé une division « avec réserve de survie », afin de glisser dans une sorte d'assurance au décès la Tontine en cas de vie, comme dans l'assurance en cas de vie tontinière se glisse une façon de Tontine en cas de décès : la contre-assurance. Cette combinaison « avec réserve de survie » doit permettre aux assurés survivants à la fin de chaque décade, de récupérer une partie des primes versées par eux en cas de décès. Les cotisations « avec réserve de

survie » sont naturellement supérieures (de 25 0/0 environ) à celles « sans réserve de survie ».

Dans ce but, on déduit de la masse à répartir annuellement, masse issue des primes de souscriptions « avec réserve de survie » et de leurs intérêts, deux dixièmes ou un cinquième du produit qui, mis de côté chaque année et capitalisé, doit former un capital destiné à être partagé, tous les dix ans, entre les seuls sociétaires survivants.

La Société tontinière *Le Conservateur* prélève, sur la totalité des primes des deux premières décades seulement ou de la première, ses frais de gestion ordinaires.

L'opération, qui a une prime longtemps croissante avec l'âge de l'assuré, qui, d'autre part, ne garantit aucun capital déterminé au jour du décès, n'a jamais eu un vif succès au *Conservateur* et n'a pas été imitée. Son intérêt semble très mince. L'indemnité est par trop aléatoire dans sa quotité. Le mirage de la capitalisation à longue échéance, des bénéfices de déchéances, etc., etc., et autres miroirs tontiniers, ne viennent pas ici éblouir les esprits confiants.

III

Le Régime des Sociétés tontinières depuis 1789 jusqu'à la Loi de 1905

L'œuvre législative de la Révolution en notre matière spéciale se résume en une loi du 24 août 1793 qui exigeait une autorisation législative soit pour fonder, soit pour continuer à gérer des associations tontinières.

Le Code de commerce de 1807 vint ensuite, imposant aux sociétés anonymes l'approbation préalable de leurs statuts par le pouvoir souverain. A la demande — qu'on adressa au Conseil d'Etat — de savoir si cette procédure s'appliquait aux Tontines, il répondit par deux avis : l'un, en novembre 1808 — disait qu'elles n'étaient point des sociétés anonymes ; — l'autre, en date du 1^{er} avril 1809, leur demandait, en conséquence, pour se fonder valablement, une autorisation spéciale donnée dans la forme des règlements d'administration publique. Pour les sociétés déjà existantes, une surveillance très sérieuse devait être organisée.

L'assujettissement des Tontines à une autorisation spéciale était fondé non sur leur qualité de société, mais sur une raison d'ordre public. L'avis du Conseil d'Etat, pris sur un rapport, devenu célèbre en la matière, de M. d'Hauterive, se basait sur plusieurs considérations : les Tontines étaient des transactions entre personnes de tout âge, de tout sexe, de tout état ; leur mode de formation ne supposait entre les sociétaires ni rapprochements, ni discussions pouvant les éclairer

réciiproquement; ils n'avaient point de moyens efficaces de surveillance sur des associations dont la durée était inconnue, etc., etc. Afin que leurs intérêts ne fussent compromis « ni par l'avidité, ni par la négligence, ni par l'ignorance des gérants de la Tontine », et pour éviter les dangereux errements suivis par la Caisse Lafarge, le Conseil d'Etat estimait urgent de donner à ces associations un mode d'administration qui calmât toute inquiétude chez leurs actionnaires. L'avis du Conseil d'Etat de 1809 allait régir la constitution des sociétés tontinières jusqu'à la loi de 1905.

Les lois et projets de lois sur les sociétés qui suivirent le Code de commerce et l'avis de 1809 ont voulu, comme eux, protéger les petits intérêts, épars et humbles, que les gens habiles et sans scrupules savent si aisément ruiner. La loi de 1867, qui ouvrait pour les sociétés commerciales l'ère de la libre constitution, maintint pour les associations de la nature des Tontines, comme pour les sociétés d'assurances sur la vie en général, la nécessité de l'autorisation préalable de l'Etat et de sa surveillance (art. 66 de la loi). Le projet de loi sur les sociétés, déposé en 1884 par Martin Feuillée, contenait lui aussi un article 87 conçu dans ce même sens.

L'autorisation par un décret du chef de l'Etat, rendu après avoir reçu l'avis du Conseil d'Etat, était donc l'ancien régime légal obligatoire présidant à la constitution des sociétés tontinières. Sans ce décret, toutes les opérations qu'elles effectuaient étaient nulles et de nul effet et les souscripteurs pouvaient même obtenir des tribunaux le remboursement de leurs souscriptions (excepté les frais de gestion si le fondateur prouvait sa bonne foi).

Une instruction ministérielle du 31 décembre 1808 fixait les conditions de l'autorisation. Les fondateurs

devaient adresser au préfet du département une pétition signée d'eux portant diverses énonciations : le but de l'association, sa durée, les noms, prénoms, domiciles des fondateurs, le montant du capital, soit par souscriptions simples soit par actions, les délais dans lesquels le capital devra être réalisé, le siège social de l'entreprise et son mode d'administration. A ces renseignements on joignait l'acte ou les actes d'association intervenus entre les intéressés.

Nous venons de voir brièvement les formes exigées pour l'autorisation des Tontines. Une fois fondées, allait-on les laisser vivre sans contrôle, sans sauvegarder les intérêts modestes de leurs clients ?

Non, un décret intervenait, dès le 10 novembre 1810, pour créer une surveillance des opérations tontinières dont la tâche incombait à des commissaires désignés par le ministre. Le décret d'autorisation fixait les modes et les limites de cette surveillance.

L'ordonnance du 12 juin 1842 vint uniformiser le contrôle qu'elle confia à une commission de cinq membres, nommés et révocables par le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, rétribués par les sociétés surveillées elles-mêmes. Ces commissaires contrôlaient les livres, registres, situations comptables des sociétés ; la comptabilité des admissions, des versements, des emplois de fonds en rente ; la liquidation d'intérêts ou de capitaux issus des comptes d'actionnaires ; l'exactitude des bases et la juste application des tarifs, etc., etc.

Un arrêté du Ministre du Commerce du 26 novembre 1848, élevant à neuf le nombre des commissaires, compléta l'ordonnance de 1842. Ces fonctionnaires, exerçant collectivement ou individuellement leurs ins-

pections, adressaient leurs rapports au ministre, qui recevait d'eux, en dehors de ces comptes-rendus spéciaux, leurs rapports annuels d'ensemble sur les établissements dont ils avaient la surveillance.

En mars de la même année 1848, des décrets avaient prescrit aux Tontines de verser leurs fonds au Trésor, afin d'éviter que leurs directeurs ne les gardassent entre leurs mains pour jouer à la baisse sur la rente. Les décrets du 29 juillet, 8 août, abrogèrent ceux de mars, en édictant seulement la conversion en rente 5 0/0 des fonds versés à l'Etat.

Le 16 janvier 1854, un décret, dans le but d'accroître la sécurité des petits épargnants, assujettissait les Tontines à la vérification des inspecteurs des Finances. Le ministre de ce département pouvait les déléguer auprès de toute agence tontinière qui était tenue de leur présenter ses livres, ses registres, sa comptabilité, sa caisse et son portefeuille. Leurs rapports au Ministre des Finances étaient transmis par celui-ci à son collègue du Commerce.

La loi sur les sociétés du 24 juillet 1867 supprima, pour les sociétés anonymes, l'autorisation préalable et la surveillance édictées par l'article 37 du Code de Commerce. Mais son article 66 laissait subsister une exception à ce régime nouveau de liberté. Il portait : « Les associations de la nature des Tontines et les sociétés d'assurances sur la vie, mutuelles ou à primes, restent soumises à l'autorisation et à la surveillance du Gouvernement. » C'était la survivance de l'article 37 pour ces deux catégories de sociétés. Pour se constituer, elles remettaient au Ministère du Commerce un projet de statuts accompagné de la liste des souscripteurs. Le Conseil d'Etat examinait ces pièces. Puis un décret intervenait, accordant ou refusant l'autorisation. Si la société

était autorisée elle devait fournir au Ministère du Commerce des états semestriels.

Ce régime, assez efficace en apparence, ne donna que des résultats médiocres. Une instruction ministérielle du 22 octobre 1819 avait déjà nettement souligné la limite des pouvoirs dont disposait l'Etat : « Le but de l'autorisation est, purement et simplement, de certifier au public, d'abord la vérification des bases sociales et l'existence des moyens annoncés, moyens reconnus être en rapport avec l'entreprise, » — « en second lieu, qu'un examen attentif a été fait de la moralité et de la convenance de l'Administration. » Là s'arrêtait l'efficacité de l'intervention de l'Etat.

Ce régime d'autorisation préalable ne garantissant pas l'avenir des sociétés, était, d'autre part, arbitraire. Les sociétés n'avaient pas des statuts uniformes. Le Conseil d'Etat les modifiant au cours de son examen, créait entre elles des inégalités très choquantes, lâchant la bride pour l'une à des opérations dangereuses, enserrant l'autre dans d'étroites limites d'action qui paralyssaient son essor. — La surveillance n'était en outre pas effective : les états semestriels exigés étant absolument insuffisants. — Le ministre pouvait enfin, arbitraire intolérable, refuser de lui-même, sans donner ni délai, ni motif, la présentation des statuts à l'examen du Conseil d'Etat.

La société, autorisée, commençait à vivre. — Le Gouvernement disposait-il d'armes sérieuses en face d'une violation possible des statuts ? — Une seule s'offrait (qui lui a même été contestée) : le retrait d'autorisation, arme trop radicale, à deux tranchants, précipitant les sociétés dans une liquidation désastreuse, tant pour les actionnaires que pour les assurés.

Il ne suffisait pas à ces assurés de savoir qu'à l'ori-

gine de la société ses bases financières et techniques étaient solides, et qu'elles semblaient encore l'être lors de la conclusion de leurs contrats. Mais que seraient-elles dans vingt ou trente années, durée fréquente des conventions d'assurances sur la vie ? Le Gouvernement pourra-t-il connaître et, ensuite, pallier, les dangers qu'une gestion imprudente pouvait faire courir à ces intérêts éloignés ? — Non. Il ne pouvait ou ne voudrait pas intervenir le jour où la société violerait les règles mathématiques de sa vie ; et cependant, c'est alors peu à peu, sous ces violations insensibles, que les réserves s'effriteraient, comme les fondations d'un palais que les eaux souterraines vont dissociant et désagrégeant.

La loi de 1867, comme le régime antérieur des sociétés tontinières et d'assurance-vie, avaient montré leur impuissance. Il fallait une législation plus moderne, mieux en rapport avec les exigences de la pratique. C'est cette législation nouvelle que nous allons suivre dans ses transformations, tant comme projet du Gouvernement, que comme projet de la commission de la Chambre. Nous étudierons, après la loi votée, ses compléments, décrets et arrêtés qui la mirent à exécution.

TITRE DEUXIÈME

LA PRÉPARATION ET LE VOTE

DE LA

LOI DE CONTROLE

I

La Proposition de loi Mirman.

Le 10 Juin 1902, M. Mirman, député, déposait sur le bureau de la Chambre une proposition de loi « ayant pour
« objet de prescrire certaines mesures conservatrices
« pour la sécurité des engagements à lointaine échéance,
« contractés par les sociétés d'assurances sur la vie, de
« rentes viagères, de capitalisation et d'épargne. »

L'exposé des motifs consacrait un chapitre spécial aux sociétés dites mutuelles : les sociétés tontinières. A cette époque, la France n'en contenait que cinq dont le développement ultérieur devait être assez inégal. Chez elles la prime était fixe, et elles se différenciaient des autres sociétés d'assurances à prime fixe par l'indétermination du capital qui devait, au terme du contrat, être attribué à l'assuré, en cas de vie.

Les mutuelles seraient parfaites, écrivait M. Mirman, à la condition d'être des œuvres de réelle mutualité. C'est pour éviter que ce mot de mutualité « serve d'en-

seigne à des maisons de commerce même honorables », et qu'à l'abri de ce pavillon « ces sociétés, pour augmenter leur clientèle, fassent des promesses décevantes dont un avenir prochain doit sûrement démontrer l'inanité », qu'il importe d'exercer sur elles une surveillance vigilante.

Pour illustrer sa démonstration, M. Mirman examinait les opérations d'une entreprise tontinière contemporaine, *La Mutuelle de France et des Colonies* : associations en cas de vie et en cas de décès (contre-assurance), ainsi que la part très large de rétribution que la gestion s'était attribuée.

Notons, cà et là, dans cette étude approfondie, quelques-uns des griefs que l'auteur faisait à cette sorte de sociétés : « Je me permettrai de faire observer, disait-il, que, dans une entreprise commerciale, les frais généraux doivent diminuer proportionnellement lorsque le chiffre des affaires augmente et que, pour une « “ mutuelle ” plus que pour toute autre société, cette « règle tutélaire s'imposerait. S'il en est autrement, si ces « frais ne baissent point, les affiliés n'ont aucun intérêt « à voir leur société s'accroître ; *tout le bénéfice est pour « ceux qui vivent sur les frais de gestion.* »

Dans ces sociétés se glissent, sous le nom de souscripteurs du fonds de garantie, de véritables actionnaires dont les dividendes annuels atteignent parfois 100 à 150 0/0 du capital versé. « L'opération, au point de vue « commercial, est avantageuse, écrivait l'auteur, mais « je demande si nous sommes ici dans le domaine de la « mutualité et de la philanthropie. »

L'assemblée générale des souscripteurs pourrait s'en plaindre, mais elle est en réalité organisée par les statuts de manière à ce qu'aucune représentation sérieuse ne puisse sortir de ses délibérations. Quant au contrôle

prétendu et proclamé de l'État, M. Mirman le déclarait vain ou inefficace : la commission des Tontines ne se souciant pas de savoir si l'on observe ou non les règles de la mutualité, et l'auteur croyant pouvoir affirmer que le Ministre du Commerce n'a jamais usé du droit qu'il possède de déléguer à des vérificateurs ses pouvoirs de contrôle.

Quels résultats donneront ces Tontines ? Les sociétés ne veulent pas les indiquer avec précision, déclarant que leur importance ne saurait aujourd'hui être prévue. Mais elles suggèrent des chiffres de produits probables d'accroissement pour les capitaux reçus, 12 0/0 par exemple, peut-être plus. Et, se basant sur ces présomptions, il est des sociétés qui opposent leurs résultats futurs à ceux de la caisse d'épargne, et montrent leur écrasante supériorité sur celle-ci.

L'exagération est monstrueuse, écrivait M. Mirman, presque déloyale, et il la démontrait en examinant quelques-unes des sources de bénéfices indiquées.

Ses conclusions étaient multiples.

D'abord, la modification des statuts s'imposait ; puis, il fallait organiser un contrôle réel et effectif, pour la double raison suivante :

Ces sociétés, en premier lieu, drainent la petite épargne, la plus intéressante, mais aussi la plus facile à égarer par des promesses obscures et fallacieuses.

En second lieu, la durée des versements est longue et une seule interruption peut anéantir, avec le contrat, les efforts d'une prévoyance laborieuse de plusieurs années.

Les mutualistes sont nombreux. Ils suivent volontiers le drapeau mutualiste. Il ne faut pas que « sous » ce pavillon respectable passe une marchandise purement commerciale. »

« Débarrassées d'éléments parasites, retouchées sur divers points, surveillées dans leurs procédés de propagande et dans tous leurs actes, inondées de lumière de façon qu'aucun coin de la maison ne reste dans l'ombre, ces sociétés peuvent être appelées à jouer un rôle fort important, à rendre de réels services. »

Au surplus, à défaut d'une loi qu'on attend sur les sociétés d'assurances, le Gouvernement, disait notre auteur, ne pourrait-il pas user d'une arme, qui se trouve en un article de tous les décrets d'autorisation, article où il se réserve le droit d'ordonner tous les cinq ans la révision générale des statuts ?

L'étude de M. Mirman fit grand bruit. Elle concentra sur sa proposition l'attention des Chambres et du Gouvernement, qui chargea une commission extra-parlementaire de préparer un projet de loi de surveillance et de contrôle. Nous allons, dans les chapitres suivants, assister à son élaboration et à son vote.

Le Projet de Loi du Gouvernement.

Dans l'ancien régime d'existence des entreprises d'assurances (avant la loi de 1905), nous avons vu que le Pouvoir était, pour ainsi dire, dépourvu vis-à-vis d'elles de moyens de contrôle ou de répression. Elles devaient lui présenter des états réguliers qui n'étaient point vérifiables au siège même de la Société. Le Gouvernement avait bien le droit d'user d'un moyen radical : le retrait d'autorisation ; mais la rigueur de la mesure, le danger de son emploi la rendaient très peu pratique, et si redoutable, qu'elle en devenait peu redoutée. L'Etat manquait en outre d'un corps technique de contrôle et de crédits pour l'entretenir.

Un arrêté ministériel du 26 avril 1902 institua, pour trouver un remède à cet état de choses, une commission d'études chargée d'élaborer un projet de loi sur le contrôle et la surveillance des sociétés d'assurances sur la vie. Les périls courus par l'épargne, que dénonçait en juin la proposition Mirman, vinrent encore enflammer son zèle, et le 6 décembre 1902, le projet de cette commission, devenu projet du Gouvernement, était déposé par lui sur le bureau de la Chambre. Il se divisait en cinq titres qui subsistèrent : I. ENREGISTREMENT ; — II. GARANTIES ; — III. SURVEILLANCE ET CONTRÔLE ; — IV. PÉNALITÉS ; — V. MESURES TRANSITOIRES.

Le projet avait à choisir entre deux systèmes : le Système anglais, de la publicité des comptes, que les mœurs et l'esprit public du pays permettent seuls de rendre efficace ; - ou le Système suisse, régime d'autori-

sation gouvernementale préalable, avec contrôle permanent et sanctions pratiques. L'un et l'autre paraissant inadaptables à nos institutions et à notre esprit public, le projet se bornait à exiger un simple enregistrement des entreprises, après qu'elles auraient justifié de certaines conditions d'existence régulière et technique; il voulait, en requérant au préalable toutes les garanties d'une saine gestion, donner au Gouvernement des pouvoirs de contrôle mais des pouvoirs bien délimités. Les entreprises garderaient la liberté de leur organisation intérieure pourvu qu'elles se conformassent à la loi sur les sociétés et à la loi spéciale aux sociétés d'assurances sur la vie.

Nous suivrons rapidement la vie de ce projet de loi jusqu'à sa promulgation. La Chambre des Députés chargea M. Chastenet, le Sénat M. Lourties, de dresser des rapports d'ensemble au nom des commissions respectives des deux assemblées.

III

Le Rapport Chastenet sur le Projet de Loi de Contrôle.

Le rapport rédigé par M. Chastenet fut déposé le 9 juin 1903 sur le bureau de la Chambre des Députés. Il reprend, article par article, le projet du Gouvernement, le corrige et le complète suivant les idées émises, au sein de la commission des sociétés d'assurances, de rentes viagères et de capitalisation, tant sur ce projet que sur les propositions de loi déposées antérieurement par MM. Mirman, Ferrette, Gellé et Coache, P. Guyesse, Bonnevey et Thierry, et par M. Chastenet lui-même.

La loi régira (art. 1^{er}) toutes les entreprises, quelle que soit leur forme, pratiquant des opérations où intervient à un degré quelconque la durée de la vie humaine, que ce jeu de la mortalité soit plus ou moins direct, plus ou moins apparent. Survie ou décès, Tontine ou assurance, toutes ces opérations y seront soumises, à l'exception des sociétés de secours mutuels régies par la loi de 1898, et des institutions de prévoyance publiques ou privées soumises à des lois spéciales (caisse nationale d'assurance en cas de décès, caisse nationale des retraites, etc.)

Les sociétés enregistrées ne pourront (art. 2) faire d'autres opérations que celles prévues par la loi, afin que le capital social des sociétés demeure bien une garantie pour leurs assurés, et que le contrôle puisse s'exercer utilement.

Les sociétés devront demander, afin de pouvoir traiter ces opérations, leur enregistrement au Ministre du

Commerce, qui, dans un délai de six mois, le mentionnera au *Journal Officiel*, ou notifiera aux intéressés le refus d'enregistrement.

Le régime des sociétés d'assurances devient ainsi beaucoup plus libéral ; l'Etat ne s'immiscera plus dans leur vie intime comme au temps où le Conseil d'Etat était appelé à examiner, article par article, leurs statuts. Pourvu que les conditions spéciales que prévoit la loi projetée soient remplies, les sociétés seront simplement soumises, pour leur organisation intérieure, au droit commun de la matière. Leurs statuts ne sont plus une charte privée, intangible sans de terribles formalités.

Dans le titre II : « Garanties », les articles 4 et 6 fixent un minimum de capital social de deux millions de francs pour les sociétés françaises anonymes ou en commandite, et un décret ultérieur devra limiter la portion utilisable aux dépenses de premier établissement, ainsi que leur délai d'amortissement par prélèvements opérés sur les bénéfices.

Pour faire face à ces mêmes frais, moins considérables pourtant pour elles, les sociétés mutuelles et tontinières formeront, de leur côté, un « capital de garantie » de 200.000 francs au moins (le projet du Gouvernement en exigeait un de 500.000 francs).

Toutes les entreprises devront se dissoudre si elles ont perdu la moitié soit de leur capital social, soit de leur capital de garantie.

Les sociétés d'assurances devront constituer des réserves mathématiques (art. 6) dans des conditions fixées par décret. Pour que ces réserves demeurent une base solide des engagements pris, il convient que la table de mortalité et le taux d'intérêt utilisés ne subissent pas des écarts constamment défavorables. Dans ce but, une révision quinquennale des tarifs pourra être

imposée par le ministre pour les opérations futures, comme pour renforcer les réserves insuffisantes dans un délai déterminé. Cette révision quinquennale, il est intéressant de le remarquer, était prévue dans tous les décrets autorisant les statuts des sociétés tontinières établies avant 1905. Cette clause prudente fut d'ailleurs peu ou point appliquée.

L'article 4 du projet du Gouvernement prévoyait la réglementation, dans les statuts des sociétés mutuelles et tontinières, des bases et de la quotité des prélèvements pour frais de gestion de l'entreprise. Le texte de la commission de la Chambre reporte cette obligation dans un décret qu'il prévoit à l'article 9.

Pour pallier à l'insuffisance possible, un jour de crise, des réserves mathématiques, une « réserve de garantie » sera organisée dans toutes les entreprises : sociétés par actions ou mutuelles, remplaçant la réserve prévue par l'article 36 de la loi du 24 juillet 1867.

Mais le projet de la commission, comme celui du Gouvernement, excepte de cette obligation les sociétés tontinières, pour cette raison : qu'elles n'auront pas à constituer des réserves mathématiques, et par suite, n'auront nul besoin d'une garantie supplémentaire consolidant celles-ci. « Les tontiniers, dit M. Chastenet, n'ont « pas à se préoccuper de l'exécution d'engagements « fixes ; ils suivent la fortune de la répartition finale, « quelle qu'elle doive être. »

L'article 7 du projet de loi régit la police d'accumulation des bénéfices. La commission ne voulant point aller jusqu'à l'interdire, comme l'ont fait des pays étrangers, a voulu entourer son fonctionnement de garanties très strictes, pour que ces fonds d'accumulation ne fussent pas « une gestion occulte à la disposition des administrateurs ». Elle a précisé et étendu les garanties

réclamées déjà par l'article 7 du projet gouvernemental qui demandait l'ouverture, dans les livres de la société, d'un compte annuel de répartition par groupes de polices similaires, et la publication des conditions de répartition, d'abord entre les groupes, puis dans l'intérieur de chacun d'eux.

La commission, désirant qu'on put voir dans les écritures des sociétés la formation progressive du bénéfice devant, au terme de l'accumulation, revenir à chaque assuré, et qu'on put, à une époque quelconque, déterminer la dette de la compagnie en sa faveur, demandait l'institution d'un compte individuel pour chaque police. Chaque année, ce compte sera crédité de la part de bénéfices afférente au contrat, et l'assuré sera ainsi tenu au courant, année par année, du produit annuel comme du montant total des bénéfices.

L'article 7, *in fine*, établissait ensuite, au profit des assurés de toutes nationalités, un privilège sur l'actif des entreprises d'assurances françaises jusqu'à concurrence des garanties que leur assigne le fonctionnement normal de l'assurance.

Le projet règle également la situation et les garanties des entreprises étrangères. Elles devront, comme les sociétés nationales, demander l'enregistrement et constituer des réserves mathématiques et de garantie. Mais au lieu de garder dans leurs caisses, comme les entreprises françaises les titres représentatifs de ces réserves, les sociétés étrangères devront en faire remise à la Caisse des Dépôts et Consignations, où elles seront le gage de leurs assurés (art. 2073 civ.).

Le titre III du projet de loi et du projet de la commission organise la surveillance et le contrôle. Un comité consultatif technique sera placé à côté du ministre qui devra le consulter dans certains cas énu-

mérés, et ne pourra agir sans son avis conforme dans certains autres. Les commissaires contrôleurs vérifieront les livres et publications imposées aux sociétés, celles-ci supporteront les frais de surveillance et de contrôle ainsi nécessités au prorata des primes encaissées, jusqu'à une contribution annuelle maxima de un pour mille de ces primes.

Le titre IV des projets du Gouvernement et de la commission édicte toute une série de pénalités, proportionnées aux irrégularités relevées par le contrôle et allant jusqu'au retrait d'enregistrement, mesure extrême dont dispose le ministre. Les pénalités, intermédiaires prévues seront, pour les entreprises, des avertissements constants de mettre fin à leurs errements défectueux : irrégularités ou retards dans la production ou la publication des documents destinés au contrôle (art. 14) ; inobservation des garanties exigées par la loi (art. 15) ; enfin violation frauduleuse des principes de fonctionnement qu'elle a posés (art. 16). Ces deux dernières séries de pénalités seront publiées par la presse et mettront en garde les assurés. Le retrait d'enregistrement est, enfin, réglementé.

Le titre V prévoit les dispositions transitoires. Les entreprises existantes devront mettre d'accord leur situation antérieure avec le régime nouveau, en aménageant progressivement leurs anciens placements suivant les exigences légales nouvelles. Les sociétés françaises ne seront pourtant pas tenues d'élever leur capital social ou de garantie au minimum spécifié dans l'article 5.

Enfin, les deux projets délèguent au Gouvernement la mission de déterminer, par des décrets en Conseil d'Etat, les conditions de constitution et de fonctionnement des sociétés mutuelles d'assurances sur la vie et des sociétés tontinières, imitant la mesure prise, lors

de la loi de 1867, pour les sociétés d'assurances autres que celles sur la vie. L'article 66 de cette loi, régissant les Tontines et les sociétés d'assurances sur la vie, est abrogé par l'article 22 de la nouvelle loi de contrôle.

Telles étaient, en général, les dispositions contenues dans les deux projets successifs. Le rapport au Sénat de M. Lourties, rapport très clair et très complet, soutenait devant la Chambre Haute les mêmes principes. Nous allons aborder la discussion au Parlement du projet préparé par la commission de la Chambre, puis examiner, le vote acquis, les diverses dispositions de la législation nouvelle. Au fur et à mesure, nous noterons celles qui concernent spécialement les sociétés tonti-nières.

IV

La Loi devant les Chambres.

Le 28 juin 1904, le projet de loi de contrôle entraînait enfin en discussion devant la Chambre. On commença par attaquer le système général de l'enregistrement des entreprises que proposait la commission, lui opposant celui de l'autorisation préalable; le rapporteur dût montrer que, si le nouveau régime était plus libéral, il n'était pas moins efficace que le régime d'autorisation. Lorsque l'Etat se trouvera en présence d'une entreprise qui satisfera tant à la loi nouvelle proposée qu'aux décrets prévus par elle et aux lois générales du pays, l'enregistrement, ayant lieu de droit, ces conditions remplies, ne saurait engager sa responsabilité. Celle-ci, d'ailleurs, n'aura pas cette seule couverture : l'enregistrement est la première phase d'un contrôle qui suivra toutes les opérations des entreprises et pourra punir toutes leurs infractions, et il a l'avantage de ne point exposer l'Etat à accorder, par suite de pression diplomatique, le libre exercice aux sociétés étrangères, comme sous la législation précédente (1).

L'article 1^{er}, limitant le domaine d'application de la loi, mis aux voix, fut adopté, puis les articles 2 et 3 sur l'enregistrement, ses délais, etc. Une discussion s'ouvrit lorsqu'on arriva à l'article 4 qui portait : « Pour les sociétés françaises anonymes ou en commandite,

(1) Voir à ce sujet la Thèse soutenue, en 1901, devant la Faculté de Droit de Paris, par M. E. LEYRIS, sur *La condition en France des Sociétés d'assurances sur la Vie étrangères* (LAROSE, éditeur).

« les statuts doivent spécifier la dissolution obligatoire
« en cas de perte de la moitié du capital social. »

« Pour les sociétés à forme mutuelle ou tontinière,
« les statuts déterminent le mode de règlement et l'em-
« ploi des sommes perçues ainsi que la quotité des pré-
« lèvements destinés à faire face aux frais de gestion
« de l'entreprise. Ils doivent spécifier, en outre, la dis-
« solution en cas de perte de la moitié du capital de
« garantie visé à l'article suivant. »

Un membre de la Chambre demanda la suppression de cette phrase, car l'article 5 avait été modifié: Primitivement, il prévoyait pour les sociétés à forme mutuelle ou tontinière un capital de garantie de 200,000 francs au moins, et la commission avait accepté de transformer ce capital de garantie en un fonds de premier établissement amortissable en quinze années au plus. Il fallait donc rayer la dernière phrase de l'article 4 du projet de loi qui parlait de la perte d'un capital de garantie. La modification fut faite, mais, en somme, au détriment de la plus grande sécurité des assurés à venir.

L'article 5 exige, pour les sociétés anonymes ou en commandite, un capital social de 2.000.000 de francs au moins. Les sociétés mutuelles ou tontinières « devront
« constituer un fonds de premier établissement qui ne
« peut être inférieur à 50.000 francs et qui doit être
« amorti en 15 ans au plus ». — « Toutes les entrepri-
« ses sont tenues, en outre, de constituer dans les condi-
« tions prévues à l'article 9, 4^o, une réserve de garantie qui
« tient lieu du prélèvement prescrit par l'article 36 de la
« loi du 24 juillet 1867. Toutefois, cette réserve n'est pas
« obligatoire pour les opérations à forme tontinière. »

On réduisit ainsi à une mise de fonds insignifiante le fonds de premier établissement exigé. Nous en voyons chaque jour la conséquence dans l'éclosion de nouvelles

sociétés tontinières. Une telle facilité multiplie les tentatives d'exploitation de la masse assurable, et mettant ainsi cette exploitation à la portée des facultés les plus modestes, risque de laisser entre les mains d'hommes nécessaires, inexpérimentés, le maniement d'épargnes considérables. La réserve de garantie n'étant pas non plus obligatoire, enlève encore un peu de sécurité aux assurés, car une entreprise de gestion, avide de profits immédiats, peut bien être tentée de ne pas en former une.

Un député vint, d'ailleurs, soutenir à la tribune que le capital social d'une société était inutile et qu'au chiffre de 500.000 francs il serait encore exagéré. Le rapporteur dû lui montrer que le capital de garantie des sociétés par actions avait fourni bien des preuves de son efficacité financière. Si dans quelques anciennes entreprises, les actionnaires, souscripteurs de ce capital, reçoivent d'importants dividendes, ces produits proviennent bien moins des bénéfices sur les comptes d'assurances que d'heureux placements mobiliers et immobiliers faits antérieurement, il y a 50 années et plus. Combien d'autres sociétés existantes vivent péniblement ! Leur capital social reste utile pour l'avenir. Plusieurs enfin sont mortes jeunes, perdant ce capital, allant jusqu'à la faillite.

L'utilité d'un capital social ainsi démontrée, la Chambre accepta d'en fixer le chiffre minimum à 2.000.000 de francs, tandis qu'elle réduisait le capital de garantie de 200.000 francs, prévu primitivement pour les sociétés mutuelles ou tontinières, à un fonds de 50.000 francs, amortissable en 15 ans, et destiné à couvrir les frais de premier établissement.

Se basant sur cette transformation, un membre de la Chambre vint demander pourquoi le projet prévoyait une réserve de garantie, d'ailleurs facultative, dans les

sociétés mutuelles ou tontinières : l'existence d'une telle réserve étant pour lui liée à celle d'un capital de garantie — qui n'existait pas.

Le commissaire du Gouvernement, M. G. Paulet, intervint au débat montrant que, d'après le projet même : « La réserve de garantie est essentiellement destinée « à constituer la réserve subsidiaire des réserves mathématiques. » Celles-ci — basées à la fois sur un taux moyen de capitalisation des fonds et sur une table de mortalité — pouvant un jour, malgré les plus sages précautions, se trouver inférieures aux engagements pris, trouveront dans la réserve de garantie le complément nécessaire à équilibrer leur actif. Cette réserve aura une seconde utilité : « parer aux erreurs et aux surprises de gestion. » Or, c'est un cas qui pourra très bien se produire en dehors même des sociétés à réserves mathématiques : dans les sociétés tontinières, par exemple, où cette garantie supplémentaire pourrait venir combler un déficit de la gestion.

D'ailleurs, comme en ce cas l'utilité de la réserve est moindre, qu'elle est simple et non pas double, la commission demanda à déléguer le soin de la fixer au pouvoir exécutif (art. 9, 4^o), en la laissant facultative pour les sociétés tontinières.

Les articles suivants du projet passèrent sans modifications sensibles. Nous les retrouverons dans notre commentaire de la loi définitivement votée.

Le Sénat, dans ses séances du 28 février 1905 et du 2 mars, sur le rapport de M. Lourties, adopta sans discussion les six premiers articles du texte voté par la Chambre. L'article 7 fut l'objet d'une joute oratoire où triompha la commission, à propos des bénéfices accumulés et de leur nouvelle réglementation ; il en fut de même de l'article 9, qui prévoit une série de décrets de

l'exécutif destinés à régler les bases techniques des entreprises. Le 2 mars, le Sénat adoptait l'ensemble du projet de loi discuté et voté par la Chambre.

Le 17 mars 1905, le Président de la République Loubet promulguait, contresignée par les Ministres des Finances et du Commerce Rouvier et Dubief, la loi relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et de toutes les entreprises dans les opérations desquelles intervient la durée de la vie humaine.

C'est cette loi que nous allons étudier pas à pas, pour démêler celles de ses dispositions qui régissent les sociétés à forme tontinière.

TITRE TROISIÈME

LA LÉGISLATION NOUVELLE

ET

SON APPLICATION

I

La Loi du 17 Mars 1905 et les Sociétés Tontinières.

Les opérations tontinières sont beaucoup moins compliquées que les combinaisons appliquées par les sociétés d'assurances sur la vie. Ces dernières exigent des calculs très délicats, une gestion sage, prévoyante à long terme, la constitution de réserves mathématiques et de réserves spéciales les appuyant, une appréciation très aiguë de la valeur des risques, enfin une science financière des placements de fonds très développée. L'assureur reçoit des primes dont il devient le propriétaire; il s'engage, d'autre part, à verser des indemnités fixes dont il sait prévoir la lente formation à travers toutes les éventualités: crises, krachs, épidémies, etc., qui viennent affaiblir le produit de son accumulation de capitaux.

Combien plus simple est la gestion d'une Tontine. L'argent de ses adhérents passe seulement entre ses mains pour aller former une masse composée de valeurs déterminées par la loi, et très sûres. Nulle appréciation des risques, aucun calcul actuariel à l'origine, aucune nécessité de constituer des fonds de réserve, aucun besoin d'esprit financier. L'association tontinière ne garantit rien de précis. Elle donne ce qu'elle peut donner, au hasard du cours de la rente, lors de la liquidation, et la chose qu'il importe surtout d'assurer chez elle, c'est la conservation de ce fonds commun jusqu'au jour du partage.

On s'explique fort bien par là que les sociétés tontinières aient été l'objet d'un moindre luxe de précautions que les sociétés d'assurances sur la vie et qu'on leur ait appliqué un régime strict, étroit, littéral pour ainsi dire, tandis qu'on dotait les sociétés d'assurances-vie d'une législation haute et large. Pour la Tontine, les décrets sont le pivot de leur existence. Pour les autres sociétés c'est la loi, d'abord, et surtout. Un décret se refond en quelques mois. Une loi en dix, vingt années. Si l'Etat veut surveiller avec vigilance les opérations tontinières, il faut qu'il puisse intervenir rapidement, dans leur détail même. Un décret seul peut le lui permettre.

Ces idées directrices admises, suivons maintenant pas à pas la loi de contrôle et voyons les différences qui viennent séparer les régimes de nos deux ordres de sociétés.

L'article 1^{er} assujettit à la loi les entreprises françaises ou étrangères de toute nature qui contractent des engagements dont l'exécution dépend de la durée de la vie humaine. Les sociétés tontinières sont donc régies par la nouvelle législation et, pour fonctionner légale-

ment, doivent être enregistrées par le Ministre du Commerce (aujourd'hui : Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale). Toute modification des statuts ou des tarifs de primes ne peut être appliquée qu'après l'obtention d'un nouvel enregistrement.

L'article 4 charge les statuts des sociétés tontinières de déterminer le mode de règlement et l'emploi des sommes perçues ainsi que la quotité des prélèvements qui feront face aux frais de gestion de l'entreprise. Le capital social de 2.000.000 imposé aux sociétés anonymes et en commandite, françaises, doit être, pour les sociétés à forme tontinière, un fonds de premier établissement. Celui-ci, vrai fonds de roulement nécessaire pour payer les premières dépenses d'installation, de loyer, de bureaux, d'organisation des services intérieurs et extérieurs de l'entreprise, pour permettre l'acquisition des premiers contrats, devra être au moins égal à 50.000 fr. Mais il pourra les excéder, sous la réserve d'être amorti, quel que soit son chiffre, en quinze ans au plus. Ce fonds remplace, comme on l'a vu plus haut (V. titre II, p. 29), le capital de garantie de 200.000 fr. prévu dans le projet du Gouvernement de 1902.

Toutes les entreprises étant tenues, en outre, de constituer, dans des conditions prévues art. 9, 4°, une réserve de garantie remplaçant la réserve statutaire de l'art. 36, loi de 1867, les sociétés tontinières pourront la constituer, ou non à leur guise. La loi ne les y contraint pas.

L'article 6 de la loi obligeant toutes les entreprises qui contractent des engagements déterminés à former des réserves mathématiques, suivant des règles fixées par un décret prévu art. 9, 5°, n'impose pas ces mesures aux sociétés tontinières, la nature spéciale des engagements, par essence indéterminés, qu'elles contractent, ne comportant pas l'évaluation de ces dites réserves.

Par suite, les sociétés tontinières n'auront pas à produire annuellement au Ministre du Travail les états comparatifs que celui-ci, après avis du comité consultatif, a déterminés pour toutes les sociétés d'assurances, états visant la comparaison :

1° Entre la mortalité réelle de leurs assurés et la mortalité prévue par les tables admises pour le calcul de leurs réserves mathématiques et de leurs tarifs ;

2° Entre le taux de leurs placements réels et celui qui a été admis pour les calculs sus-visés.

La rectification quinquennale des bases du calcul des réserves et des tarifs de primes ou cotisations, exigible par arrêté ministériel en cas d'écart notable ou répété des éléments ci-dessus, ne régit pas non plus les sociétés tontinières. C'est qu'en effet le propre de l'opération tontinière : ne rien garantir de certain au terme du contrat, mais promettre beaucoup, n'est pas aisé à saisir par une réglementation. La Tontine suit surtout une chose, le cours de la rente. Son bon ou son mauvais sort y sont liés. La mortalité joue un très petit rôle, que les entrepreneurs de Tontines exagèrent. L'institution est donc toujours en état d'exécuter des engagements dont le produit ne dépend pas d'elle, et dont elle n'a jamais garanti les chiffres. C'est l'observation que faisait, en 1865, dans ses *Etudes sur les Assurances* (5^e édition, p. 64), le publiciste Eugène Reboul :

« Il est bien évident que des opérations qui *ne garantissent rien, qui n'assurent rien*, quel que puisse être « d'ailleurs leur mérite, ne doivent pas porter le nom « d'assurances sur la vie. Autrement, il faudrait distinguer deux sortes d'assurances : des assurances qui « assurent, et des assurances... qui n'assurent pas. »

Mais l'article 6 prévoit, *in fine*, une précaution indispensable vis-à-vis la Tontine, la seule procédure utile pos-

sible. Une seule chose y étant fixe : la cotisation, son montant devra être affecté aussi rapidement que possible à un emploi en fonds publics désignés. C'est un décret (art. 9, § 7) qui règlera l'emploi immédiat de toutes les cotisations, déduction faite des frais de gestion statutaires.

L'article 7 de la loi, après avoir édicté les comptes individuels annuels d'Accumulation, donne aux assurés un privilège sur l'actif des entreprises françaises jusqu'à concurrence du montant des réserves mathématiques et de la réserve de garantie, ainsi que des comptes d'Accumulation.

Les sociétés tontinières ne sont pas soumises à ce privilège, n'ayant ni réserves mathématiques, ni réserves de garantie (du moins légalement obligatoires). D'ailleurs le nouveau régime n'a pas négligé la protection des adhérents tontiniers : les cotisations versées par eux sont, dans des délais et des formes prévues, converties en valeurs légales qui restent intangibles jusqu'au jour de la liquidation, dans les coffres-forts soit de la Banque de France, soit de la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'article 8 donne à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les biens mobiliers et immobiliers en lesquels devra être effectué le placement de l'actif des entreprises. Ce règlement du 9 juin 1906, que nous allons retrouver plus loin, impose aux sociétés tontinières des placements différant un peu de ceux des autres entreprises.

Toutes celles-ci devront produire au ministre, suivant les formes et dans les délais qu'il prescrira après avis du Comité consultatif, des états semestriels des modifications survenues dans la composition de leur actif.

Le modèle arrêté depuis est divisé en deux sections.

(a) *Augmentation*. — Y figurent les achats de valeurs mobilières, d'immeubles, les prêts consentis, les achats d'usufruits et de nues propriétés

(b) *Diminution*. — Y figurent : les ventes de valeurs, d'immeubles, les prêts remboursés, les ventes d'usufruits et autres diminutions.

Ces états devront être fournis, au plus tard le 1^{er} février et le 1^{er} août de chaque année, pour le deuxième semestre de l'année précédente et pour le premier de l'année en cours.

L'article 9 de la loi, véritable mine de décrets, en prévoit toute une série, que nous allons retrouver dans le chapitre suivant.

Le titre III intitulé « Surveillance et Contrôle », organise un comité consultatif des assurances sur la vie, formé de 21 membres : deux sénateurs et trois députés élus par leurs collègues, le directeur de l'Assurance, le directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations, un représentant du Ministre des Finances, trois membres agrégés de l'Institut des actuaires français, le président ou un membre de la Chambre de commerce délégué par lui, un professeur de la Faculté de Droit de Paris, *deux directeurs ou administrateurs de sociétés d'assurances à forme mutuelle ou à forme tontinière*, deux directeurs ou administrateurs de sociétés anonymes ou en commandite d'assurances, quatre personnes spécialement compétentes en matière d'assurances sur la vie.

La nomination, le renouvellement des membres, la nomination du bureau sont réglés par un décret.

Les sociétés tontinières sont donc, vu leur petit nombre, leur âge peu avancé, très largement représentées au comité consultatif. Les sociétés mutuelles sont rares en France; il en existe une seule, méritant véri-

tablement ce nom : *La Mutuelle-Vie*, de Rouen. Les sociétés tontinières sont plus nombreuses : plus de dix sont actuellement enregistrées, mais une seule existait avant 1894. Elles ont l'égalité de représentation avec les sociétés anonymes d'assurances sur la vie, qui, elles, possèdent une ancienneté, des réserves incommensurablement supérieures, et qui sont au nombre de *quinze*, avec un total de plus de 3 milliards et demi de capitaux en cours (réassurances déduites).

Toute entreprise, dit l'article 11, doit :

1° Publier, en langue française, un compte-rendu annuel de toutes ses opérations, avec états et tableaux annexes ;

2° Produire ce compte-rendu au Ministre du Travail, et le déposer aux greffes du tribunal civil et des tribunaux de commerce, tant du département de la Seine que du siège social ;

3° Le délivrer à tout assuré ou associé qui en fait la demande, moyennant le paiement d'une somme qui ne peut excéder un franc ;

4° Publier tous les ans, au *Journal Officiel*, à ses frais, un compte-rendu sommaire, comprenant : le compte général des profits et pertes, la balance générale des écritures et le mouvement général des opérations en cours.

Toutes ces obligations sont à la charge des sociétés tontinières comme de toutes les autres sociétés. Les modèles seront fixés par des arrêtés ministériels, pris après avis du comité consultatif, trois mois au moins avant le début de l'exercice. L'arrêté du 1^{er} août 1907 les ayant établis, c'est à partir du 1^{er} janvier 1908 que devra s'effectuer leur production.

Le ministre pourra d'ailleurs, à toute époque et dans les formes et délais qu'il déterminera, se faire présenter par les entreprises, les documents et les éclaircissements

qui lui paraîtront nécessaires pour la surveillance effective des opérations.

Cette surveillance sera exercée soit par des commissaires contrôleurs, inspecteurs assermentés des sociétés d'assurances sur la vie, soit par d'autres personnes déléguées spécialement à cet effet par le ministre. Ces vérificateurs pourront, à toute époque, contrôler sur place les opérations effectuées par les entreprises. La communication d'aucun registre ni d'aucun document ne devra leur être refusée.

Tenu par ces délégués compétents au courant de la situation active ou passive bonne, médiocre ou mauvaise, de toutes les sociétés anonymes, mutuelles, tontinières, — françaises ou étrangères, — dont les opérations subissent le contrôle de ses agents, le Ministre du Travail (art. 13) rédigera chaque année pour le Président de la République un rapport d'ensemble sur le fonctionnement de la loi de contrôle et la situation de toutes les entreprises qu'elle régit. Une formalité analogue a été organisée par la loi du 8 avril 1898 sur les accidents du travail.

Afin que l'Etat récupère les frais de surveillance et de contrôle que lui imposent la loi, ces frais sont mis à la charge des entreprises. Tous les ans, à la fin de l'exercice, un arrêté ministériel fixera la contribution de chacune par une répartition du total des dépenses entre elles, proportionnellement au montant global des primes ou cotisations encaissées au cours de l'année. Mais afin que cette charge ne pèse pas trop lourdement sur chaque société, leur contribution individuelle ne pourra dépasser le taux de 10 0/00 du montant des primes ou cotisations. Les entreprises tontinières supporteront leur part de cette imposition.

Le titre IV de la loi, « Les Pénalités », vise toutes les

entreprises sans distinguer entre elles suivant leur forme, anonyme, mutuelle ou tontinière.

Il organise un double système de sanctions destinées à punir des négligences ou des résistances prolongées de la part des entreprises, car la loi n'a voulu laisser, qu'en dernière extrémité au Gouvernement le retrait de l'enregistrement, mesure coercitive suprême. Il ne peut la prononcer que par un décret rendu après avis conforme du comité consultatif, les représentants de la société entendus.

La première série de sanctions se compose d'amendes administratives, — recouvrées, comme en matière d'enregistrement, à la requête du Ministre du Travail, et régissant les retards apportés à la production des documents ; — ces amendes varient de 20 à 100 francs par jour, suivant l'importance des pièces à fournir : documents et éclaircissements (prévus à l'article 11, troisième alinéa), et traduction en langue française de documents étrangers (article 12, deuxième alinéa). — Ce deuxième chef d'amendes ne s'applique qu'aux sociétés étrangères ; or la France n'est actuellement exploitée par aucune société tontinière qui ne soit pas nationale. Le premier chef pourra donc seul atteindre les sociétés françaises dont cette thèse s'occupe.

La deuxième série de sanctions vise des infractions plus graves qu'elle frappe d'une amende de 100 francs par jour de retard. Ce sont : la non production des états (prévus à l'article 6, deuxième alinéa), comportant la comparaison entre la mortalité réelle des assurés et la mortalité prévue par les tables, qui est une base des réserves mathématiques et des tarifs, et entre le taux des placements réels et celui admis pour les calculs ci-dessus.

Les sociétés tontinières n'ayant pas de réserves mathé-

matiques et de tarifs minima fixés par la loi, puisqu'elles ne contractent pas des engagements déterminés, n'ont pas à fournir ces états comparatifs. Par conséquent, de ce fait, elles ne risquent point d'amendes.

Mais, au contraire, elles sont passibles de ces amendes pour retard dans la production des pièces prévues dans les paragraphes 1^{er}, 2 et 4 de l'article 11. Ce sont :

(a) La publication d'un compte-rendu annuel de toutes les opérations de l'entreprise avec états et tableaux annexes.

(b) La production de ce compte-rendu au Ministre du Travail et son dépôt aux greffes des tribunaux civils et de commerce, tant du département de la Seine que du siège social.

(c) La publication annuelle, aux frais de l'entreprise, au *Journal Officiel*, d'un compte-rendu sommaire comprenant : le compte général des profits et pertes, la balance générale des écritures et le mouvement général des opérations en cours.

Pour les infractions plus graves encore, l'article 15 prévoit des procès-verbaux dressés par les commissaires contrôleurs ou suivant le droit commun. Les amendes que requerra, devant le tribunal correctionnel, le ministère public, seront de 100 francs à 5.000 francs, et en cas de récidive de 500 francs à 10.000 francs. Elles viendront pour les entreprises tontinières :

Soit, de la violation du règlement d'administration publique qui détermine les biens mobiliers et immobiliers en lesquels devra être effectué le placement de l'actif des entreprises et de la non production des états périodiques semestriels, portant les modifications de composition de l'actif (art. 8) ;

Soit de la non observation de l'article 20 (dispositions

transitoires), relatif aux modifications de statuts des sociétés existantes après leur enregistrement ;

Soit de la violation de quelques-uns des décrets prévus par l'article 9 (3° à 9°) et visant : le maximum des dépenses de premier établissement (3°) ; la gestion des entreprises tontinières (7°) ; la tenue des registres de contrats (8°) ; le fonctionnement des entreprises de gestion d'assurances (9°).

L'article 16 édicte d'autres amendes de 16 à 100 francs qui, prononcées par le tribunal correctionnel, avec emprisonnement possible d'un mois au plus en cas de récidive, frappent les courtiers, agents, administrateurs ou directeurs d'entreprises qui font souscrire des polices avant la publication, à l'*Officiel*, de l'enregistrement, ou après celle du refus ou du retrait de celui-ci.

Le même article, — imitant une disposition de la loi suisse sur les assurances-vie, — oblige toutes les entreprises à n'introduire dans les prospectus, affiches, circulaires, et tous autres documents destinés au public qu'elles distribuent ou publient, aucune « *assertion susceptible d'induire en erreur, soit sur la véritable nature ou l'importance réelle des opérations, soit sur la portée du contrôle* ». Le nom de chaque entreprise devra toujours être suivi d'une mention identique « *entreprise privée assujettie au contrôle de l'Etat* », imprimée au-dessous de la raison sociale, en caractères typographiques uniformes.

L'article 405 du Code pénal punira des peines afférentes à l'escroquerie ou à la tentative d'escroquerie (un an à cinq ans de prison, 50 à 3.000 francs d'amende et interdiction des droits civiques, civils et de famille), les déclarations ou dissimulations frauduleuses des comptes-rendus, des documents et états fournis au contrôle ou destinés au public. Mais le tribunal

pourra admettre les circonstances atténuantes (Code pénal art. 463) pour les condamnés ayant commis les délits visés aux articles 16 et 17 de la loi de 1905.

Ces jugements (art. 17) seront publiés à l'*Officiel* et dans deux autres journaux.

Si l'entreprise (art. 18) ne se conforme pas à la loi, une fois enregistrée, un décret sera rendu, — après avis conforme du comité consultatif, — (les représentants de l'entreprise ayant été appelés et entendus pour se disculper dans le mois de la communication des irrégularités incriminées), — ledit avis émis dans le mois suivant. Ce décret pourra supprimer la validité de l'enregistrement.

L'entreprise a, dans la huitaine de la notification du décret, le droit de se pourvoir (pourvoi suspensif) devant le Conseil d'Etat.

Tous les articles précédents : 16, 17, 18, sont donc généraux pour toutes les entreprises : Ils régiront les sociétés tontinières.

Le titre V de la loi prévoit les dispositions transitoires destinées à ménager le passage de l'ancien régime au nouveau.

Les entreprises existantes devront se conformer à la loi (art. 19) immédiatement, et d'abord demander l'enregistrement, dans les deux mois de la promulgation, des règlements d'administration publique relatifs aux placements et des décrets prévus à l'art. 9 (procédure, délai d'enregistrement et tables, gestion, etc.). Un de ces règlements d'administration publique (que l'art. 22 ordonne) doit déterminer les conditions dans lesquelles pourront être constituées les sociétés d'assurances-vie à forme mutuelle ou tontinière.

La loi a délégué ce soin au Gouvernement parce que, ces sociétés n'étant plus assujetties à l'approbation par le

Gouvernement de statuts personnels à chacune d'elles, et d'autre part, ne trouvant pas, comme les entreprises à forme commerciale (sociétés anonymes, ou en commandite) les règles générales de leur constitution dans la loi du 24 juillet 1867, auraient été mises dans cette situation fâcheuse de ne pouvoir demander l'enregistrement, n'ayant point de bases légales de constitution et, d'être forcées, pour continuer les opérations d'obtenir ce même enregistrement.

Mais, afin de limiter les pouvoirs du Gouvernement, c'est par un décret du Conseil d'Etat (art. 9, 7°) que ces règles seront posées.

Les opérations des entreprises pourront continuer provisoirement jusqu'à la réponse du ministère. Les placements antérieurs seront conservés, même après l'enregistrement (art. 20) sous la condition de rétablir peu à peu les proportions réglementaires que l'article 8 exige par son décret annexé. Les premières hypothèques pourront être renouvelées pendant 25 ans

Il va de soi que ces règles régiront les sociétés tontinières comme les autres, dans la mesure où elles leur seront applicables : par exemple pour la continuation des opérations ; au contraire, les placements tontiniers réglés par les statuts des sociétés autorisées existantes, se trouvent être de ceux pouvant être effectués sans limitation (d'après l'art. 1^{er}, 1°, du décret du 9 juin 1906). Cela suffirait même si l'article 4 de ce décret ne limitait encore plus strictement ces placements tontiniers.

L'arrêté ministériel (art. 21) qui, après avis conforme du comité consultatif, fixe les bases du calcul des réserves mathématiques pour les opérations antérieures à la loi, n'interviendra pas pour les sociétés tontinières, puisqu'elles n'ont pas de réserves mathématiques.

L'article 22, abroge le premier alinéa de l'article 66

de la loi du 24 juillet 1867, qui avait laissé les seules sociétés d'assurances sur la vie et les associations de la nature des Tontines soumises au régime ancien de l'autorisation préalable.

Toutes autres dispositions régissant ces deux groupes de sociétés sont abrogées. La législation tontinière antérieure s'écroule devant la loi nouvelle et devant les décrets nombreux qui la complètent.

II

Les Décrets.

La loi du 17 mars 1905 n'avait entendu poser que des principes généraux. Elle négligeait volontairement les détails, remettant le soin d'organiser les applications pratiques à une série de décrets et d'arrêtés ministériels dont elle ordonnait la publication.

Les matières réglementées par ce moyen sont, en effet, difficiles à discuter et à voter en un Parlement quelconque. C'est affaire d'actuaire et de spécialistes que de choisir des tables de mortalité, de fixer des taux d'intérêts, des calculs de réserves, etc., etc. Ce serait compliquer à plaisir le mécanisme législatif que lui soumettre ainsi des solutions sans cesse renaissantes à des problèmes qui lui sont entièrement étrangers. Ces raisons, la commission les donna d'ailleurs à la Chambre lorsque, au cours des débats, on lui objecta la part excessive que le projet faisait à l'action réglementaire du Gouvernement. La Chambre suivit sans hésiter l'avis de sa commission.

Du 17 mars 1905 au 25 juin 1906 parurent les 12 décrets prévus par la loi : les 17 mars 1905, 20 janvier, 12 mai, 9 juin, 22 et 25 juin 1906. Sur ceux-ci, trois sont spécialement affectés aux sociétés tontinières : ils règlent leur constitution, leur gestion et les entreprises de gestion; cinq autres renferment, soit des chapitres entiers consacrés à nos sociétés, soit des règles isolées, des procédures spéciales.

En feuilletant simplement ces pages que nous allons analyser, nous voyons que la loi de contrôle, si dans ses

23 articles elle fut peu explicite au sujet des sociétés tontinières, — et nous avons vu pourquoi — leur fait une part très considérable dans ses annexes réglementaires. En dehors même de la complexité différente des opérations traitées, la part modeste occupée dans la loi par de telles institutions n'est, à l'examen, pas pour surprendre. Elles n'exploitent qu'un champ restreint de l'assurance, elles ne sont point d'ancienne origine et leur notable développement depuis dix ans pourrait bien n'être qu'un feu de paille.

Nous allons examiner, dans les décrets, les règles auxquelles le Gouvernement a voulu les soumettre, nous excusant par avance de l'aridité de cette exégèse que nous tenterons d'abrégier autant qu'il nous sera possible.

Les trois décrets les plus importants sont :

1^o Le décret du 12 mai 1906, portant règlement d'administration publique sur la constitution des sociétés d'assurances-vie à forme mutuelle ou tontinière :

2^o Le décret du 22 juin 1906, relatif aux conditions dans lesquelles doivent être gérées les entreprises à forme tontinière ;

3^o Le décret du 22 juin 1906, relatif aux conditions de fonctionnement des entreprises de gestion d'assurances sur la vie.

A côté de ces trois règlements, et suivant l'ordre naturel des matières, nous aurons à voir les autres obligations imposées, çà et là, dans les décrets suivants :

1^o Décret du 22 juin 1906, relatif à l'enregistrement des entreprises d'assurances sur la vie ;

2^o Décret du 20 janvier 1906, relatif aux dépenses de premier établissement des entreprises françaises d'assurances sur la vie ;

3° Décret du 20 janvier 1906, relatif à l'inscription des contrats d'assurance sur la vie ;

4° Décret du 9 juin 1906, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 8 de la loi du 17 mars 1905, relativement au placement de l'actif des entreprises d'assurances sur la vie ;

5° Décret du 20 janvier 1906, relatif à la déchéance d'enregistrement des entreprises d'assurances sur la vie.

Notre analyse méthodique suivra, non pas l'ordre de date des décrets, mais la marche normale d'une entreprise de la naissance à la mort, c'est-à-dire : la constitution de la société, son enregistrement, les dépenses de premier établissement, l'inscription de ses contrats, le placement de son actif, la gestion de la société, le fonctionnement de l'entreprise de gestion, la déchéance d'enregistrement.

I. — Décret du 12 Mai 1906.

Constitution des Sociétés d'Assurances-Vie à forme mutuelle et tontinière.

Ce décret, rendu en Conseil d'Etat, met à exécution l'article 22 de la loi de contrôle, qui porte : « Est abrogé « le premier alinéa de l'article 66 de la loi du 24 juillet « 1867, ainsi que toutes autres dispositions relatives « aux Tontines et aux sociétés d'assurances sur la vie... » Les sociétés tontinières, non encore approuvées avant le vote de la loi, ne pouvaient plus, depuis cette date, se fonder, ne sachant quelle forme juridique donner à leur acte constitutif, à leurs statuts originaires : la législation ancienne (art. 66 de la loi de 1867) soumettant les statuts à l'autorisation préalable du Gouvernement, donnée par le Président de la République dans un décret en Conseil d'Etat, ne pouvant plus, depuis le 17 mars 1905, être appliquée.

C'est donc seulement à partir du 12 mai 1906 que de nouvelles sociétés tontinières ont pu se constituer. Les sociétés antérieures au vote de la loi de 1905 avaient en effet le droit de continuer leurs opérations jusqu'à leur enregistrement. Le décret du 12 mai 1906 ouvrait la nouvelle ère légale.

Il est divisé en trois titres :

- I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES COMMUNES AUX SOCIÉTÉS MUTUELLES ET TONTINIÈRES ;
- II. DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX SOCIÉTÉS MUTUELLES ;
- III. DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX SOCIÉTÉS TONTINIÈRES.

Ce règlement, comprenant 32 articles, est le plus étendu de ceux qu'engendra la législation nouvelle.

Les deux sortes de sociétés peuvent se former suivant le double mode ordinaire des sociétés commerciales :

Soit par un acte sous seing privé, fait en double original, quel que soit le nombre des signataires à l'acte ;

Soit par un acte authentique.

Un écrit est exigé pour faire preuve de l'acte : obligation toute naturelle.

Les projets de statuts doivent contenir un certain nombre de renseignements : Ils indiqueront d'abord l'objet, la durée, le siège social de la société et le nom qu'elle devra porter.

Ils détermineront ensuite l'importance du fonds de premier établissement. Ce fonds, d'ailleurs, ne peut être fixé librement. Il faut se conformer à l'article 5, alinéa 2, de la loi du 17 mars 1905, exigeant un fonds non inférieur à 50 000 fr. (et amortissable en quinze années).

Enfin le projet fixera : 1° le nombre d'adhérents et le minimum de valeurs de contrats, au-dessous desquels la société ne peut être valablement constituée, nombre et montant que nous trouvons, par exemple, inscrits en un exemplaire des statuts d'une société tontinière moderne (en 1895) : 100 adhésions ; 60.000 fr. de capitaux, les souscriptions y étant de 600 fr. par part — ; 2° la quote-part des premières cotisations, quote-part devant être versée avant la constitution de la société, ceci ayant pour but d'éviter des souscriptions fictives. Que sera cette quote-part laissée à l'arbitraire des fondateurs ? Si elle est très minime : (par exemple, la première cotisation mensuelle : 5 ou 10 fr.) sera-ce une garantie bien sérieuse ?

Les projets de statuts, ainsi dressés, devront être inscrits sur tous les prospectus destinés à recueillir des

adhésions. En pratique, les sociétés actuelles, tontinières ou mutuelles, délivrent à leurs proposants un exemplaire des statuts, qu'il doivent déclarer, en souscrivant, connaître et accepter.

Le nombre d'adhérents, fixé plus loin réglementairement par l'article 28 du décret, et le montant du chiffre de capitaux minimum fixé dans le projet de statuts, étant réunis — de même que dans une société anonyme, lorsque le capital est entièrement souscrit, chaque action libérée en totalité ou du quart, etc., etc., — les fondateurs de la société (ou leurs représentants autorisés) le font constater par une déclaration devant un notaire. On joint à cette déclaration : 1° la liste nominative des adhérents, dûment certifiée, qui contient les noms, prénoms, qualités, domiciles de ceux-ci, ainsi que le montant de leurs versements ; 2° un exemplaire de l'acte de société (un des doubles s'il est sous seing privé, une expédition s'il a été fait par devant un notaire autre que celui recevant la déclaration) ; 3° l'état des versements effectués par les dits adhérents susmentionnés.

Le notaire n'a pas à vérifier si la déclaration est conforme à la vérité. Ce sera la tâche de la première assemblée générale que convoqueront les fondateurs. Ce contrôle fait, cette assemblée nommera les membres du conseil d'administration et les commissaires de surveillance dont nous verrons le rôle plus loin (art. 20). Ces administrateurs seront nommés pour six ans au maximum et sont rééligibles sauf stipulation contraire. Toutefois, les statuts peuvent les désigner, en indiquant expressément que leur nomination ne sera pas soumise à l'assemblée générale : leurs pouvoirs alors ne dépasseront pas trois ans. Pour que la société soit constituée, il faut que les administrateurs et les commis-

saïres aient accepté leurs mandats — cet article 5 du décret est d'ailleurs la reproduction, *mutatis mutandis*, de l'article 25 de la loi du 24 juillet 1867.

Le conseil d'administration vérifie le compte des frais de premier établissement (lesquels, pour nos sociétés, peuvent atteindre la totalité du fonds de premier établissement), il l'appuie et l'assemblée générale, à qui ce compte est soumis, l'arrête.

On effectue, dans le mois de la constitution de la société, le dépôt d'une expédition de la déclaration faite devant notaire et de ses annexes au greffe du tribunal civil du siège social. On y joint une copie certifiée conforme des délibérations prises par l'assemblée générale.

Dans le même délai, un des journaux du lieu du siège social, ou, à défaut, du département, devra publier un extrait de l'acte constitutif et des pièces annexées qui désignera : le nom de la société, son siège social, ses gérants, administrateurs, etc., le nombre d'adhérents et la valeur totale minima des contrats exigée pour la constitution, les dates d'ouverture et de clôture des opérations de la société, la date du dépôt des pièces au greffe. Il ajoutera si la société constituera ou non un fonds de garantie.

Lorsqu'il y aura à modifier les statuts, à proroger la durée de la société ou à la dissoudre avant son terme, à changer enfin sa dénomination, les mêmes formalités (actes et délibérations) devront être employées, comme lors de la formation de la société.

Les pièces déposées au greffe sont communiquées à toute personne requérante qui peut en obtenir une copie ou un extrait, par le greffier ou le notaire, ou exiger au siège social la délivrance, contre paiement d'une somme maxima de 1 franc, d'une copie certifiée des statuts.

Après ces cinq articles consacrés à la publicité des actes de la société, l'article 12 pose les règles à suivre quand une société mutuelle ou tontinière voudra recourir aux services d'une société de gestion.

D'abord, les statuts ont dû le prévoir explicitement, condition indispensable. L'ayant prévu, ils n'en doivent pas moins stipuler : que les traités de gestion seront soumis à l'approbation préalable de l'assemblée générale, précaution utile pour éviter des abus faciles à prévoir, et que la dénomination de l'entreprise de gestion devra, sur tous les documents publics, suivre celle de la société.

Un décret, spécial d'ailleurs, du 22 juin 1906, expose le fonctionnement de ces sociétés de gestion.

Les articles 13, 14, 15 du décret sont relatifs au conseil d'administration. Il devra comprendre au moins cinq membres. Les statuts pourront l'autoriser à déléguer une partie de ses pouvoirs à un de ses membres ou à un directeur pris hors de son sein.

Pourront être administrateurs, les seuls adhérents ayant souscrit pour une certaine somme fixée aux statuts. Leurs contrats ne pourront, pendant la durée de leurs fonctions, être ni résiliés, ni remboursés (à leur terme), ni cédés, à moins d'être remplacés par des contrats équivalents.

C'est une garantie imitée de celles que la loi de 1867 exige des administrateurs des sociétés anonymes : possession d'un certain nombre d'actions nominatives, inaliénables, frappées d'un timbre indiquant l'inaliénabilité et déposées dans la caisse sociale (art. 26).

Le conseil élira pour un an son bureau : président, vice-président, secrétaire, qui sont rééligibles. Le conseil tiendra au moins une séance par mois où il faut, pour la validité des délibérations, la moitié plus un de

ses membres. Le vote a lieu en personne et les délibérations sont prises à la majorité absolue.

Les quatre articles suivants (16, 17, 18, 19) du décret, organisent l'assemblée générale. Les statuts fixent sa date (au moins une assemblée par an) et la valeur minima de contrats y donnant entrée. Un mandataire, membre de l'assemblée, peut représenter ses coadhérents, sans pouvoir réunir plus de cinq voix.

Les convocations à l'assemblée, fixées par les statuts, seront individuelles et la précéderont d'au moins vingt jours. Une feuille de présence est tenue dans chaque assemblée ; certifiée par le bureau et déposée au siège social, elle sera communiquée à tout requérant.

Pour délibérer valablement, l'assemblée doit comprendre le quart des membres qui peuvent y assister. Sinon, une deuxième assemblée, dans des conditions que les statuts fixent, est convoquée et délibère valablement quel que soit son nombre.

La première assemblée générale, très importante celle-là puisqu'elle nomme les premiers administrateurs et approuve la sincérité de la déclaration faite par les fondateurs devant notaire, devra comprendre au moins la moitié des membres ayant droit d'y assister. Si elle ne la réunit pas, sa délibération sera provisoire et une nouvelle assemblée sera convoquée, avec une procédure de publicité plus large : deux avis, à huit jours de distance, un mois d'avance, dans les journaux du siège social ou du département, publient les décisions provisoires de la première assemblée générale. Elles deviennent définitives si la nouvelle assemblée (le cinquième au moins des adhérents capables) les ratifie.

Les mêmes formes seront employées par les assemblées ayant à statuer sur des objets importants : modifi-

cations aux statuts; prorogation ou dissolution anticipée de la société. Les modifications aux statuts figurent sur le premier récépissé de cotisation qui est délivré aux adhérents, afin de les en instruire.

Des commissaires (art. 20 et 21), un ou plusieurs, seront nommés par l'assemblée générale annuelle parmi ou hors les adhérents, pour faire un rapport à l'assemblée de l'année suivante « sur la situation de la société, sur le bilan et les comptes présentés par l'administration ». Sous peine de nullité, l'approbation de ces pièces devra être précédée dudit rapport.

Si les commissaires font défaut (non nommés par l'assemblée ou non opérants ni acceptants) tout intéressé peut requérir leur nomination auprès du président du tribunal civil du siège social qui, par une ordonnance, les désigne, les administrateurs appelés.

C'est, à la différence de l'autorité judiciaire (président du tribunal de commerce pour les sociétés anonymes), la même procédure que fixe l'article 32 de la loi de 1867.

C'est aux statuts à déterminer le mode et les conditions générales présidant aux contrats entre la société et les adhérents. Un décret, que nous allons voir plus loin, fixe néanmoins des bases auxquelles les contrats devront se conformer.

Le titre II du décret vise les dispositions spéciales aux sociétés mutuelles, dont nous n'avons pas à nous occuper ici.

Le titre III renferme enfin les dispositions spéciales aux sociétés tontinières.

Il pose les règles particulières que les statuts doivent observer, et ces règles sont d'une précision très grande et d'un détail très complexe.

Tout d'abord, l'article 28 du décret exige, pour que les associations en cas de survie ou en cas de décès soient valablement constituées, un *minimum de cent adhérents*. Il ne fixe pas, comme son article 24 le fait pour les sociétés mutuelles, un minimum de valeurs assurées puisque, dans une société tontinière, *aucune somme déterminée à l'avance ne peut et par conséquent ne doit être garantie aux adhérents pour le jour où leur association sera liquidée*. Cette interdiction est formelle et insérée au présent décret dans son article 30.

L'article 29 fixe la durée des associations sous des limites raisonnables : de 10 à 25 ans, depuis le 1^{er} janvier de l'année de leur ouverture. Cela coupe court à tout retour à l'ancienne conception tontinière (première moitié du xix^e siècle) où les contrats pouvaient durer près d'un siècle.

De plus, pour que la capitalisation des intérêts ait le temps de s'opérer suffisamment, chaque association de survie doit cesser d'être ouverte, c'est-à-dire ne plus recruter de nouveaux adhérents, cinq ans au moins avant l'expiration de sa durée, soit, par exemple, la cinquième année si elle dure dix ans, la septième si elle dure douze ans, la dixième si elle dure quinze ans, etc., etc.

L'article 31 énumère toute une série de prescriptions à insérer dans les statuts, soit en vue de protéger les droits des adhérents dans les différentes situations où ils peuvent se trouver, soit pour solutionner divers problèmes de fonctionnement de la société.

Le premier groupe renfermera des dispositions visant : la cessation des versements au cas de décès de l'adhérent ; — la réduction des droits acquis au bénéficiaire, s'il a été payé trois dixièmes au moins sur le total de la souscription ; — les bases de répartition de ces contrats

ainsi réduits ; — les délais et formes que la société emploiera pour aviser les adhérents de l'expiration des associations ; — les délais de production des pièces de règlement à la société et l'affectation des sommes non réclamées ; — le mode de paiement des cotisations en cas de décès, toujours payables d'avance au début de l'année, sauf pour la première ; — enfin, les conditions de liquidation des associations en cours, en cas de dissolution ou de retrait d'enregistrement de la société tontinière.

Le deuxième groupe (alinéas 6, 8, 9, art. 31) de dispositions statutaires visera : le cas des associations impossibles à liquider, en cas de survie, tous membres morts ou forclos ; en cas de décès, tous membres vivants ; la quotité des prélèvements à une réserve en faveur des survivants des associations en cas de décès ; — les conditions de versement, rémunération, amortissement du fonds de premier établissement qui ne pourra être augmenté.

La conclusion que nous pouvons tirer de notre examen de ces trente-deux articles est que le Gouvernement a voulu déterminer avec beaucoup de soin la naissance et assurer la solidité dans leur vie des sociétés tontinières. Il leur adapte, avec des correctifs, la législation générale sur les sociétés. Il leur accorde des latitudes et des facilités appréciables. D'autre part, il se préoccupe, et avec juste raison, du sort des petits épargnants qui seront les clients de ces sociétés ; il veut que les statuts contiennent en leur faveur un faisceau de garanties. C'est un plan général qu'il donne à ces statuts, dont certains points ne sont qu'indiqués, et de solution libre selon les sociétés, tandis que les vraies bases de l'institution, les droits, les pouvoirs, les responsabilités, sont expressément dégagés et exposés. Le troi-

sième titre du décret pose, rapidement, plusieurs des principes fondamentaux : le minimum des premiers membres et, surtout, la limite de durée des associations et l'interdiction des promesses de résultats déterminés à l'avance. Là, surtout, réside pour la masse des hommes, masse crédule, le danger de l'institution ; là est l'appât, la source féconde, pour la société, de recrutement d'adhérents.

Le principe est posé, sera-t-il une arme pratique entre les mains expérimentées de l'administration qui devra s'en servir ? L'avenir le dira ; lui seul.

II. — Décret du 22 juin 1906

relatif à l'Enregistrement des Entreprises.

Les sociétés d'assurances-vie voulant continuer en France leurs opérations doivent, de par la loi du 17 mars 1905 (art. 2 et 19), solliciter du Ministre du Commerce (Travail) leur enregistrement.

Toute société devra produire à l'appui de sa demande un certain nombre de pièces annexes :

1° D'abord un récépissé du dépôt préalable fait à la Caisse des Dépôts et Consignations, dépôt qui, pour les sociétés tontinières, est égal au quart du fonds de premier établissement, sans toutefois pouvoir être inférieur à 50.000 francs, ni supérieur à 500.000 francs. Ce dépôt sera fait, soit en espèces, soit « en valeurs de l'Etat ou « jouissant d'une garantie de l'Etat, en obligations « négociables et entièrement libérées des départements, « des communes et des Chambres de commerce, ou en « obligations foncières et communales du Crédit Foncier ». L'estimation en sera faite au cours moyen de la Bourse la veille du dépôt, ou à la précédente cote.

Ce dépôt sera restitué à l'entreprise sur la décision du ministre compétent, et dans les dix jours de cette notification faite à l'entreprise et à la Caisse des Dépôts : dans le mois qui suit le numéro du *Journal Officiel* contenant l'enregistrement accordé, ou, en cas de refus d'enregistrement, dans le mois qui suit la renonciation de l'entreprise ou le rejet de son pourvoi au Conseil d'Etat ;

2° Un original ou une expédition de l'acte constitutif de l'entreprise, suivant que l'acte est sous seing privé ou authentique ;

3° Le texte intégral des statuts. Le ministre est donc ainsi exactement renseigné sur la constitution de la société, sur ses fondateurs, ses administrateurs, ses principes, les combinaisons qu'elle emploie, etc., etc. ;

4° Les tarifs et barèmes afférents aux cotisations brutes, avec une note technique disant comment ont été établis les tarifs et barèmes, et les bases du calcul des diverses sortes de cotisations.

Les entreprises opérant en France au moment de la promulgation de la nouvelle loi doivent s'y soumettre et demander leur enregistrement. Mais elles seront tenues à fournir, à l'appui de cette demande, un certain nombre de renseignements, nécessaires pour éclairer l'appréciation du ministère sur leur compte.

Ce sera :

1° L'indication du régime légal sous lequel fonctionne l'entreprise, ce qui sera, pour les sociétés tontinières antérieures à la loi : les décrets d'autorisation, de modification des statuts ou des opérations, les statuts antérieurs, etc.

2° Les tarifs et barèmes se rapportant aux opérations réalisées avant l'enregistrement. Une note technique les explique : mode d'établissement et bases de calcul des cotisations.

Une troisième justification, celle des réserves mathématiques, telles qu'elles ressortent des tarifs en vigueur, ne régira pas les sociétés tontinières, qui n'en constituent pas.

Lorsque ces divers documents sont réunis, le ministre doit apprécier et il est d'ailleurs secondé par le comité consultatif qui lui donne son avis. Il a ainsi toutes les bases utiles pour juger si l'entreprise est viable, si ses règles sont correctes, si ses tarifs sont suffisamment élevés pour faire face à ses obligations pré-

sentes et futures. Pour les sociétés antérieures à la loi, il peut augurer de leur situation à venir par leur situation passée, et là, en somme, il sera presque assuré de ne point manquer à sa tâche : laquelle est d'écarter les entreprises dangereuses pour l'épargne. Elle ne va pas jusqu'à répondre pour le groupe des sociétés tontinières qu'elles donneront des résultats proportionnels aux sacrifices faits par leurs adhérents, étant donné l'indétermination entière qui affecte le produit de leurs opérations. La loi de contrôle sera là seulement pour assurer que les statuts ont bien été suivis, et que tout s'est passé régulièrement dans la société telle qu'elle fut enregistrée.

III. — Décret du 20 janvier 1906

relatif aux Dépenses de premier établissement des Entreprises françaises d'Assurance sur la Vie.

Il est nécessaire à toute entreprise d'assurance d'avoir, à ses débuts, un fonds de roulement pour effectuer son agencement et ses premières tentatives et pour donner aux affaires le développement général nécessaire à l'équilibre des opérations d'assurance.

L'article 5 de la loi fixe ce fonds de roulement, pour les sociétés françaises mutuelles ou tontinières (fonds de premier établissement) à 50.000 francs au minimum. Il doit être amorti en quinze ans au plus.

Ce fonds pourra, d'après le présent décret, être entièrement affecté aux dépenses de premier établissement, tandis que, pour les sociétés anonymes ou en commandite d'assurances, le capital social, qui doit légalement être au moins de 2.000.000, ne pourra être entamé que d'un quart (500.000 fr. sur le capital minimum) par les dépenses d'installation, d'agencements, etc., des premières années de la société, dépenses qui, elles aussi, en quinze ans, devront être remboursées.

En effet, dans les sociétés à réserves mathématiques, il convient qu'une portion importante du capital social reste disponible pour garantir les assurés. La loi leur laisse au moins les trois quarts de cette garantie au début de l'entreprise, et la quinzième année, le capital entier doit se trouver reconstitué.

Comme dans les sociétés tontinières ces réserves n'existent pas, cette garantie d'un capital social ne se conçoit point. Les tontiniers n'ont pas à se préoccuper

de l'exécution d'engagements fixes; ils suivent la fortune de la répartition finale quelle qu'elle doive être. Il n'y a pas lieu de limiter à une portion du fonds de premier établissement les premiers frais. Il n'y a qu'une seule chose à faire: amortir en un court délai (quinze ans) ces dépenses. Elles ne sont qu'un actif fictif, et une bonne comptabilité ne doit compter dans l'évaluation de son actif que des valeurs réalisables.

IV. — Décret du 20 janvier 1906

**relatif à l'inscription des Contrats d'Assurances.
sur la Vie.**

Afin que les commissaires contrôleurs puissent vérifier la régularité des opérations effectuées par les entreprises et voir si elles observent les règles générales que leurs statuts, la loi et les décrets leur imposent, chaque entreprise sera tenue d'inscrire, immédiatement après leur souscription, les contrats qu'elle accepte, soit directement, soit par réassurance, sur des registres spéciaux.

Le décret énumère les registres nécessaires aux diverses combinaisons des sociétés d'assurances anonymes, en commandite ou mutuelles, ainsi que les mentions qui, pour chaque contrat, devront être portées aux dits registres : nom des souscripteurs, capital assuré, prime, échéance du contrat, réassurance, annulation, réduction, transformation, participation aux bénéfices.

Les opérations tontinières étant bien plus simples, nécessitent bien moins de formalités, et le seul article 8 du décret règle leur situation.

Les sociétés tontinières doivent tenir un registre pour chaque association en cas de survie et pour chaque association en cas de décès

Sur ces registres figureront : la durée de l'association, la date de son expiration. Le millésime désignant l'association indique suffisamment sa date d'ouverture.

Chaque contrat est inscrit sur le registre avec un numéro d'ordre et un numéro général (numéro de la police depuis l'origine de la société).

Au-dessous de cette inscription figureront :

1° Les nom et prénoms du souscripteur (celui qui contracte);

2° Les nom, prénoms, date de naissance du sociétaire, sur la tête de qui repose l'opération ;

3° Les nom, prénoms, du bénéficiaire (au profit de qui le contrat est souscrit) ;

4° Le montant brut de la souscription totale fixé au contrat, sans en déduire les frais de gestion ;

5° Pour les associations en cas de décès, le montant de la somme probable devant revenir aux ayants droit ;

6° Le mode de paiement et l'échéance des annuités à verser.

Lorsqu'un contrat est annulé ou réduit, pour défaut de versement des cotisations, ce fait doit être signalé, en face de la mention relative au mode de paiement et à l'échéance des annuités.

Pour les contrats antérieurs à l'enregistrement, la tenue de ces registres ne sera pas obligatoire si les sociétés peuvent justifier que leurs livres contiennent les indications relatives aux contrats, exigées par le décret dans les nouveaux registres.

Ce décret, très simple, ne comporte aucun commentaire.

V. — *Décret du 9 Juin 1906*

relativement au placement de l'actif des Entreprises d'Assurances sur la Vie.

Ce décret, portant règlement d'administration publique, né après de longues controverses et une interpellation à la Chambre des Députés, donne l'énumération des valeurs légales en lesquelles, suivant l'article 8 de la loi de contrôle, doit être placé l'actif des entreprises.

Il distingue pour les sociétés anonymes, en commandite et mutuelles, trois groupes divers de valeurs ou placements, dont il fixe la quotité.

1° *Placements sans limitation* : valeurs émises ou garanties (en capital ou revenu) par l'État français. Obligations libérées et négociables des départements, des communes et des chambres de commerce de France et d'Algérie, obligations foncières et communales du *Crédit Foncier de France*.

Une deuxième section, dans ce premier groupe, comprendra les prêts sur ces valeurs (jusqu'aux $\frac{3}{4}$), les avances sur polices et prêts hypothécaires (jusqu'à la moitié de la valeur des immeubles).

2° *Placements limités aux deux cinquièmes* : prêts aux départements, communes, colonies françaises, immeubles en France et Algérie, et hypothèques sur ces immeubles.

3° *Placements limités au quart au plus* : toutes valeurs inscrites à la Bourse de Paris et statutaires, immeubles dans nos colonies et hypothèques sur ces immeubles.

Cette latitude de placement est-elle applicable aux sociétés tontinières ? Non, l'article 4 du décret restreint

bien davantage le droit de placement qu'elles ont sur leur actif. Non seulement elles ne pourront en effectuer dans les valeurs ou immeubles et hypothèques du deuxième groupe (4/5) ni du troisième groupe (1/4), mais elles se verront limitées à la première section du premier groupe des placements sans limitation.

Leur actif devra donc être seulement employé, sous la réserve des dépôts et emplois de fonds que les législations étrangères peuvent exiger pour leurs opérations réalisées à l'étranger, en :

Valeurs émises par l'État français ou pourvues par lui d'une garantie portant sur le capital ou sur le revenu (c'est-à-dire, rente 3 0/0, bons du Trésor, obligations de chemins de fer français, etc., etc.)

Obligations libérées et négociables des départements, des communes et des chambres de commerce de France et d'Algérie ; Obligations foncières et communales du *Crédit Foncier de France*.

D'ailleurs, les Tontines n'ont pas lieu de regretter ces dispositions restrictives. Leurs placements furent toujours, au moins à l'époque contemporaine, aussi étroitement limités par leurs statuts qu'un décret autorisait. Rien n'est changé à l'état précédent.

L'estimation des valeurs mobilières est soumise par le décret à des règles destinées à éviter toute majoration fictive de l'actif. En principe, elles sont portées à l'actif au prix d'achat; cependant si, sur leur ensemble, le prix en était supérieur de 5 0/0 au moins au cours de la Bourse de Paris ou d'une des grandes places du pays d'émission, lors de la clôture de l'inventaire, un arrêté ministériel, pris après avis du Comité consultatif, fixerait les conditions de la réduction à opérer, pour ramener l'actif valeurs mobilières à son chiffre exact.

Il n'est pas question, pour les sociétés tontinières, de

méthodes d'estimation pour les autres placements : hypothèques, prêts sur titres, sur polices, immeubles, etc , leur actif n'en doit pas renfermer.

Des certificats ou titres nominatifs, ou pour les valeurs n'en comportant pas, des récépissés de la *Banque de France*, devront représenter les valeurs des sociétés.

VI. — Décret du 22 juin 1906

relatif aux conditions dans lesquelles doivent être
gérées les Entreprises à forme tontinière.

Ce décret, très important pour nos sociétés, entre dans le détail des opérations tontinières et établit la marche qu'elles doivent suivre sans déviation. C'est le fonctionnement intérieur de la Tontine qu'il dépeint. C'est la tâche administrative qu'il fixe à ses gérants, et cela dans le souci, bien entendu, de protéger toujours l'épargne et l'épargnant.

Les statuts ont dû fixer — dans leurs conditions de formation comme de durée — les règles uniformes, prévues par l'article 22 de la loi et le règlement d'administration publique qu'il édictait, pour les associations en cas de décès ou de survie. Le présent décret devra également être suivi par les statuts.

Ce décret forme deux titres :

I. — DES ASSOCIATIONS EN CAS DE VIE (art. 2 à 9).

II. — DES ASSOCIATIONS EN CAS DE DÉCÈS (art. 10 à 17),
que nous allons examiner successivement.

I. Des Associations en cas de vie. — Il faut, pour constater l'ouverture et la constitution de chaque association, ainsi que la clôture des listes d'inscription d'adhérents à celle-ci, une délibération du conseil d'administration de l'entreprise. C'est un acte très important qu'il importe d'entourer de sérieuses garanties ; il ne doit pas être laissé à l'arbitraire de la direction.

Le décret, dans ses articles 3, 4 et 5, pose plusieurs principes très importants, qui domineront toute la matière :

Chaque association doit être liquidée immédiatement après son expiration.

Les associations reçoivent intégralement les fonds versés par les souscripteurs, sous la seule déduction des frais de gestion statutaires.

Il y a spécialisation des associations entre elles. Elles ont un budget et une comptabilité entièrement distincts.

Les fonds provenant des recouvrements, doivent être placés, au plus tard, dans le mois de leur collecte.

A l'appui de cet emploi, le bordereau de l'agent de change dira la date, le prix d'achat et l'association au profit de qui les valeurs ont été acquises.

Les intérêts, arrérages, primes et lots devront être remployés dans le mois

Les sociétés tontinières devront déposer les valeurs, dès qu'elles seront acquises, soit à la Caisse des Dépôts et Consignations, soit à la Banque de France, au nom de l'entreprise et de chacune des associations dont le millésime figurera sur les récépissés de dépôt.

Ces valeurs seront indisponibles jusqu'au jour de la liquidation et de leur répartition. Cependant, s'il est nécessaire de les retirer, à la suite de remboursement avec prime ou lot par exemple, *le remploi sera possible sur visa du Ministre du Travail.* Mais alors, la société devra produire une délibération du conseil d'administration, qui indiquera le nombre et la nature des titres à aliéner et la nature des titres de remploi. La valeur de ceux-ci doit être au moins égale à celle des titres aliénés. De cette façon, tout en tenant compte de remboursements possibles, les fonds déposés ne pour-

ront se voir atteints; l'énonciation des nouvelles valeurs à acquérir permettra au ministre de ne diminuer l'actif des associations qu'à bon escient, pour le compléter aussitôt, sinon pour l'augmenter.

Les valeurs acquises en remploi seront déposées suivant la même procédure que ci-dessus.

Les articles 7, 8 et 9 réglementent le mécanisme de la répartition de l'avoir des associations. C'est une délibération du conseil d'administration qui, au terme de chacune, arrêtera cette répartition entre les ayants droit. Le ministre en recevra une copie, certifiée par le directeur de l'entreprise et deux administrateurs désignés à cet effet par le conseil, ainsi qu'un double exemplaire de l'état nominatif de répartition.

Le ministre pourra ainsi contrôler, d'après ces données, comme d'après l'application des tarifs, barèmes et pièces ci-dessous visés, si la répartition a été équitable envers tous les appelés.

Tout l'avoir de l'association est réparti entre les ayants droit au prorata de leurs versements. Pour les contrats réduits, ils seront appelés au partage, sur les bases statutaires fixées.

On ramènera les droits des copartageants à l'égalité proportionnelle, ce qui est de toute justice (par des barèmes de répartition basés sur des tables de mortalité et un taux d'intérêt). On tiendra compte de l'âge, comme des époques et des modes de versement des cotisations.

Les pièces à fournir par les ayants droits pour que la répartition puisse être arrêtée seront les certificats de vie des survivants ou les actes de décès de ceux morts depuis l'expiration de l'association, sous la réserve des délais statutaires.

II. — Des associations en cas de décès. — Les associations en cas de décès, réglementées ici, sont de deux sortes : ASSOCIATION EN CAS DE DÉCÈS ET ASSOCIATION EN CAS DE DÉCÈS DITE DE CONTRE-ASSURANCE. Presque toutes les sociétés mutuelles pratiquent la seconde seule. Une seule entreprise pratique actuellement les deux.

Ces deux associations doivent se liquider en fin de chaque année. L'association en cas de décès sera unique dans chaque société, sauf au cas où il y en aura une autre, dite de contre-assurance, qui pourra, elle aussi, comprendre tous les adhérents de l'entreprise groupés en une autre association unique. Cette deuxième association aura pour « but exclusif de compenser « la perte pouvant résulter du décès des sociétaires « pour les souscripteurs aux associations de survie ».

Les cotisations seront basées sur l'âge des sociétaires lors de leur échéance selon un tarif établi sur une table de mortalité statutaire. Elles sont proportionnelles au montant, que dira le tarif, de la somme probable à obtenir lors de la répartition (art. 12).

Les fonds des cotisations seront intégralement versés à l'association, les frais de gestion déduits. Les deux associations en cas de décès (au cas où elles coexistent) seront gérées séparément. Leurs fonds seront placés dans le mois des recouvrements, etc. La gestion de ces fonds, l'achat, la réalisation et le emploi des valeurs seront opérés suivant les mêmes formes et règles qu'ont fixées les articles 4, 5, 6 du décret pour les associations en cas de survie.

La répartition de la ou des associations en cas de décès aura lieu à la fin de chaque année, pour leur avoir total, entre les ayants droit des sociétaires décédés pendant l'exercice, sous déduction des prélèvements statutaires. La répartition aura lieu dans les mêmes formes, avec

production d'extrait et d'états au ministre, que celle des associations de survie.

Elle sera faite :

Pour l'association en cas de décès au prorata des sommes correspondant à chaque cotisation ;

Pour l'association de contre-assurance : « au prorata des sommes versées sur les souscriptions aux associations en cas de survie ».

Pour arrêter la répartition, les pièces justificatives des décès devront être fournies dans les délais statutaires.

Ce long décret, dont nous venons d'exposer les principes, divise nettement le double groupe d'opérations des entreprises tontinières : en cas de survie et en cas de décès.

Il suit chacune d'elles de son origine à sa fin ; il en marque les étapes. Au fur et à mesure qu'il avance dans sa vie financière, il prescrit des précautions utiles à la sauvegarde des intérêts engagés : liquidation immédiate à l'expiration de l'association ; spécialisation des fonds de chacune ; emploi des cotisations dans le mois ; dépôt obligatoire des titres en des caisses publiques ; formalités du remploi des fonds ; contrôle sur pièces des répartitions ; modalités de celles-ci ; pièces justificatives indispensables.

C'était une sorte de codification nécessaire pour établir, au profit des adhérents, une unité de vie sociale, simple et saine, assurant, autant qu'il se peut, la sauvegarde de leurs intérêts ; nécessaire aussi pour faciliter la tâche de contrôle et de surveillance dont la loi du 17 mars a chargé l'administration. Cette codification réglementaire a un avantage général, celui de pouvoir être modifiée rapidement, selon les temps, les circonstances et l'urgence des remèdes à apporter.

Sans doute, sur certains points (laissés de côté par l'article 31 du décret du 12 mai 1906 relatif à la constitution des sociétés tontinières), il eut peut-être été préférable de réduire les pouvoirs très larges des statuts. Il eut été bon d'énoncer au moins des principes d'application pratique, sur la quotité des valeurs de réduction, les délais de production des pièces justificatives, le cas des associations non liquidables (en cas de mort ou de vie générale de tous les membres), etc., etc. C'est à l'expérience journalière des hommes compétents de l'administration et d'ailleurs, que ces règles apparaîtront comme bonnes, utiles, et que de nouveaux décrets les établiront. Nous avons, du moins il n'est pas inutile de le répéter, de solides fondations pour un édifice que notre génération et les suivantes pourront élever au prix de leur expérience et à la lumière grandissante des faits.

VII. — Décret du 22 juin 1906

relatif aux conditions de fonctionnement des
Entreprises de gestion d'Assurances sur la Vie.

C'est le dernier des décrets spéciaux à notre matière que nous devons examiner. Nous y apporterons un commentaire que le savant rapport, annexé au projet de loi sur la surveillance et le contrôle des sociétés d'épargne et de capitalisation, rapport dû à M. Thaller, qui a bien voulu présider à cette étude, a singulièrement facilité.

Les entreprises de gestion, dit-il, sont « des individus
« ou des sociétés qui prennent en charge la direction
« d'une mutuelle ou d'une société d'épargne, avec une
« autonomie et un mode de rémunération qui cessent
« de faire d'eux des préposés ou des directeurs ordi-
« naires. »

C'est un organisme d'administration indépendant de la société qu'il gère, en quelque sorte superposé à lui, destiné à un rôle strictement limité à l'égard de son administrée. En effet, le critérium qui permettra de le reconnaître, sera « un traité à forfait de durée longue
« ou indéfinie, faisant assumer à l'entreprise de gestion
« toutes les dépenses et les frais généraux de la société
« gérée, moyennant un prélèvement sur les versements
« d'un tantième convenu de ceux-ci ».

Les textes qui vont régir les sociétés de gestion, annexes aux mutuelles-vie et aux Tontines, seront le

9^e alinéa d'un article de la loi même du 17 mars : l'article 9, et le décret ci-contre.

La société de gestion existait, dans la pratique, avant la loi de 1905, plus ou moins ouvertement désignée, chez les sociétés tontinières. Si, au *Conservateur*, elle formait une société anonyme gérante « ayant pour but « de former et d'administrer des associations mutuelles « d'assurances sur la vie », elle se déguisait dans les Tontines plus récentes, comme *La Prévoyante*, *La Mutuelle de France et des Colonies*, *La Mutuelle Lyonnaise*, sous l'étiquette d'un « fonds de garantie », véritable capital-actions; il le prouvait bien d'ailleurs par sa fonction typique de producteur de dividendes atteignant 145 0/0. (V. MIRMAN proposition de loi.)

Il importait de réglementer de près ces organismes spéciaux. Ils prêtent en effet le flanc à bien des critiques lorsqu'une sérieuse intervention extérieure ne vient pas les maintenir dans le droit chemin.

Parmi ces critiques quelques-unes étaient très graves :

D'abord, le taux de rémunération des services rendus par la gestion était généralement abusif. Les fondateurs étant le plus souvent les mêmes personnages : pour la société de gestion, comme pour la société tontinière, rédigeaient les statuts de celle-ci d'une manière trop avantageuse pour les gérants, c'est-à-dire pour eux. Les adhérents, ignorants en général, ne s'apercevaient guère de cette exagération de salaire.

Le rapport de M. Thaller demandait qu'un décret fixât un taux de rémunération maximum, pour les sociétés d'épargne.

Puis, la société de gestion se faisait d'ordinaire régler, en une seule fois, ses honoraires, la première année des versements, en escomptant la totalité d'une rétribution

qui n'était due légitimement qu'année par année et sur les seuls contrats restant en vigueur.

Souvent encore, le traité de gestion avait une durée trop longue, sinon indéfinie. Or, il n'est pas bon pour une société mutuelle, tontinière ou d'épargne, d'être liée à longue échéance, quand il peut se présenter des modes d'administration plus satisfaisants, plus économiques. Il importait de leur donner ici la satisfaction que l'article 31 du décret du 22 janvier 1868 avait donnée aux sociétés d'assurances mutuelles autres que sur la vie (maximum de durée de traités de 5 années).

Afin que la société de gestion put répondre financièrement de ses actes, il fallait qu'un cautionnement obligatoire ou un capital social minimum fussent fixés par une loi ou un décret.

L'article 9, § 9, de la loi du 17 mars 1905 et le décret du 22 juin 1906 sont venus apporter des améliorations certaines au statut antérieur des sociétés de gestion, tant au point de vue des garanties, qu'à celui des pouvoirs respectifs et des obligations réciproques entre gérants et gérés.

Les entreprises de gestion doivent d'abord, en commençant à fonctionner, déposer à la Caisse des Dépôts et Consignations un *capital de garantie de 100 000 francs*. Ce chiffre, fort inférieur à celui que prévoyait le rapport de M. Thaller (300.000 francs) pour toutes les sociétés d'épargne et de capitalisation, semble d'autant plus insuffisant.

A la fin de leur période de gestion, le dépôt sera restitué aux sociétés, sur un visa du Ministre du Travail, à qui il sera justifié que tous les engagements, issus du traité de gestion, ont été exécutés complètement, constatation que des représentants de l'entreprise gérée attesteront.

La durée des traités de gestion est limitée par l'article 9 de la loi à 20 années, pour la première période, avec mandat renouvelable ensuite seulement pour des périodes de 10 années. Ici, en effet, les associations en cas de vie sont, au maximum, d'une durée de 10 à 25 ans. Le législateur a pris un terme intermédiaire pour assurer assez de stabilité à l'administration, sans interdire, par un trop long bail, le changement de mode de gouvernement. D'ailleurs, le traité peut être inférieur à 20 ans et durer 1, 2, 5, 10, 15 ans, selon la convention passée.

Afin d'éviter une fraude permettant de conclure par avance plusieurs traités de longue durée (la durée maxima par exemple) à des intervalles très rapprochés, de façon que ces traités, mis bout à bout, aboutissent à former une durée quasi indéfinie du même mode de gestion : 50, 80, 90 ans par exemple, — la loi interdit le renouvellement du traité en cours avant l'année dans laquelle il expire. Il sera, à ce moment, produit au ministre, dans sa nouvelle teneur, trois mois avant le terme de la période de gestion courante.

C'est donc entre le premier et le neuvième mois du dernier exercice de la période de gestion que l'entreprise gérante devra dresser son traité qu'elle communiquera au ministre.

Ces conditions d'existence connues, que faudra-t-il encore à la société de gestion ?

Elle devra, pour pouvoir fonctionner, avoir produit au ministre :

1° Le récépissé du dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations du capital de garantie de 100.000 francs prévu par l'article 9, 9°, de la loi ;

2° L'acte constitutif de l'entreprise gérante (qui sera

une société anonyme, en commandite, en nom collectif);

3^e Le texte intégral de ses statuts;

4^e Enfin le texte intégral du traité de gestion passé entre l'entreprise gérée et l'entreprise gérante.

Le décret énumère ensuite, dans son article 2, les points que doivent comprendre les articles dudit traité.

Il indiquera : l'objet, le titre et le siège social de l'entreprise gérante; l'objet, le titre, le siège social de l'entreprise gérée; la date originaire et la durée de la période initiale de gestion; puis il dira les pouvoirs dont jouira la gérance, les conditions du contrôle de la société gérée sur la gérante. Il devra, enfin, prévoir dans quelles conditions se fera la remise de la gestion à l'entreprise gérée par la société de gestion le jour où le traité expirera, ou le jour où la gestion cesserait prématurément. A l'inverse, il réglera le cas où la société gérée est frappée du retrait d'enregistrement, la société gérante se trouvant alors sans objet.

C'est encore au traité de gestion à dire la rémunération des services rendus par la gérance, sans pouvoir excéder les droits et prélèvements prévus dans les statuts de l'entreprise gérée pour couvrir les dépenses d'administration.

Une séparation des pouvoirs subsistera toujours entre les deux sociétés coexistantes. La société de gestion n'est là que pour administrer, tenir les livres, développer les affaires, employer statutairement les fonds, suivant les délibérations du conseil d'administration, et prendre toutes mesures conservatoires et administratives pour gérer les intérêts des adhérents. Mais elle ne pourra pas (art 5 du décret) se faire déléguer, par l'entreprise gérée, les pouvoirs ayant trait aux « opérations d'assurance, à l'établissement des contrats, à la

« détermination et à l'exécution des engagements qui
« en résultent, au placement des fonds destinés à en
« assurer la garantie, à l'ouverture, à la constitution, à
« la clôture et à la liquidation des associations. »

Tous les actes importants énumérés ci-dessus sont et restent l'apanage du conseil d'administration et de l'assemblée générale de la société tontinière. La société de gestion n'est que son organe d'exécution, son commis, qu'elle rétribue à forfait.

Prenons un exemple pratique :

En exécution de ces règles, une société de gestion a été constituée par *La Mutuelle de France et des Colonies*, sous la forme de société anonyme au capital de 2.000.000 de francs, divisé en 20.000 actions de 100 francs chacune que se sont partagées une dizaine d'associés autour du fondateur. Sa durée a été fixée à 75 années (bien que le plus long traité de gestion ne puisse dépasser une première fois 20 ans, les autres fois 10). Enfin, elle a émis une somme de 1.000.000 de francs en obligations (2.000 à 500 francs) qui ne sont point gagées sur des immeubles, mais sur les bénéfices à venir d'un traité temporaire de gestion, les charges sociales étant payées. C'est, il semble, dans une situation périodiquement instable, un capital bien lourd à rémunérer, si l'on songe surtout que les frais de premier établissement doivent être à peu près amortis et que le produit des frais de gestion est, à son niveau actuel, capable de payer des dépenses courantes qui, l'industrie étant en marche normale, diminuent proportionnellement d'importance chaque année. Il faudra, pour donner à ces 3.000.000 de capitaux des intérêts et des dividendes au moins suffisants, que la société réalise un bénéfice considérable sur la gestion des associations. Alors, pourquoi cette société, comme tant d'autres du même

type, soutiendrait-elle qu'elle gère économiquement le patrimoine de ses adhérents tontiniers ! — Ceci vient encore à l'appui des idées que nous avons exprimées relativement à l'abus des frais de gestion prélevés en bloc sur la première année, qui ne comprennent, d'ailleurs, ni les frais d'achat, vente et garde des valeurs, ni les impôts actuels et éventuels, ni les droits de timbre des polices, ni les frais de recouvrement des cotisations, toutes dépenses administratives pures que les sociétés de gestion auraient le strict devoir de solder sur le forfait dont elles jouissent.

Quelles conclusions pouvons-nous dégager de la législation nouvelle sur les entreprises de gestion ? Elle comporte d'utiles dispositions, mais d'autres eussent dû y être adjointes.

Il est bon d'avoir prescrit le dépôt d'un cautionnement, d'avoir limité la durée des traités successifs de gestion, d'avoir pris des précautions pour leur renouvellement, d'avoir fait contrôler celui-ci par le ministre, d'avoir, dès l'origine, permis au ministre de juger de la constitution et de la valeur de l'entreprise, d'avoir fixé le programme et les indications à faire figurer au traité, d'avoir limité les prélèvements aux décisions statutaires, d'avoir interdit à la société d'exécution toute immixtion dans le domaine du conseil et de l'assemblée générale.

Mais ces précautions prises sont, soit insuffisantes, soit incomplètes sur bien des points ; le capital de garantie est trop faible pour une société gérant des intérêts importants. Il eût pu être rendu proportionnel à la taille de ces derniers. La durée des traités, assez longue, eut pu être réduite de cinq ans : à un minimum de quinze ans, pour les sociétés dont les associations ont une durée inférieure ; elle lui est d'ailleurs de peu

supérieure. Le traité de gestion, librement consenti, pourra toujours la réduire.

La rétribution de la société gérante est en somme indéterminée et ses prélèvements ne sont pas obligatoirement insérés sous leur véritable jour dans le traité de gestion. Quelles dépenses générales couvriront les frais de gestion? Tous les frais quelconques y seront-ils compris (achat, vente, dépôt des valeurs, etc.)? D'autre part, jusqu'à quel point les statuts pourraient-ils élever cette rétribution de services? On ne le sait pas : un maximum des prélèvements n'est pas indiqué. Une énumération générale des frais à couvrir n'est pas prévue.

Comment seront perçus les frais de gestion? Librement. Mais n'aurait-on pas pu et dû remplacer leur escompte sur la première année, par une rémunération annuelle afférente à chaque exercice qui s'ouvre?

Nous avons déjà très longuement insisté sur ces lacunes. Elles seraient en somme toutes assez faciles à combler et l'autorité réglementaire saurait facilement en atténuer l'importance, mais ce qu'il faudrait surtout lui demander, c'est :

De déterminer exactement tous les frais contenus dans les frais dits de gestion, et de les faire tous rentrer sous cette rubrique, afin que les adhérents les ayant supportés une fois, n'aient plus à les payer à nouveau, sous cent formes particulières et détournées ;

De prohiber l'escompte des frais dits de gestion et de les répartir sur toute la durée des contrats ;

De fixer enfin, en se basant sur les dépenses qui incombent et les gains légitimes qui doivent revenir aux entreprises de gestion étudiées dans le passé, un maximum à leurs prélèvements.

Il nous semble que ce n'est point trop demander et

que les membres adhérents des sociétés tontinières n'auraient qu'à se louer de ces réformes avantageuses. Que les entreprises de gestion gagnent loyalement et largement leur vie, rien n'est mieux. Mais il est désirable que ce ne soit point là des entreprises purement commerciales, ayant le seul appât du lucre, lorsque, à tous échos, elles proclament qu'elles sont les piliers du temple de la prévoyance, les soutiens et les apôtres de l'idée de mutualité.

VIII. — Décret du 20 janvier 1906

relatif à la déchéance d'enregistrement des Entreprises d'Assurances sur la Vie.

Ce dernier décret régit les sociétés nouvelles, fondées depuis la promulgation de la loi de contrôle. L'enregistrement qu'elles auront obtenu n'aura plus de valeur si, dans l'année de sa publication à l'*Officiel*, l'entreprise n'a pas commencé à fonctionner. Si elle ne justifie pas de sa mise en marche, elle est déchue de plein droit du bénéfice de l'enregistrement, déchéance mentionnée à l'*Officiel*, et ne pourra réaliser d'opérations qu'après un nouvel enregistrement.

Ces dispositions très simples régissent toutes les entreprises : par suite nos sociétés tontinières.

III

L'Arrêté ministériel du 29 juillet 1907 **relatif aux Etats et Pièces** **à produire par les Entreprises d'Assurances** **sur la Vie.**

Le compte-rendu annuel des opérations devra être adressé par les entreprises au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale ; elles devront le déposer également aux greffes des tribunaux civils et de commerce, tant du département de la Seine que de celui du siège social, avant le 15 mai de l'année suivante.

Les entreprises devront publier, avant la même date, au *Journal Officiel*, un compte-rendu sommaire conforme, pour les sociétés tontinières, aux modèles 9, 10, 11, 12, 13 annexés à l'arrêté ministériel.

Ces états sont, dans leur ordre arithmétique, relatifs au compte des frais de gestion, recettes et dépenses ; à la balance générale des écritures au 31 décembre 19... des sociétés tontinières, actif et passif ; à la situation des associations en cas de vie, année 19... ; à la situation de l'association de contre-assurance, année 19... ; à la situation de l'association en cas de décès, année 19...

Nous allons examiner, successivement, l'objet de ces états dont nous reproduisons le dispositif à la fin de ce chapitre.

I. — Compte des frais de gestion en 19...

(MODÈLE 9)

Il est destiné à montrer clairement, d'une part, les recettes provenant des droits d'entrée, frais de gestion pour associations en cas de vie, de contre-assurance, ou enfin en cas de décès (lorsqu'une telle association existe), frais divers venant de l'achat, dépôt, vente des valeurs, des recouvrements, prélèvements pour amortir les fonds de garantie et intérêts de ces fonds ; d'autre part, les dépenses d'amortissement, d'administration, de direction, de personnel, d'indemnités aux administrateurs et commissaires, de commissions, d'inspection, d'intérêts et de versements aux fonds de garantie et de premier établissement, de frais de recouvrement, d'achat, vente des valeurs, de timbre, etc.

De cette façon, le ministère et les sociétaires sauront exactement, d'abord ce que leur coûte la gestion réelle de leurs versements, car à côté des frais spéciaux de gestion, ils pourront voir que d'autres frais, dans une assez forte proportion, viennent encore aggraver le poids des premiers ; ils apprécieront l'importance exacte des sacrifices directs et indirects qu'ils s'imposent, sacrifices qui vont influencer sur le rendement final de leur opération de prévoyance.

La colonne des dépenses ne sera pas moins instructive pour les adhérents. Elle leur dira, en face de la colonne des recettes, où ils voient ce qu'ils ont versé, l'emploi détaillé qui est donné par la société tontinière ou plutôt par la société de gestion, à la dime qu'elle a perçue d'eux sous diverses formes.

Après l'amortissement, que la société effectue, des

frais de premier établissement et des parts de souscription du fonds de garantie, les adhérents pourront juger des frais de l'administration centrale pour les bureaux, la publicité, la correspondance, etc. L'état leur donnera, en articles spéciaux, les allocations et traitements qui sont alloués au directeur, aux administrateurs, aux commissaires, au personnel. L'énoncé de ces dépenses édifiera les adhérents sur les taux élevés que ces fonctionnaires principaux ont mis d'ordinaire à la rémunération de leurs services, ainsi que sur l'importance des intérêts et dividendes aux porteurs de parts de souscription des fonds de premier établissement et de garantie. Les commissions aux agents et les frais d'inspection sont la charge normale d'entreprises d'assurances, mais leur quotité peut être abusive et les adhérents pourront l'examiner. Pour les articles 10, 11, 12, ils devront être égaux au total au chiffre indiqué sous le numéro six dans la colonne des recettes, mais ils en donneront un détail spécialisé. L'article 9 des dépenses donnera le montant des versements au fonds de réserve ou pour augmentation du fonds de garantie, et les adhérents jugeront ainsi l'esprit de prudence financière de leurs administrateurs.

En résumé, par cette claire exposition d'articles séparés, les sociétaires sauront ce que leur coûte exactement toute la gestion. Et ils verront si l'emploi qu'elle fait de la portion des versements, ainsi détournée des placements de prévoyance, est l'objet d'une attention soucieuse de leurs intérêts, se trouve contenu dans des limites raisonnables.

C'est le résultat, année par année du traité de gestion qu'ils auront sous les yeux, seul moyen facile de juger de son réel poids et d'en pouvoir demander la réforme au jour de son échéance.

II. — Balance générale des écritures au 31 décembre 19...

(Bilan) (MODÈLE 10)

Le bilan a deux colonnes :

Actif, comprenant : les valeurs mobilières classées d'après leur nature, les espèces en caisse, le solde des agences, les comptes de banquiers, etc. ;

Passif, renfermant : l'avoir des associations en cas de vie, de contre-assurance en cas de décès, les parts de souscription, les réserves diverses, etc.

Le bilan est destiné à donner l'état général par passif et actif de ce que possède et doit la société. Les valeurs mobilières seront portées à leur prix d'achat ; l'avoir des associations sera porté distinctement par associations en cours. C'est une pièce d'ordre général, que toutes les sociétés publient et dont le ministère a seulement voulu arrêter un modèle uniforme.

III. — Situation des associations en cas de vie. Année 19...

(MODÈLE 11)

Cet état forme plusieurs colonnes. Après la désignation des articles vient une série de colonnes, chacune devant recevoir les chiffres d'une association dont le millésime figurera en tête. Une colonne finale réunira les chiffres portés dans les colonnes d'associations annuelles, en les additionnant sous la rubrique d'ensemble des associations en cours. Ainsi chaque article aura, en regard de son énoncé, ses divers chiffres, année par année, et son chiffre global pour l'ensemble des opérations en cours.

L'état indiquera le nombre des polices souscrites, des parts, demi-parts, avec leur montant et leur total, la situation des polices en cours au 1^{er} janvier de l'année

précédente (1) suivant qu'elles sont en vigueur ou réduites, puis celle des polices annulées au cours de l'année, avec l'indication de leur cause d'annulation, décès ou autre motif, des polices réduites, des polices réintégrées (art. 6, 7, 8, 9).

Les sociétaires connaissant la quantité des polices, et si elles sont réduites ou non, au début de l'exercice, jugeront, sur les chapitres suivants des polices annulées, réduites ou réintégrées au cours de l'année, de l'importance de ces sources de bénéfices que les agents tontiniers leur avaient fait miroiter comme devant procurer aux associations des bénéfices considérables. Ces polices disparues, avec ou sans droits à la liquidation finale des fonds, seront totalisées en un article 9 qui donnera le nombre de celles en cours à la fin de l'exercice, le 31 décembre. La clarté se fera donc aisément sur cette source de profits, si exagérée par les agents, des abandons et annulations de contrats.

Les articles 10 et 11 donneront, à l'examen, le nombre et le montant des parts et demi-parts de souscription restant en cours au 31 décembre de l'exercice, car une police peut renfermer plusieurs parts ou demi-parts, et ces données compléteront celles des articles précédents.

Une seconde partie du même état donnera l'avoir net de l'association 19... au 1^{er} janvier 19...; il y aura naturellement autant d'avoirs distincts que de colonnes d'associations ayant leur millésime.

L'article 13 dira les versements (nets de tous prélèvements pour la gestion) opérés par les adhérents pen-

(1) Par exemple au 1^{er} janvier 1907 pour le tableau modèle 11, dressé en mai 1908 et rendant compte de l'année 1907.

dant l'année, puis (art. 14 et 15) les intérêts produits par eux ou de retard.

L'addition de l'avoir net au 1^{er} janvier avec les versements nets et les intérêts de ceux-ci ou de retard, formera l'avoir net au 31 décembre (à la fin de l'année).

L'article 17, enfin, donnera l'emploi, en valeurs mobilières, groupées par nature de valeurs (rente 3 0/0, obligations de chemins de fer, etc.) de cet avoir net.

La première partie de l'état donne les éléments constitutifs du budget des associations. Il dit combien de polices, de parts, ont été souscrites dans chaque association et, au total, combien il en existait au début de l'année (réduites ou en vigueur normale), combien il en a été annulé, réduit ou réintégré au cours de l'année, combien il en reste en cours (réduites ou en vigueur) à la fin de l'exercice. Puis il indique quel nombre de parts et demi-parts ces polices comprennent alors et quel est leur montant. Tous ces renseignements chiffrés par association, puis réunis en un total.

Ces éléments de nombre et de montant étant connus, la deuxième partie dressera le budget même des associations : elles possédaient tant au 1^{er} janvier, elles ont reçu (annuités nettes, intérêts) telles et telles sommes, elles possèdent par conséquent tant à la fin de l'année.

Quelles valeurs représentent cet avoir ? Des quantités désignées de titres groupés suivant leur nature.

Ces indications nombreuses et précises donneront ainsi, année par année, la situation exacte aux associés.

IV. — Situation de l'Association de contre-assurance.

Année 19... — (MODÈLE 12)

Cet état donne le budget de l'association unique, par société, de contre-assurance. Une première partie four-

nit, après avoir reproduit le total des polices souscrites, le nombre des annuités afférentes à des parts ou demi-parts contre-assurées et leur montant total. Nous savons que les adhérents sont libres de contre-assurer ou non leurs versements.

La deuxième partie dresse le budget des sommes : montant des cotisations et des intérêts produits, qui forment l'avoir de l'association en fin d'exercice.

L'adhérent, instruit des sommes en caisse, verra, (article 6) à quelle nature de placements elles auront été affectées.

En face de cet actif, quelles dépenses l'association devra-t-elle assumer ? Les articles 8, 8 *bis*, 8 *ter*, le renseignent, en fournissant le nombre et le montant total des annuités ou demi-annuités contre-assurées par les polices des sociétaires décédés.

L'article 9 contiendra le produit de la vente des valeurs, produit qui, les prélèvements statutaires défalqués, représentera la somme nette à répartir entre les ayants droit des sociétaires décédés.

Les trois derniers articles donneront la statistique des décès survenus pendant l'exercice, à côté du nombre des têtes composant l'association au début, puis à la fin de l'année. La mortalité s'en déduira, ainsi que son taux global.

C'est, comme l'état modèle 11, pour le cas des associations vie, l'histoire numérique de l'association de contre-assurance pendant l'année. Les résultats s'en dégagent, après l'exposé des éléments de la situation.

Ces renseignements sont, comme l'état modèle 11, d'une nécessité et, en même temps, d'une clarté désirables.

V. — Situation de l'Association générale en cas de décès.**Année 19... — (MODÈLE 13)**

Les dispositions en sont semblables, avec les modifications venant de la nature de l'association générale en cas de décès, à celles de l'état modèle 12, précédent. Nous ne croyons pas devoir insister davantage sur leur valeur.

..

La publication de ces divers états était nécessaire et l'administration les a su dresser avec soin. Il importait que les tontiniers fussent exactement renseignés sur le bilan de l'entreprise et des associations auxquelles ils apportaient leurs épargnes. Il importait tout autant au pouvoir de contrôle de posséder ainsi, sous un moule uniforme, les budgets financiers complets, établis par articles distincts, sur lesquels son appréciation et sa surveillance devaient s'étayer.

Les compte-rendus que jusqu'ici les sociétés tontinières ont publiés sont restés des plus sommaires. Nous avons sous les yeux celui publié par une d'entre elles, donnant l'état officiel de ses opérations au 30 juin 1906.

Nous voyons à l'*actif*, les articles : fonds d'Etat français, obligations de chemins de fer, obligations du Crédit Foncier, obligations de la ville de Paris, représentant le portefeuille mobilier de l'entreprise. Puis trois articles : espèces en caisse, banquiers, mobiliers.

Au *passif* : l'avoir des diverses associations en cas de vie ; puis de l'association de contre-assurance ; le montant des parts de garantie et le complément du fonds de

réserve, donnant le montant global des fonds de réserves. Enfin deux indications finales : les sommes restant dues aux sociétaires (liquidations, décès) et les créiteurs divers.

C'est là tout. Un tel bilan qui, seul, vient rendre compte de la vie interne d'une institution, est insuffisant à renseigner personne, et le législateur l'a compris quand il a chargé l'administration de dresser des modèles d'états détaillés, dont il a voulu la production officielle aux yeux du public, comme à ceux plus exercés de son ministre et du corps de contrôle. Les premières publications en seront faites sous peu de mois. Elles seront, pour les techniciens comme pour les profanes, la base d'observations utiles. Les abus qu'a laissés subsister en la matière la loi du 17 mars 1905 apparaitront ainsi plus nettement. L'Etat trouvera là une base sûre pour une réglementation nouvelle et sage, dont il pourra doser avec certitude la proportion.

SOCIÉTÉS A FORME TONTINIÈRE

COMPTE DES FRAIS DE GESTION EN 19...

RECETTES		DÉPENSES	
	FR.		FR.
1 — Solde au 1 ^{er} janvier 19... (1)	»	1 — Amortissement :	»
2 — Droits d'entrée.....	»	a) des frais de premier établissement	»
3 — Prélèvement statutaire sur les annuités versées aux associations en cas de vie, pour frais de gestion.....	»	b) des parts de souscription au fonds de garantie (1).....	»
4 — Prélèvement statutaire sur l'avoir de l'association de contre-assurance pour frais de gestion.....	»	2 — Frais de bureau, de publicité, de correspondance, de surveillance, etc.....	»
5 — Prélèvement statutaire sur l'avoir de l'association générale en cas de décès pour frais de gestion.....	»	3 — Traitement et indemnités au directeur.....	»
6 — Prélèvements, en dehors de ceux ci-dessus mentionnés, sur les versements des sociétés, pour frais de recouvrement, d'achat, de vente, de transfert des valeurs, de timbres de polices, frais de timbres de quittances.....	»	4 — Appointements et gratifications au personnel.....	»
7 — Prélèvements, en dehors de ceux ci-dessus mentionnés, sur les versements des sociétés, pour rémunération, amortissement du fonds de garantie, pour constitution du fonds de réserve ou augmentation du fonds de garantie (2).....	»	5 — Indemnités aux administrateurs.....	»
8 — Intérêts produits par les valeurs représentatives du fonds de réserve, du fonds de garantie.....	»	6 — Indemnités aux commissaires de surveillance, de contrôle des comptes.....	»
9 — Recettes diverses	»	7 — Indemnités aux agents, frais d'inspection.....	»
		8 — Intérêts et dividendes aux porteurs de parts de souscription au fonds :	»
		a) de premier établissement.....	»
		b) de garantie (1).....	»
		9 — Versement au fonds de réserve ou pour augmentation du fonds de garantie.....	»
		10 — Frais de recouvrement des cotisations.....	»
		11 — Frais d'achat, de vente, de transfert des valeurs.....	»
		12 — Timbres des polices, timbres des quittances..	»
		13 — Dépenses diverses	»
		14 — Solde au 31 décembre 19... (1).....	»
TOTAL DES RECETTES	»	TOTAL DES DÉPENSES.....	»

(1) S'il y a lieu.
 (2) Spécifier séparément les divers fonds qui pourraient être prévus par les statuts à titre de fonds de réserve, fonds de garantie, etc., et détailler les versements des sociétés (selon la nature des associations tontinières auxquelles ils sont destinés) qui ont fait l'objet de ces prélèvements spéciaux.

BALANCE GÉNÉRALE DES ÉCRITURES AU 31 DÉCEMBRE 19... (BILAN)

ACTIF		FR.	PASSIF		FR.
1 —	Fonds d'Etat français (1).....	» »	1 —	Avoir des associations en cas de vie (2).....	» »
	Obligations de chemins de fer.....	» »	2 —	Avoir de l'association de contre-assurance.....	» »
	— du Crédit Foncier.....	» »	3	Avoir de l'association générale en cas de décès.....	» »
	— de la ville de Paris, etc....	» »	4 —	Montant des parts de souscription :	» »
2 —	Espèces en caisse.....	» »	a) du fonds de premier établissement.....	» »	
3 —	Solde des agences.....	» »	b) du fonds de garantie (3).....	» »	
	Banquiers.....	» »	Complément du fonds de garantie.....	» »	
	Frais de premier établissement à amortir.....	» »	Reserves diverses.....	» »	
	Débiteurs divers.....	» »	Sommes restant dues aux sociétaires ou à leurs ayants droit et provenant d'associations liquidées antérieurement à l'exercice 19.....	» »	
			Créditeurs divers.....	» »	
	TOTAL DE L'ACTIF.....	» »		TOTAL DU PASSIF.....	» »

(1) Les valeurs mobilières portées à l'actif sont en tout ou en partie d'achat.

(2) Indiquer le détail par association en cours.

(3) S'il y a lieu, cet article ne s'applique qu'aux parts non remboursées.

SOCIÉTÉS A FORME TONTINIÈRE

SITUATION DES ASSOCIATIONS EN CAS DE VIE. — Année 19...

	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ASSOCIATION FORMÉE			Ensemble des ASSOCIATIONS en cours (1)
		en 19...	en 19...	en 19...	
1 —	Nombre de Polices souscrites.....				
2 —	Parts de souscription entières { Nombre.....				
	{ Montant..... Fr.				
3 —	Demi-Parts de souscription { Nombre.....				
	{ Montant..... Fr.				
4 —	Total des Parts et des Demi-Parts { Nombre.....				
	{ Montant..... Fr.				
5 —	Nombre des Polices en cours au 1 ^{er} Janvier 19... :				
	a - non réduites				
	b - réduites				
	c - total				
6 —	Polices annulées en 19... :				
	a - par suite de décès.....				
	b - pour toute autre cause.....				
7 —	Polices réduites en 19... :				
8 —	Polices réintégrées en 19... :				
9 —	Nombre de Polices restant en cours au 31 Décembre 19... :				
	a - non réduites (y compris les polices réintégrées)				
	b - réduites.....				
	c - total.....				
10 —	Nombre des Parts et des 1/2 Parts de souscription restant en cours au 31 Décembre 19... (2).				
	a - non réduites (y compris les polices réintégrées).				
	b - réduites				
	c - total.....				
11 —	Montant des Parts et des 1/2 Parts de souscription restant en cours au 31 Décembre 19... :				
	a - non réduites (y compris les polices réintégrées).				
	b - réduites				
	c - total.....				
12 —	Avoir net de l'Association au 1 ^{er} Janvier 19... :				
13 —	Annuités nettes (déduction faite des prélèvements divers prévus par les statuts et non compris les droits d'entrée) versées par les souscripteurs pendant l'année...				
14 —	Intérêts produits pendant l'année par les fonds placés...				
15 —	Intérêts de retard versés par les souscripteurs				
16 —	Avoir net de l'Association au 31 Décembre 19... :				
17 —	Composition par nature de placements du Portefeuille de l'Association au 31 Décembre 19... :				
	1 ^{er} Rentes 3 0/0 sur l'Etat français.....				
	2 ^o Obligations de Chemins de fer.....				
	3 ^o Obligations du Crédit Foncier.....				
	4 ^e Espèces en caisse				
18 —	Total égal à l'avoir net de l'Association au 31 Décembre 19...				

(1) Les chiffres inscrits dans la colonne relative à l'ensemble des Associations en cours reproduiront pour chaque rubrique les totaux obtenus en additionnant les chiffres relatifs à la même rubrique portés dans les colonnes des diverses associations.

(2) Ce nombre doit être établi en prenant pour unité la part entière et en comptant 2 demi-parts pour une part.

SOCIÉTÉS A FORME TONTINIÈRE

SITUATION DE L'ASSOCIATION DE CONTRE-ASSURANCE

Année 19...

1 —	Nombre des polices souscrites.....
2 —	Nombre des annuités contre-assurées afférentes à des parts de souscriptions entières.....
2 ^{bis} —	Nombre des annuités contre-assurées afférentes à des demi-parts de souscriptions.....
2 ^{ter} —	Montant total des annuités et demi-annuités contre-assurées.
3 —	Montant des cotisations encaissées.....
4 —	Intérêts produits pendant l'année.....
5 —	Avoir de l'association au 31 décembre 19.....
6 —	Composition par nature de placements du portefeuille de l'association au 31 décembre 19..... 1 ^o Rentes sur l'Etat français; 2 ^o Obligations de chemins de fer; 3 ^o Obligations, etc. ; Espèces en caisse.
7 —	Total égal à l'avoir de l'association au 31 décembre 19 ..
8 —	Nombre des annuités contre-assurées par les polices des sociétaires décédés.....
8 ^{bis} —	Nombre des demi-annuités contre-assurées par les polices des sociétaires décédés.....
8 ^{ter} —	Montant total des annuités et demi-annuités contre-assurées par les polices des sociétaires décédés.....
9 —	Montant au 31 décembre 19... de la somme nette à répartir entre les ayants droit après réalisation des valeurs et déduction des prélèvements prévus par les statuts à la charge de l'association.....
10 —	Nombre des décès survenus pendant l'année.....
11 —	Nombre des têtes composant l'association au début de l'année.....
12 —	Nombre des têtes composant l'association à la fin de l'année.....

SOCIÉTÉS A FORME TONTINIÈRE

SITUATION DE L'ASSOCIATION EN CAS DE DÉCÈS

Année 19...

1 —	Nombre de polices souscrites en cours pendant l'année 19...
2 —	Nombre des unités de parts (ou sommes probables à obtenir lors de la répartition)
3 —	Montant des parts (ou sommes probables à obtenir lors de la répartition) représentées par ces polices.....
4 —	Montant des cotisations brutes encaissées
5 —	Prélèvements divers sur les cotisations prévues par les statuts.....
6 —	Cotisations nettes appartenant à l'association
7 —	Intérêts produits pendant l'année.....
8 —	Décomposition, par nature de placements, du portefeuille de l'association.....
	1 ^o Rentes sur l'Etat français, etc...
	2 ^o Espèces en caisse.
9 —	Total égal à l'avoir net de l'association à l'époque de sa liquidation.....
10 —	Montant des parts (ou sommes probables à obtenir lors de la répartition) souscrites par les polices dont les assurés sont décédés dans l'année et dont les décès donnent droit à la répartition.....
11 —	Somme nette à répartir entre les ayants droit après réalisation des valeurs et déduction faite des prélèvements prévus par les statuts.....
12 —	Somme revenant à la réserve en faveur des survivants (s'il y a lieu).....
13 —	Montant de la réserve en faveur des survivants (s'il y a lieu) au 31 décembre 19.....
14 —	Nombre de décès survenus en 19... et donnant droit à la répartition.....
15 —	Nombre de têtes composant l'association au 1 ^{er} janvier 19...
16 —	Nombre de têtes composant l'association au 31 décembre 19...

TITRE QUATRIÈME

DE QUELQUES ABUS TONTINIERS

I

La Contre-Assurance.

Les associations tontinières en cas de décès sont, nous l'avons vu précédemment, de deux sortes : Association générale en cas de décès, déjà examinée et très peu en faveur ; — Association de contre-assurance, qui fera l'objet de ce chapitre, et dont l'usage est général aujourd'hui.

La contre-assurance est un « contrat par lequel le « souscripteur s'engage au paiement d'une prime donnée « pour qu'en cas de décès de la personne assurée, les « sommes versées par lui, à un titre quelconque, sur la « tête de ladite personne, lui soient remboursées ».

Son but est de neutraliser la perte que pourrait faire éprouver au souscripteur d'une assurance en cas de survie le prédécès de son assuré. Le souscripteur du contrat peut d'ailleurs être en même temps l'assuré et désirer contre-assurer ses primes au profit de ses ayants droit.

Cette opération consiste, en somme, en une série de petites assurances temporaires d'un an en cas de décès. Leur capital est constamment croissant, les primes

successives s'additionnant pour le former, au fur et à mesure qu'elles ont été payées. Si le souscripteur du contrat en cas de vie décède avant le terme fixé dans sa police, ses ayants droit recevront donc les primes qu'il aura versées, mais sans les intérêts produits par la capitalisation de ces sommes entre les mains de l'entreprise d'assurance.

La contre-assurance est donc adjointe à l'assurance d'un capital différé, et cette association est d'un usage répandu parmi les gens qui veulent se créer un capital à une époque éloignée et fixe s'ils vivent, et, au cas de leur décès auparavant, laisser à leurs héritiers les économies annuelles opérées ; le patrimoine familial ne restera donc pas appauvri. Cependant cette précaution sage exige de l'épargnant un léger sacrifice supplémentaire : la prime de la petite assurance au décès, dont le capital s'accroîtra, chaque année, de la prime annuelle versée.

Dans les sociétés anonymes d'assurances sur la vie, cette contre-assurance est confondue avec le coût de l'assurance en cas de vie dans une même somme annuelle et fixe : la prime de capital différé avec contre-assurance.

Dans les sociétés tontinières, la cotisation de contre-assurance est indépendante de la cotisation d'assurance en cas de vie. Tandis que celle-ci est fixe pendant la durée du contrat, la première, au contraire, augmente annuellement d'une somme égale à son chiffre de la première année, et ainsi de suite. Au bout de dix ans, par exemple, la prime de la contre-assurance sera dix fois celle exigée la première année. Elle couvrira le risque de perte de ces dix annuités versées.

La contre-assurance est pratiquée dans une large mesure par les assurés des entreprises tontinières mo-

dernes : 95 à 98 0/0 des contrats sont ainsi établis. Cela permet d'ailleurs à ces sociétés d'agir sur la masse par la réclame énonçant l'importance des souscriptions réalisées par elles. La même police figure deux fois pour son véritable chiffre, doublant presque le total réel des capitaux nominaux des polices en cas de vie par celui des contre-assurances.

Pourtant, les sociétés tontinières n'entendent pas la combinaison de contre-assurance dans son sens strict, positif. Elles profitent de ce nouveau moyen pour en faire un appât d'affaires nouvelles, en promettant des résultats doublant ou triplant les cotisations assurées, résultats qu'elles ont jusqu'ici donnés tels.

Elles créent, à côté de leurs associations annuelles en cas de vie, une association en cas de décès, qui est unique pour tous les adhérents des divers groupes annuels. Cette association en cas de décès ne pourra d'ailleurs comprendre que des membres des associations en cas de vie, qui souscriront aux deux pour un même nombre d'années, et généralement lors de la signature du contrat ou plutôt du bulletin d'adhésion.

La juxtaposition d'une assurance en cas de décès à une assurance en cas de vie, pour couvrir le risque de perte des sommes versées en cas de vie, supprime, pour la société tontinière comme pour le tontiné, l'obligation d'un certificat médical. Mais il est aisé de comprendre que le tontiné doit adhérer à l'association de contre-assurance en même temps qu'à celle de survie. Car si cette adhésion était postérieurement opérée, la société devrait imposer un examen médical et n'admettre à la caisse-décès que des adhérents sains et valides. Il y a d'ailleurs dans cette absence d'examen médical un abus possible que nous signalons un peu plus loin : l'appât des répartitions de contre-assurance en fait une prime

indirecte à une double opération en cas de vie et décès sur la tête de moribonds.

Mais d'abord, comment se fait-il que les sociétés tontinières attribuent aux ayants droit des adhérents contre-assurés des remboursements supérieurs aux cotisations de survie déboursées ? La raison en est double : on use, pour ces assurances en cas de décès, des tables de mortalité qui furent dressées sur des assurances en cas de vie, et qui régissent cette catégorie de contrats. En second lieu, les tarifs ont été plus chargés qu'il n'était nécessaire.

Les tarifs de contre-assurance des sociétés tontinières sont en effet accrus d'une moitié environ en sus de ce qu'ils pourraient être. Les entreprises ont voulu être sûres d'atteindre ainsi non seulement au règlement intégral des cotisations contre-assurées, mais encore d'obtenir un excédent à répartir qui serait un excellent moyen de réclame. Pourrait-on perdre à souscrire une opération de survie dans une société où votre décès, qui devrait annuler vos droits, vous donne au contraire, en échange d'une prime modique, deux et trois fois le montant de vos cotisations versées ! Il est facile, et différents auteurs l'ont vérifié, d'apercevoir l'excès de chargement des tarifs en les comparant au tarif de la Caisse Nationale des Retraites qui s'appuie sur les mêmes bases de mortalité. On a évalué à 50 0/0 environ la surprime ainsi demandée par les entreprises tontinières. Il n'est donc pas surprenant qu'à des tontinés leur versant une prime de un et demi pour un risque couvert par un, elles rendent en répartition un et demi, et non pas un. Cette équivalence est de toute justice.

L'autre cause des résultats donnés par la contre-assurance vient des tables de mortalité employées : une table basée sur des observations relatives à des assurés en cas

de vie donne des résultats différents de ceux d'une table de mortalité en cas de décès. Il est reconnu par la technique actuarielle que, toutes choses égales d'ailleurs, un groupe de personnes s'assurant en cas de vie présentera une mortalité plus lente qu'un groupe de personnes assurées en cas de décès. Il y a une auto-sélection qui s'opère d'elle-même. Le résultat, dans une caisse de contre-assurance, annexe d'assurances en cas de vie, est qu'il meurt moins de membres, et que la caisse se trouve avoir à répartir son produit annuel entre un petit nombre d'ayants droit, tandis qu'il y aurait plus de décès, partant plus d'ayants droit à indemniser, dans une caisse d'assurances en cas de décès pure et simple.

L'auto-sélection ainsi observée vient donc s'ajouter à la majoration de chargement des primes et donner des résultats de contre-assurance supérieurs aux primes versées en cas de vie, parfois doubles.

Cependant, quel est le désir d'un homme qui contre-assure des primes qu'il verse ? C'est qu'elles ne soient pas perdues au cas de sa mort avant le terme fixé dans son contrat en cas de vie. Tel est son but essentiel et le remboursement de ses déboursés lui suffirait : c'est ce qui se passe dans les sociétés authentiques d'assurances sur la vie où un nombre très important d'assurances de capitaux différés est fait avec contre-assurance.

Le contractant ne demande en principe rien au-delà. Mais, pour l'aiguillonner à souscrire une « part », on vient glisser dans l'opération mathématique de contre-assurance une idée de spéculation. On lui promet et on lui montre qu'il a, dans son adhésion, le moyen de faire sa fortune, au moins de se créer des capitaux, et cela *qu'il vive ou qu'il meure*. S'il vit : à lui les résultats bril-

lants d'une capitalisation admirable à 120 0. S'il meurt : le versement du double, du triple de ses débours. De quelque côté qu'on se tourne, il faut crier au miracle. Une si bonne affaire est rare. Il faut souscrire et sans attendre une heure.

Ces répartitions de décès devraient-elles avoir une telle importance, si on leur retire leur mérite de réclame alléchante ? Non certes. Si, en effet (le cas s'est présenté), un individu meurt ayant payé 360 francs de primes de survie et que ses héritiers reçoivent de la caisse de contre-assurance près de 1.280 francs, cette caisse leur verse en réalité 900 francs de plus qu'elle ne leur garantissait, et ces 900 francs sont en somme la propriété de chaque associé contre-assuré, admis ou non à bénéficier de l'opération de contre-assurance.

La société tontinière, en effet, a demandé à chacun d'eux un excédent de prime. Cet excédent appartient à ceux qui l'ont fourni, quand le risque visé (le remboursement des primes) a été couvert par une portion de l'avoir de la caisse. Le risque étant couvert en « mutualité », lorsque les indemnités versées et les frais généraux auraient été déduits de l'avoir de la caisse, le surplus devrait équitablement être restitué aux adhérents survivants, proportionnellement à leurs versements. La mutualité permet de répartir sur mille têtes un risque qui en eut écrasé une seule : chacun fait un sacrifice minime et le total ainsi produit vient indemniser de leurs pertes les membres que le sort a frappés. Mais ce n'est qu'une indemnité que l'on cherche, que l'on veut. Ce n'est pas un profit, une heureuse spéculation de quelques-uns, qu'on désire réaliser, au détriment de la masse, grevée de charges alourdies.

La contre-assurance doit rendre les primes versées. Cela et rien d'autre. Toute somme supplémentaire

qu'elle donne est prise sur un excédent de recettes qui devrait faire ristourne aux survivants trop taxés. Le bénéficiaire, l'ayant droit, ne doivent point être placés dans une situation meilleure que si l'opération principale avait eu son cours normal. N'oublions pas que le grand but est de créer un capital en cas de vie, et qu'on y adjoint (qu'on devrait y adjoindre) la contre-assurance, dans la seule pensée de ne pas perdre entièrement le fruit d'épargnes annuelles ; elle est donc l'opération accessoire ; or, dans les combinaisons tontinières, elle dévie tellement de son but qu'elle arrive à devenir l'opération principale.

Les exemples en sont fréquents ; un procès, vieux de quelques années, plaidé devant le tribunal de la Seine, montrera les abus que la Tontine peut engendrer, sous cet aspect de la contre-assurance :

Une dame C .., de Lyon, versait, en 1891, à une société tontinière, une prime unique de 10.000 francs pour faire entrer dans une association en cas de vie une tête de 77 ans. En même temps, elle contre-assurait cette prime unique moyennant une autre prime unique de 1.095 francs.

La société eut dû, il semble, être surprise d'une souscription si élevée, sur une tête aussi chenue. Le septuagénaire n'avait pas devant lui bien des années de vie, et c'était s'exposer bien légèrement à la perte des 10.000 francs. Mais, mesure prudente, on les avait contre-assurés.

S'il était surprenant de voir un vieillard de 77 ans s'assurer en cas de vie, n'était-il pas aussi étrange de l'assurer en cas de décès, en dehors de tout examen médical ; dans les jeunes années, on peut en dispenser les adeptes de l'assurance en cas de vie avec contre-

assurance, mais alors les chances de vie et de mort s'équilibrent. Il n'en est plus de même aux alentours de 80 ans.

Le vieillard, soucieux de ne point trop vivre, mourut quelques mois après la signature de son contrat. L'association en cas de vie encaissa la somme de 10.000 francs, l'association de contre-assurance versa à la bénéficiaire 28.808 fr. 56. Le gain net : au-delà des deux primes payées récupérées, s'élevait à 17.713 fr. 56.

La spéculation était si tentante, que trois ans après, la même personne la recommença sur une plus vaste échelle. Versant, en 1894, 34.000 francs en prime unique en cas de vie sur une autre tête aussi peu solide que la première, et la contre-assurant en même temps, elle reçut, peu après, une somme de contre-assurance de 54.765 francs.

La même année, un conducteur d'omnibus versait sur la tête de son fils de 28 ans, mourant, 8.000 francs qu'il contre-assurait. Trois mois après, il en touchait 13.318.

La contre-assurance ainsi pratiquée arrive à devenir une véritable Tontine en cas de décès. Au lieu qu'il soit avantageux de survivre, il devient ici souvent plus profitable de mourir avant le terme du contrat. La caisse de contre-assurance n'a d'ailleurs point de limitation dans ses facultés. Elle peut, si les décès sont, une année, très rares parmi des souscripteurs très nombreux, distribuer aux ayants droit des disparus des sommes considérables. Si la mortalité était au contraire excessive, les indemnités de contre-assurance seraient ramenées à leur véritable taux : le remboursement des primes versées, ou même à un taux inférieur.

Il y a donc dans cette opération un aléa constant, une incertitude souveraine. Mais le mirage des promesses

entraîne les hésitants : bénéfices par ici, bénéfices par là. Comment repousser, sinon par folie, un emploi si fructueux de la plus petite épargne ?

La conception et la mise en œuvre de la contre-assurance tontinière viennent encore se heurter à d'autres obstacles, sinon théoriques, du moins légaux et pratiques, obstacles que les sociétés semblent n'avoir pas aperçus. Ce conflit a été signalé par l'un des membres agrégés de l'Institut des actuaires français, M. Quiquet, actuaire de *La Nationale-Vie*, au Congrès international d'actuaires de Berlin, en 1905.

On se souvient qu'à la suite d'une mortalité infantile inexplicable, dans certaines localités du département du Nord (Halluin spécialement), l'Académie de médecine, le 3 mars 1903, sur le rapport du Dr Budin, pria le gouvernement de prescrire une enquête sérieuse sur ces faits. M. Budin voyait une des causes de cette mortalité anormale dans la souscription d'assurances en cas de décès de petits capitaux, souscription opérée par des parents ou des nourrices sur des têtes de quelques mois ou de quelques années. L'enquête démontra que, si cette cause avait été exagérée, il n'y en avait pas moins là un gros danger : l'appât de toucher le capital assuré pouvait entraîner à d'horribles spéculations, d'autant moins faciles à établir que la fragilité de l'existence est extrême dans les premiers temps de la vie.

Il apparut donc nécessaire de prohiber absolument l'assurance en cas de décès d'enfants en bas âge, souscrite aussi bien au profit des parents qu'au profit de personnes étrangères à l'enfant.

La loi du 8 décembre 1904 vint réaliser cette interdiction ; art. 1^{er} : « Est considérée comme contraire à

« l'ordre public toute assurance au décès reposant sur « la tête d'enfants de moins de 12 ans. »

L'article 49 de l'avant projet de loi sur le contrat d'assurance (1904), étend cette nullité jusqu'à l'âge de 15 ans. La nullité peut être demandée par l'assureur, le souscripteur ou le représentant de l'incapable. Les primes payées devront être restituées, et l'article 49 édicte des amendes de 100 fr. à 5.000 fr. devant punir l'assureur et le souscripteur de chaque violation consciente de la prohibition établie.

Il est pourtant un moyen de rendre vaines ces sages précautions et de tourner cette loi d'ordre public : la contre-assurance tontinière.

L'article 2 de la loi du 8 décembre 1904 édicte en effet : « Sont exceptées les contre-assurances contractées « en vue d'assurer en cas de décès le remboursement « des primes versées pour une assurance en cas de « vie. »

Il est certain que, dans le cas d'une assurance dotale par exemple, souscrite pour constituer un capital donné à un enfant à sa majorité, la contre-assurance des primes versées pouvait et devait même être admise comme l'accessoire de l'opération principale. L'article 49, 6°, de l'avant-projet de loi sur le contrat d'assurance (1904) parle, lui aussi, « d'assurance, pour le « cas de décès, du remboursement des primes payées, « en exécution d'un contrat d'assurance en cas de « vie... »

La contre-assurance est donc, dans l'un comme l'autre de ces textes, destinée, sans erreur possible, à assurer le remboursement des primes versées en cas de vie, mais non pas à procurer, au-delà de ces sommes, un gain quelconque aux bénéficiaires des contrats.

Si cette opération peut donner beaucoup plus qu'elle

ne doit réellement, si elle est d'un rapport financier si fructueux, ne va-t-elle pas, d'elle-même, s'offrir aux spéculateurs les plus louches? Le jour où un père, un tuteur, dénaturés, verront qu'ils ont à leur portée un moyen si simple de s'enrichir, en laissant mourir les enfants dont ils ont la charge, ils emploieront ce procédé. La spéculation a été faite sur des têtes de vieillards, rien ne saurait empêcher qu'elle se renouvelât sur des têtes très jeunes, de 1 à 12 ans... rien, sinon l'application littérale d'une loi votée, ayant toute valeur législative, celle du 8 décembre 1904.

Cette loi est stricte : elle prohibe l'assurance en cas de décès sur des têtes de moins de 12 ans. Elle autorise cependant les contre-assurances devant rembourser les primes versées en cas de vie.

Or, les sociétés tontinières acceptant d'assurer, en cas de vie, les enfants depuis l'âge d'un an, et, d'autre part, de contre-assurer les versements en cas de vie, toujours depuis l'âge d'un an, le dilemme suivant se pose :

Ou les sociétés tontinières remboursent par la contre-assurance les seuls versements opérés pour l'assurance en cas de vie, et cette forme d'assurance au décès est parfaitement licite ;

Ou les sociétés tontinières attribuent, de par la contre-assurance, des sommes supérieures aux cotisations en cas de vie, versées ; elles font alors de l'assurance en cas de décès (à capital indéterminé si l'on veut), au-dessous de 12 ans, et la loi de 1904 a expressément prohibé cette opération.

Nous ne pouvons que conclure, selon le deuxième terme du dilemme posé, qu'aucune raison n'existe de

laisser les entreprises tontinières violer manifestement une loi d'ordre public édictée dans leur pays. Il importe que le Gouvernement veille à son exacte application : que la contre-assurance en soit une réellement et non point une Tontine en cas de décès ; ou bien que les assurances tontinières en cas de vie, sur les têtes de 1 à 12 ans, ne puissent être doublées d'assurance en cas de décès.

Ce sera le seul moyen pratique d'éviter les abus auxquels le législateur a voulu radicalement remédier.

II

Le calcul des « Souscriptions réalisées »

Les murs de nos villes et de nos villages, les dernières pages des grands quotidiens, sont, chaque jour, envahis par des affiches multicolores, par des annonces en gros caractères où flamboient, où s'étalent, démesurément grossis, des chiffres de souscriptions réalisées par l'une ou l'autre des sociétés tontinières dont nous avons parlé.

La puissance de la réclame sur les esprits naïfs ou préoccupés, la continuité d'une publicité large et encombrante, finissent par influencer les masses, peu expérimentées certainement, dont ces affirmations occupent les yeux.

La liberté la plus complète a régné jusqu'ici dans les énonciations des avantages qu'offrent au public les sociétés d'assurances, particulièrement dans celles que les sociétés, dont nous nous occupons ici, ont répandu avec profusion par l'affichage et par la presse.

L'un des dangers d'erreur auxquels les sociétés tontinières exposent les lecteurs de leur propagande, vient du chiffre, qui paraît énorme, des « souscriptions réalisées ».

La plupart d'entre elles, en effet, comptent dans leur chiffre de production, à la fois le total des versements à venir pour leur combinaison d'assurance en cas de vie, et le même total de ces versements que vient garantir leur opération conjointe de contre-assurance en cas de décès.

Les sociétés d'assurances ordinaires font entrer dans

le chiffre de leur production, sous l'étiquette de capital différé, l'opération (unique ou double, suivant qu'elle est réalisée sans ou avec contre-assurance des primes versées) que leur assuré leur a souscrit. Un capital différé de 5.000 francs, qu'il y ait ou non contre-assurance, ne compte que pour 5.000 francs. Au contraire, dans une société tontinière, l'administration fera figurer :

1^o Le montant des versements de la période d'assurance entière prévue, soit 1.000 francs par exemple ;

2^o Ce même capital de 1.000 francs couvert par une contre-assurance, en cas de décès, des cotisations versées, contre-assurance qui coûte en moyenne 90 francs au porteur de part. Ce capital, deux fois compté, sert puissamment à grossir, à enfler le chiffre dit des « souscriptions réalisées », qui s'étalera en tête de tous les prospectus, de toutes les revues, de tous les affichages muraux.

C'est, en réalité, le chiffre de 1.090 francs, seul en cause, qu'il faudrait inscrire sur le tableau de la production, pour chaque part. C'est le chiffre de 2.000 francs qui y figure abusivement.

Ce n'est point tout. Lorsqu'un client de ces institutions cesse ses versements et que son assurance en cas de vie cesse d'exister pour son chiffre ancien, de 1.000 francs par exemple, il y aurait lieu de défalquer le montant de cette part du montant des « souscriptions réalisées ».

Or, cette soustraction n'est point faite.

De ces deux constatations ressort une double source d'exagération des chiffres :

Grossissement à l'origine du capital des souscriptions ;

Non défalcation, au cours des périodes, des contrats défaillants.

Si l'on considère les tableaux publiés par une de ces sociétés, *La Mutuelle de France et des Colonies*, et qu'au regard de son chiffre de production global on place les sommes qu'elle gère, à titre de réserves de ses contrats en cours, on verra qu'en fin 1905, elle avait en caisse contre plus de 500.000.000 de souscriptions : 45 millions de francs environ (1).

Tandis que quelques-unes des grandes compagnies nationales d'assurances sur la vie, dont les réserves sont calculées par des actuaires, enregistraient :

La Nationale, pour 751.617.600 fr. de capitaux assurés et 23.824.000 fr. de rentes constituées, des réserves de 517.626.193 fr.

La Compagnie d'assurances générales, pour 870 millions 880.000 fr. de capitaux assurés et 45.420.000 fr. de rentes constituées, des réserves de 790.978.252 fr., et ainsi de suite.

La différence dans les rapports des deux chiffres, capitaux assurés et réserves, ou du moins Avoir en caisse, saute aux yeux. Il y a donc dans la publicité des sociétés tontinières une véritable réforme à opérer : à côté des souscriptions réalisées depuis l'origine, il faudrait voir les souscriptions en cours. Les tableaux que les entreprises devront remettre périodiquement au ministère, tableaux dont nous avons précédemment parlé, donneront bien ces renseignements, mais aux lecteurs de *l'Officiel*, et non point des quotidiens répandus.

Le Gouvernement ne pourrait-il intervenir dans le but

(1) M. H. BONNAY, *Moniteur du Commerce et de l'Industrie*, numéro du 15 juillet 1907.

d'éclairer les masses sur l'exacte valeur des affirmations tontinières, de rendre très nettes les publications qu'elles donnent? Il dispose maintenant des pouvoirs à lui attribués par l'article 16 § 4 de la loi de contrôle, ou, tout au moins, il peut obtenir, par la seule menace de cette arme, des réformes satisfaisantes.

L'énoncé de chiffres formidables, pleins de doubles emplois, surprend et impressionne le public, qui « s'américanise » de plus en plus, si l'on veut nous permettre cette expression. Ces impressions physiques extérieures, en des opérations financières, ont de trop graves conséquences pratiques pour qu'on ne veille pas à empêcher les yeux de se fixer sur des chiffres amphibologiques.

Il faut, d'autre part, que les opérations en cours de toute société tontinière soient calculées d'après les règles de loyale exactitude que professe la science actuarielle. Il faut qu'un même contrat ne figure point à deux reprises dans le total des souscriptions d'une année. Il faut que, s'il disparaît du portefeuille, son montant en soit défalqué, au moins jusqu'à concurrence de sa valeur de réduction, qui doit seule représenter son crédit dans les comptes de la société.

Il faut enfin que figurent dans les opérations réalisées celles-là seules dont le versement des primes s'effectue aux échéances fixées, en écartant entièrement les souscriptions annulables : contrats qui, pour insolvabilité ou toute autre cause, ne peuvent jamais se régulariser.

Lorsque ces amendements seront apportés dans les calculs, le public pourra apprécier sainement, sur des chiffres précis, sûrs, la valeur d'une telle société, jugée sur sa production. Un contrôle, une comparaison lui seront faciles et naturels.

Il y aurait beaucoup à dire sur d'autres affirmations qui, faites à grand tapage de réclame, finissent par paraître exactes à force de constance dans leur répétition.

Citons encore une autre série d'abus :

Les sociétés tontinières se parent volontiers d'un titre officiel, se présentent au public comme des institutions d'Etat. Gérant des fonds dont il paie l'intérêt, certaines ont prétendu « faire de l'assurance pour le compte de l'Etat », ou, mieux encore, que l'Etat était « leur tuteur et leur caissier ».

Au cours d'un procès récent, on signala le fait d'un caissier d'une recette des finances, agent d'une Tontine, qui inscrivait à la suite de son titre administratif celui de sa société, et timbraît ses prospectus du cachet de la recette des finances. L'habileté de quelques entreprises fut précisément de choisir des représentants dans les personnels des receveurs et des percepteurs des deniers publics. Au guichet où l'on verse ses impôts, on viendra verser ses cotisations, et très vite on croira, dans la masse, que la société tontinière est une institution que l'Etat contrôle, surveille, administre même.

Pour perpétuer cette illusion et la faire entrer par différents canaux au plus profond de l'intellect humain, elle recourra, pour ses réclames, de préférence au *Journal Officiel*. Puis, cette publicité faite, — publicité ouverte à tout venant disposé à payer ses annonces aux prix fixés par les tarifs dudit journal, — la Tontine, dans ses brochures de propagande, dans la presse, ingénieusement, insérera la mention suivante en tête de page : « *Extrait du Journal Officiel en date du...* » ou bien « *Extrait des états de répartition... publiés au Journal Officiel du...* »

Quelles armes entre des mains habiles, en face de gens loyaux ou ignorants !

Est-ce suffisant ? Pas encore. Les journaux imprimeront en gros caractères que la Société X... est une « œuvre de mutualité pure », qu'elle est « autorisée par décret spécial du Président de la République », qu'elle est « approuvée par le Conseil d'État », qu'elle « fonctionne sous la surveillance directe et effective de l'État », etc., etc.

Et nous ne finirions point s'il fallait analyser toutes les promesses, tous les mirages tontiniers.

L'abus de la réclame a d'ailleurs frappé bien des esprits, non seulement chez les contemporains, mais déjà dans les générations antérieures. Au commencement du xix^e siècle, nous trouvons dans des brochures du temps les critiques que nous avons précédemment faites, et sous une forme plus large encore : « Il est nécessaire, il est urgent de prémunir le public « contre les calculs de la cupidité ou contre la séduction « d'apparences évidemment trompeuses, de le prémunir « contre la légèreté, trop souvent extrême, avec laquelle, « dans ses préventions favorables ou défavorables, il « accorde ou retire sa confiance. » Et plus loin : « Certains de ces établissements, si on les croit, sont, « comme une nouvelle Providence, toujours prêts, au « moyen du plus léger sacrifice fait d'avance, à com- « penser tous les intérêts, à réparer toutes les pertes à « accroître toutes les fortunes ; d'autres bâtissent, sur « le fondement de quelques centimes, d'immenses revenus que l'on saisit déjà par la pensée, tant leur « évidence est démontrée ! »

Un autre auteur, M. de Montferrand, auteur d'une table de mortalité, s'attachait à démontrer les inconvénients de cette publicité déréglée des entreprises de son temps :

« Elles ont un danger qui leur est propre, l'exagéra-

« *tion des résultats présumés.* Les directeurs se la per-
« mettent volontiers et sans scrupule, puisque l'erreur,
« s'il y en a une, sera rectifiée par l'expérience et qu'ils
« n'ont personnellement aucun intérêt direct au mon-
« tant de la répartition. Cette tendance ne saurait être
« trop, ni trop fortement réprimée, car elle a pour ef-
« fet d'appeler dans les assurances, non pas les pères
« de famille prudents et économes, mais les spécula-
« teurs, hommes aventureux, qui viennent jouer, sur
« leur vie ou sur celle de leurs proches, dans l'espoir
« d'un bénéfice considérable. On excite ainsi la passion
« du jeu au lieu de l'esprit d'économie, et lorsque les
« répartitions ramèneront les choses à leur juste va-
« leur, les joueurs se retireront mécontents et désap-
« pointés... »

La prédiction s'est réalisée. Mais l'humanité, revenue aux mêmes erreurs, l'a vue de nouveau renaître et la reverra s'affirmer.

III

L'abus des frais de gestion.

Ce n'est point aujourd'hui seulement que s'élèvent de violentes critiques contre ce que nous avons appelé l'abus des frais de gestion. Les nombreuses entreprises tontinières qui ont fleuri dans la première moitié du XIX^e siècle avaient déjà ces vices de constitution, et les publicistes du temps n'avaient point manqué de les apercevoir et de les signaler à leurs contemporains.

C'est ainsi que, vers 1853, un ancien élève de l'Ecole Polytechnique, M. V. Brongniart, examinait, dans une brochure très étudiée, les critiques que soulevaient les opérations tontinières, et plusieurs passages de cet écrit sont intéressants à retenir.

Il remarque tout d'abord, au point de vue des échéances, annoncées par les prospectus tontiniers comme devant être nombreuses et devant accroître considérablement la masse à partager, que généralement les souscripteurs défaillants sont ceux n'ayant versé qu'un tout petit nombre de cotisations. La masse, lors de la liquidation, en sera donc très peu accrue. D'où la part de chaque tontiné survivant n'en sera guère augmentée.

Il consacre ensuite un long développement à la pratique en usage, alors comme aujourd'hui, du prélèvement des frais de gestion sur la première année d'encaissement des cotisations. Le passage entier de la brochure est à citer presque sans commentaires :

« Dans les sociétés tontinières, la compagnie d'assurance » — qui administre les associations tontinières,

« la société de gestion — « est un intermédiaire tout à
« fait désintéressé à ce qui peut arriver aux souscrip-
« teurs ; que ceux-ci vivent ou meurent, se laissent ou
« non déchoir, peu lui importe. *Elle a commencé par*
« *toucher de chacun d'eux une somme égale au vingtième*
« *de l'engagement pris vis-à-vis de la caisse commune.* En-
« suite, que lui fait le plus ou moins d'exactitude apporté
« au versement des primes annuelles consenties ? Son
« rôle se borne à recevoir l'argent des souscripteurs, à
« l'échanger contre des titres de rentes sur l'Etat, à faire
« connaître aux associés en retard les déchéances en-
« courues, enfin à régler, à l'expiration de chaque Ton-
« tine, le dividende revenant aux survivants. »

« La seule chose qui la touche directement, c'est
« *d'attirer le plus grand nombre possible de souscripteurs ;*
« *car de ce nombre dépend la quantité de frais de gestion*
« *versés dans sa caisse.* »

« Pour arriver à ce but, elle ne craint pas de faire
« briller aux yeux de ses futurs clients *l'amorce trom-*
« *peuse de bénéfices irréalisables.* Ses prospectus d'un côté,
« ses agents de l'autre, promettent à l'envi des résultats
« d'autant plus éloignés de la vérité que le nombre de
« ceux qui se laisseront prendre à cet appât sera plus
« considérable. »

« *Ne serait-il pas juste, par exemple, de décider que*
« les compagnies, au lieu de prélever de suite un ving-
« tième des sommes que chaque associé s'engage à ver-
« ser en 15 ou 20 ans dans la masse d'une Tontine, *ne*
« *seront plus autorisées qu'à percevoir 5 0/0 des primes*
« *réellement versées chaque année par les associés sur-*
« *vivants ?* »

La citation de notre auteur n'est-elle point typique ?

N'est-elle point actuelle ? L'escompte des frais de gestion n'est pas un abus exclusivement moderne. La même cause, le désir des fondateurs de s'enrichir, n'a-t-elle point toujours eu les mêmes effets ?

Il nous faut néanmoins remarquer que les sociétés de gestion d'il y a soixante ans portaient, dans leurs exigences, déjà inacceptables au point de vue du bon sens et de la loyauté commerciale, moins d'âpre recherche du gain que leurs sœurs contemporaines. Si l'auteur de la brochure s'élève avec tant de vigueur contre une dîme de gestion qui s'élève à un vingtième des versements totaux des souscripteurs, combien ne serait-il pas plus ardent encore à dénoncer les prélèvements qu'opèrent les sociétés tontinières modernes. *Ce n'est pas un vingtième du capital, mais en réalité un onzième* de celui-ci que prélèvent la plupart des entreprises.

Et n'est-ce pas bien davantage, si l'on songe qu'une des grosses dépenses de l'administration : l'achat, la garde, la vente des valeurs mobilières est toute entière soldée par des prélèvements supplémentaires sur l'avoir de la masse ; si l'on songe encore que les frais de recouvrement des cotisations sont à la charge des sociétaires, etc., etc.

Aussi la conclusion que V. Brongniart tirait de son examen approfondi, et cela en 1850, reçoit-elle de la situation actuelle des entreprises tontinières un jour nouveau, une consolidation éclatante. Voici comment il termine son étude :

« Dans un pays où le Gouvernement a fait le sacrifice
« des sommes considérables que lui rapportait l'exploit-
« tation de la loterie publique, ne supprimera-t-on pas
« quelque jour une industrie privée qui ne sert qu'à enri-
« chir quelques personnes, en tolérant qu'elles puissent

« faire des bénéfices hors de toute proportion avec ceux que réalisent les survivants de leurs Tontines. »

« Terminons en exprimant le vœu que ces opérations soient soumises à un contrôle plus sévère de la part du Gouvernement qui les autorise, et surtout à une appréciation plus éclairée de la part des personnes haut placées qui, sans s'être rendu compte des conséquences déplorables de leur adhésion, permettent d'inscrire leurs noms en tête des prospectus et patronnent ainsi une opération financière peu loyale, puisqu'elle est dans l'impossibilité de tenir ses promesses. »

Ce contrôle plus sévère devait être long à venir. La loi du 17 mars 1905 modifia, cinquante ans plus tard, les conditions d'existence des sociétés tontinières. Mais elle a été loin d'apporter en la matière les réformes désirables, les sauvegardes nécessaires.

Nous avons cité la brochure de M. Brongniart entre bien d'autres, comme la mieux pensée et la plus approfondie. Mais nous n'avons point trouvé en elle seule le reflet des critiques que les Tontines ont soulevées.

Une autre (1), de 1840, signale un procédé étrange et ingénieux destiné à donner aux administrateurs tontiniers des profits larges : On offrait à des gens de verser 5 0/0 actuellement, en remise pour frais de gestion, sauf à payer, plus tard, quand ils le pourraient, le capital correspondant fixé. Au jour de la répartition fort éloignée, la société leur promettait quinze ou vingt fois ce capital. Combinaison habile, aventureuse pour l'adhérent, mais toujours fructueuse pour la gestion

(1) *Des Assurances et Associations sur la Vie.* — Paris, DELLOYE.

tontinière. Payez d'abord d'un coup tous les frais, disait-elle, ensuite vous me verserez vos économies et n'aurez plus à déboursier rien qui ne vous revienne un jour. Quand vous récupérerez dix ou vingt fois vos épargnes, regretterez-vous la faible rémunération de l'homme désintéressé qui vous mit, par devoir humain, sur le chemin de la Fortune ?

Il n'y avait, en l'occurrence, qu'une chose sûre, c'était qu'on avait payé les droits de gestion. Qu'on versât ou non des capitaux ensuite, il n'importait ; il eut été préférable même, pour l'administration tontinière, qu'elle n'eut pas le souci de les gérer. Et comme les versements d'épargne proprement dite ne se suivaient qu'au gré de la volonté des adhérents, nous imaginons aisément que l'entreprise de gestion les laissait volontiers oublier son existence et ne les importunait pas de ses réclamations désintéressées. Ses services payés, tout d'un coup et par avance, elle avait toute patience pour attendre qu'on vint les lui réclamer.

Si nous envisageons au fond ce qui se passe actuellement dans le même ordre d'idées, nous voyons, chose nullement étonnante, le même jeu réussir, la même pièce se jouer avec un égal succès. Sans doute, les couleurs de la parure ont été ranimées de tons vifs, mais la trame est restée la même. Le premier prélèvement opéré par les sociétés tontinières, c'est le montant global de leurs frais de gestion. Sans doute, les versements ultérieurs de primes sont prévus à des dates précises et régulières, mais c'est là pour l'administration l'accèssoire, et une telle entreprise serait loin d'être troublée si, dès la deuxième ou la troisième année, tous ses adhérents laissaient tomber leurs contrats. Vérité sans cesse renaissante au cours de cette thèse, vérité que nous tenons à affirmer à chaque nouvelle occasion.

Si l'on voulait étendre le champ des citations relatives à notre objet spécial, on trouverait encore dans une brochure de janvier 1821 (1) des passages comme ceux-ci :

« On a vivement critiqué tant les remises que se sont attribuées les administrateurs, que l'exagération des dividendes annoncées par les placards et les journaux. »

Et à propos du fonds social formé par les cotisations des adhérents : « On serait moins léger ou *moins prodigue*, si l'on se persuadait bien que ce dont on dit pose ainsi appartient aux actionnaires » — aux membres de la société, les adhérents — « qu'ils n'ont point l'intention de s'en dessaisir et que, s'ils paraissent avoir approuvé tacitement, par le fait de leur choix, *des charges qui leur portent préjudice*, c'est qu'ils n'ont pas compris que ce fussent des charges ou qu'ils n'en ont point senti les conséquences. »

Mais si, sans changer de sujet, nous continuons à dénoncer les abus des sociétés tontinières, nous trouverons chez nous un exemple contemporain, puisé dans un document officiel, le rapport de M. Louis Weber, commissaire contrôleur du Ministère du Commerce, au directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociale, en date du 28 juillet 1905.

L'administration, étonnée du chiffre très élevé des prélèvements effectués en 1904, à titre de droits de gestion statutaires, par une société tontinière de création récente, décida qu'une vérification sur place était

(1) *Principes sur lesquels doivent reposer les Etablissements de Prévoyance tels que Caisses d'Epargne, Tontines, Assurances sur la vie, etc.* — Paris. RENARD, janvier 1821.

nécessaire. L'élévation anormale signalée parut à l'enquêteur, M. Weber, due « à un changement capital apporté par la société en 1904 dans le mode des prélèvements. » Jusqu'en avril 1904, elle prélevait ses droits de gestion de 6 0/0 sur les versements afférents aux souscriptions considérées individuellement. Le 16 avril 1904, le conseil d'administration décida que le prélèvement de 6 0/0 au total « serait effectué désormais *sur la masse de chaque association* » et non sur chaque souscription isolée, et ceci *retroactivement*, jusqu'à 1898, date d'origine de la société. M. Weber refit les calculs pour les diverses associations, 1898, 1899, etc., il y vit l'application du même nouveau principe, à savoir que le « prélèvement total devenait égal au produit maximum que la gestion aurait pu recevoir de l'association « 18., si tous les souscripteurs avaient continué leurs versements jusqu'à concurrence du montant intégral du droit statutaire. » Le droit de 1 0/0, perçu pour alimenter le fonds de garantie, avait été prélevé de même, globalement et *retroactivement*. C'était, au total, un boni de 150.000 francs environ, réalisé par la gestion.

Les souscripteurs, eux, qui lui avaient payé leurs 6 0/0 de droits statutaires, se trouvant devenir solidairement débiteurs de tous les adhérents qui n'avaient jamais ou avaient partiellement payé ces droits, ont de ce fait supporté, par une diminution de leurs masses, des droits de gestion sensiblement plus élevés que ceux établis par les statuts.

La conclusion de M. Weber était nette. D'abord le retrait d'autorisation s'imposait en présence des violations statutaires. Il y a plus : les sociétaires n'avaient jamais été prévenus, non plus que les assemblées générales avisées, de la nouvelle méthode appliquée aux frais de gestion. Elle avait ensuite le danger de pouvoir

imposer, à un sociétaire entré dans une association où les réalisations précoces sont nombreuses, le prélèvement sur ses versements d'une somme indéterminée. C'est donc une véritable « spoliation des sociétaires » qui pourrait bien inciter une société à recueillir de nombreuses souscriptions fictives. M. Weber demandait enfin, pour arrêter des agissements aussi blâmables et dangereux, que la justice en informât. Elle fut saisie et ce fut tout.

Le même fait d'ailleurs peut se produire dans d'autres sociétés tontinières où il est alors réglé par les statuts. Dans l'une d'elles, en effet, les porteurs de parts de 1.000 francs versent à la gestion 7 0/0 du total des cotisations dits pour frais de gestion et 1 0/0 pour alimenter le fonds de garantie (ou de réserve). Le versement de la première année est de 72 fr., or il ne peut permettre de récupérer : 7 0/0 sur 1000 fr. = 70 fr.; 1 0/0 sur 1 000 fr. = 10 fr.; + un droit d'entrée de 5 fr.: soit au total 85 francs. Donc en consacrant à la seule gestion le versement de première année, l'adhérent reste encore lui devoir 13 francs, ou 8 francs par part, si l'on met de côté le droit d'entrée. Dans cette société, la première année de versement est seule obligatoire, mais les versements de l'ensemble des adhérents, pendant la seconde année restent destinés à garantir le paiement à la société du surplus des frais de gestion que les défaillants de première année n'ont pas versés jusqu'au bout. Remarquons encore que si la première année de versements est obligatoire, dans la plupart des cas sinon dans leur totalité (et quelques sentences de Justices de Paix récentes vont encore accélérer ce mouvement), les sociétés tontinières ne poursuivent pas judiciairement le recouvrement de la portion d'année non acquittée. La raison en est simple: sans frais de procédure, ils prélèvent

l'année suivante sur les versements des adhérents fidèles de quoi reconstituer l'insuffisante prestation opérée sur ceux des souscripteurs inconstants. En même temps ils évitent d'attirer l'attention publique sur les prélèvements philanthropiques, dont ils ont bien voulu récompenser eux-mêmes leurs travaux désintéressés.

C'est toujours rendre les sociétaires solidaires les uns des autres, à leur grand détriment possible. C'est inciter des sociétés, emportées déjà dans un ouragan de réclame, à recueillir des chiffres de souscription fabuleux, en réalité souscriptions fictives. L'intérêt de la gestion est là : instrument de réclame, objet de profits.

Comment éviter ces dangereuses pratiques ? Il n'y aurait qu'un moyen : la suppression de l'escompte des frais de gestion et leur annualité. Il faudrait les verser au fur et à mesure de l'encaissement des cotisations.

Les avantages de la suppression de cet escompte seraient nombreux.

D'abord la capitalisation des premiers versements, dont la période de revenus est la plus longue, permettrait d'augmenter le produit total à la répartition.

Puis la société de gestion aurait intérêt à maintenir les contrats de ses sociétaires dont la fidélité lui est actuellement une charge qui ne lui est pas indifférente.

Les souscriptions fictives n'auraient ainsi plus de raison d'être, ni de conséquences dangereuses pour les intérêts des adhérents fidèles à leurs associations.

La masse à répartir serait, d'ailleurs, plus importante, les frais de gestion étant annuels, car la part des défaillants ou des morts n'aurait pas supporté des prélèvements aussi lourds que le prélèvement global absorbant toute la première année et une partie de la seconde.

Enfin, le service est rendu chaque année : chaque année il sera rémunéré, c'est de toute logique. Pourquoi

le payer d'avance ? Sinon pour assurer à la gestion tout son bénéfice, que l'affaire tienne ou qu'elle s'écroule.

Quant au taux des frais de gestion, il conviendrait qu'il fût abaissé très sensiblement si l'on continue à laisser en dehors de lui les incessantes dépenses d'à côté que les associations supportent sur leurs masses.

Les masses paient, en effet (en plus du complément des 8 0/0 de frais de gestion des sociétaires défaillants pendant la première année ou au début de la seconde, complément qu'elles ne paieraient plus d'ailleurs avec un régime de rémunération annuelle sur les seules primes perçues) : les frais d'achat, de vente, de transfert, de garde, des rentes ou autres valeurs, le coût du timbre des polices, les frais de recouvrement des cotisations (dépense de l'administration centrale, s'il en est une !), tout impôt ou frais que la loi pourrait faire peser sur la société.

Les frais nécessités par les associations sont, par suite, en très grande partie, payés par elles, en plus de la rétribution déjà lourde qu'elles ont versé pour y faire face.

Les frais de gestion sont donc infiniment supérieurs aux dépenses faibles des bureaux de l'administration centrale : certaines sociétés tontinières déclarant dépasser 50 ou 100.000.000 de souscriptions par an, ont touché 4 ou 8.000.000 de rémunération, dont le seul revenu suffirait pour gérer 3 ou 4 associations de 15 ans de durée chacune au lieu d'une seule.

On peut estimer, d'après cela, quelle large part se réservent les actionnaires, autrefois dissimulés, aujourd'hui avoués, des entreprises de gestion. Leurs dividendes étant fortement établis, le surplus du revenu annuel sera lancé dans des frais de publicité insensée qui donnera dix fois en souscriptions le prix qu'elle

aura coûté. Et la société fera un nouveau bond dans les millions et dans la gloire, ouvrant sans cesse l'écluse d'où les frais de gestion tombent énormes et grossissants dans ses caisses.

Nous arrivons encore ici à la conclusion que, ce qui importe, dans une institution tontinière, aux chefs, directeurs ou administrateurs de l'affaire, sous leurs masques de philanthropes, c'est toujours et avant tout, d'attirer une clientèle grandissante, de tirer d'elle, d'un seul coup, un profit immédiat. Si les adhérents ne peuvent tous payer ses services, qu'importe, la mutualité est là qui sauvera la vie de ses apôtres : les adhérents sérieux paieront pour les insolubles. C'est avoir le jugement malsain que d'y trouver à redire.

IV

Les Résultats de la Gestion des Tontines.

Les Tontines, dans leur histoire déjà vieille, n'ont jamais donné que des résultats décevants, à quelques exceptions près. Les promesses trop brillantes ne sont jamais les mieux tenues, et l'institution tontinière fut à deux ou trois reprises ainsi discréditée après avoir joui d'une faveur insigne et éphémère. Morte à la veille de la Révolution, elle reprenait autour de 1830 une vie ardente, qui, vers 1850-60, la rendait, consumée, au tombeau. Mais une braise couvait sous la cendre : une société avait survécu, qui, dans ces quinze dernières années, profitant de la hausse des fonds publics, attira, par des répartitions importantes, l'attention de quelques lanceurs d'affaires habiles qui rendirent à cette « Morte-Vivante », la Tontine, un regain de vie et de célébrité. Actuellement, les temps sont proches où l'on verra les résultats des associations de douze ou quinze ans fondées, et où l'on constatera, selon nous, la vanité de leur institution.

En effet, la source profonde et principale des bénéfices tontiniers est, comme elle le fut toujours, dans la variation, en hausse, des valeurs acquises par les associés. C'est, avant tout, un jeu de Bourse sur la rente, ou sur d'autres valeurs de placement très sûres, jeu qui a parfois réussi. Une Tontine, fondée vers 1870, aurait trouvé le 3 0/0 français au cours de 70 fr. environ. Vingt ans après, à sa liquidation, il valait 98 fr., 100 fr.,

dépassait ensuite le pair. La capitalisation voyait son taux diminuer, mais le capital croissait vite, et dans une proportion plus forte. L'association réalisait de ce seul fait un bénéfice très important.

Cette heureuse spéculation engendra tout un essaim de sociétés tontinières avides d'enrichir des adhérents, en s'enrichissant en même temps, et ne songeant point, ou ne voulant pas songer, que la rente montée très haut achetée par eux à cette époque, ne pouvait plus que descendre, devant réaliser ainsi, à la liquidation, une moins-value appréciable, au lieu d'une plus-value. Si le 3 0/0 a dépassé 100, 103, 106, 107 fr. même vers 1890, il est depuis, peu à peu, revenu au pair, et puis il l'a abandonné, descendant à 95, 94, 92 fr. même, et semblant stable vers ces cours.

Une étude faite en 1899 sur *Le Conservateur* (1), envisageait toute une série d'hypothèses où les associations ne devaient pas jouir de bénéfices bien importants sur placements faits :

I. — *Le 3 0/0, restant autour de 102 à 103 fr.*, aura un taux de capitalisation très faible (2,91 0 0). Il n'y aura pas de plus-value à recueillir.

II. — *Le 3 0/0 baisse*. — Le taux de placement s'élèvera, mais au détriment du capital d'acquisition, qui diminue. Lors de la liquidation, le tontiné perdra plus en moins-value sur le capital qu'il n'a reçu en accroissement d'intérêt. C'est la situation inverse de celle qui donna de beaux résultats (1870-1890).

III. — *Le 3 0/0 monte*. — Il dépasse le pair. Il y aurait

(1) X. y. — *Le Conservateur*, son caractère industriel, son fonctionnement. Paris. L. DULAC, éditeur.

bénéfice sur le capital, si, au-delà du pair, l'Etat n'avait pas le devoir et l'intérêt de convertir la rente. Le tontiné perdra par conséquent à la fois sur le capital et sur le revenu.

IV. — *Le 3 0/0 a des fluctuations de hausse et de baisse.*

— Il y aura lieu d'appliquer alors les observations ci-dessus faites aux alinéas II (baisse) et III (hausse). L'avantage des tontiniers n'existera que si la liquidation arrive dans une période de hausse avant la conversion.

Tout homme raisonnable ne peut donc espérer retirer de son adhésion à une entreprise tontinière des avantages de placement plus élevés que si, lui-même, il avait placé ses épargnes en rente française, ou en obligations de chemins de fer. Il courra de plus le danger de tout perdre s'il cesse ses versements avant l'échéance du contrat, ou s'il meurt auparavant.

Le même homme pourrait aussi bien placer ses économies à la Caisse d'Epargne, qui lui en garantirait un intérêt fixe (3 0/0, par ex.) A celle-ci il incombera d'acheter ses valeurs à un prix suffisamment bas pour qu'il lui permette de verser l'intérêt promis. Le risque, l'aléa est ici pour la caisse. Dans la Tontine, il est pour le tontiné.

Le raisonnement est identique pour un homme souscrivant à une compagnie d'assurances sur la vie sérieuse un capital différé, fixé d'avance, et devant être versé à une époque convenue. L'assuré, ce jour-là, recevra ce capital, sans avoir à s'occuper si les valeurs de portefeuille de la société lui ont donné le taux d'intérêt, base de ses tarifs. Tout le risque reste à la charge de celle-ci, non de l'assuré.

Remarquons d'ailleurs que, dans notre pays, les sociétés d'assurances-vie anciennes ont pu, en traitant ainsi à forfait leurs opérations, réaliser des bénéfices

considérables, bénéfices dus à la hausse, depuis 50 ans, des valeurs mobilières de premier ordre, et des immeubles dans la capitale. Ces bénéfices ont formé des réserves très importantes, qui garantissent entièrement l'exécution des engagements pris.

Dans les sociétés tontinières, au contraire, qui garantit un chiffre quelconque? Qui assure aux cotisations versées un intérêt certain? Rien; la loi défend même toute détermination précise avant la répartition. Le tontiné gagnera, perdra, selon les hasards de la Bourse, hasards d'autant plus dangereux que la société de gestion est obligée de placer les sommes encaissées comme de faire vendre ses titres, dans des délais légaux très courts. Il lui est impossible, en face d'une hausse générale, de temporiser et d'acheter un peu plus tard, mais à des cours plus bas, comme il lui est impossible de ne pas faire vendre, dans les délais impartis, l'avoir des associations, même en cas de baisse profonde et de crise, à des cours que cet afflux de nouveaux titres avilira davantage encore.

Les protagonistes de la Tontine voient, en dehors de la capitalisation sage, régulière, des cotisations en valeurs de tout repos, d'autres sources de bénéfices qu'ils affirment considérables, venant des lots, des résiliations par décès ou abandons, des forclusions, etc.

Il n'est pas besoin d'insister sur le mécanisme financier des valeurs à lots. L'établissement qui les émet a fait deux parts dans la somme annuelle qu'il affecte au service des intérêts; à 4 0/0 l'an par exemple: la première donnera aux titres un revenu fixe de 3 0/0, la seconde (1 0/0) ne sera pas versée aux prêteurs, mais sera partagée chaque année, pour un ou plusieurs tirages au sort, en lots gros et petits, attribués, par la voie du hasard, à un certain nombre de titres.

Les souscripteurs accourent à cet appât. Ils reçoivent un revenu affaibli, mais gardent au cœur l'espérance de gagner ces lots magnifiques, sans réfléchir que cette chance infime qu'ils courent est payée par eux, et même souvent plus cher que le calcul des probabilités ne l'établirait.

La société tontinière peut bien parler des cent, des mille chances qu'elle a de gagner des lots ou des primes, mais elle doit aussi dire que dans cet espoir hypothétique elle se contente d'un intérêt inférieur pour ses capitaux. Si des lots lui échoient ils seront loin d'être un pur bénéfice pour elle : elle n'y gagnera que l'excédent de leur valeur sur la masse des intérêts complémentaires qu'elle eut sans cela touchés. Cette différence seule constituera un profit, d'autant plus mince qu'elle possédera plus de titres, puisque si, par hypothèse, elle avait accaparé l'émission entière, elle n'eut jamais reçu plus que l'intérêt normal de ses fonds.

Les bénéfices provenant des résiliations peuvent-ils être considérables ? On peut en douter : les résiliations par décès d'abord ne sont pas très nombreuses, en raison de l'auto-sélection des assurés en cas de vie. Les résiliations par cessation de paiement des cotisations ne donneront pas non plus de grands profits à la masse : au bout des deux premières années, les sociétés tontinières donnent à leurs contrats une valeur de réduction proportionnelle aux versements annuels, effectués au-delà des deux annuités de début, qui sont consacrées, individuellement ou solidairement, à garantir les frais de gestion à la gérance. Cette valeur de réduction sera remboursée à la liquidation de la masse. Il reste pourtant, entre cette valeur et celle des cotisations versées, un profit certain pour la Tontine. Mais cet écart ne saurait encore être bien important : les adhérents qui

abandonnent leurs versements le font surtout dans les toutes premières années (la 1^{re}, la 2^e), et alors les frais de gestion absorbent ce bénéfice éventuel de l'association. Au bout de trois ou quatre ans, les contrats tiennent, sauf les cas de mort, de ruine, etc., sur lesquels on ne peut baser des espérances indéfinies. Il faut enfin que les associés réfléchissent, s'ils aiment à croire la mortalité ou les défections de puissants organes de bénéfices, qu'ils sont comme Prométhée, mortels et que la fortune varie.

Les forclusions — résultant de la non présentation, à l'échéance de l'association, des pièces nécessaires au paiement, par la société, de la part attribuée à chaque contrat lors de la répartition — ne peuvent être qu'émimentement rares. Il est peu admissible que, pendant quinze ou vingt années, un tontiné paie, sans oublier des cotisations régulières, et qu'il oublie, la 15^e ou la 20^e année, de venir toucher le produit de ses épargnes dans une liquidation dont il sera averti. Cette amnésie si singulière ne peut être considérée comme une source d'accroissement, d'un ordre général et constant, pour les fonds tontiniers.

Une étude spéciale, chiffres en mains, a d'ailleurs été récemment faite sur les résultats probables que devait donner une société tontinière : *La Mutuelle de France et des Colonies* (*Journal de l'Assureur et de l'Assuré*, 10-25 juillet 1907, sous la signature d'un publiciste très expérimenté dans les questions d'assurances, M. A. Montégut). Nous en détachons la conclusion très nette que voici :

« Que les associations en cas de vie ne peuvent même
« pas donner le résultat qu'obtiendrait le premier venu
« en plaçant son argent à 3 0/0. »

« Qu'elles ne présentent d'avantages qu'à ceux qui les

« gèrent et par leur gestion amassent de grosses fortunes. »

« Et que ce n'est pas à elles qu'il faut s'adresser pour arriver à la constitution d'un " capital, d'une dot, d'une retraite, d'un héritage ". »

Nous corroborerons encore cet avis de l'opinion, hautement respectable, du Bureau Fédéral Suisse, énoncée dans son rapport annuel de 1902, sur les principes tontiniers introduits dans l'assurance (police d'accumulation).

« Quand, aujourd'hui encore, l'assurance sur la vie est pratiquée sans garantir un résultat minimum et que tout à l'inverse elle vient faire parade de bénéfices tontiniers exceptionnels et détourner le souscripteur de la vraie prévoyance en faveur de sa femme et de ses enfants, c'est là une opération qui ressemble par trop à une loterie pour que l'Etat y prête les mains. »

CONCLUSIONS

Nous avons successivement étudié les différents régimes légaux sous lesquels ont vécu les entreprises tontinières. Nous avons longuement analysé la loi nouvelle de surveillance et de contrôle et ses annexes réglementaires. A mesure que nous avançons dans cet examen, nous avons, chapitre par chapitre, tenté de dégager de ces prescriptions touffues des conclusions précises. La clarté a été introduite par la législation de 1905 dans ces matières jusqu'ici peu ou point réglementées. L'avenir montrera, avec les résultats des précautions déjà prises, les réformes qui s'imposent encore.

Il nous semble pourtant utile de terminer cette étude par quelques courtes considérations générales sur les entreprises et l'idée tontinières.

Ces entreprises se sont, depuis quelques mois, beaucoup multipliées. Les succès retentissants de sociétés similaires antérieures les a fait sortir de terre, armées des mêmes combinaisons, dotées du même mode comme aussi du même taux de rémunération de leurs services.

D'où procède cette efflorescence? Vient-elle du désir de propager dans les masses épargnantes l'esprit de prévoyance? Sort-elle, au contraire, de l'appât des gains qu'ont réalisés les sociétés tontinières antérieures à 1905? La réponse nous est fournie par l'examen impartial des faits : il n'est, en effet, aucune des entreprises fondées de 1894 à 1905, qui ait encore vu s'ouvrir l'ère des répartitions, qui ait distribué à ses adhérents les larges bénéfices escomptés et promis par la voie des réclames outrancières. Les cotisations ont afflué, sans

cesse grossissantes, dans les caisses. Leur rendement final n'est point apparu, et c'est dans quelques années seulement, vers 1910 et plus tard, que la méthode pourra présenter ses résultats bien assis.

Les résultats n'étant actuellement que des possibilités très grossies (nous en avons vu les raisons dans le chapitre précédent), les fondateurs de Tontines nouvelles n'ont pu baser sur eux l'espoir d'apporter à l'humanité la saine diffusion d'un principe bienfaisant.

Mais, par contre, ils ont vu, et bien aisément, que la gestion de cette forme de l'épargne était éminemment lucrative. Ils ont calculé que les centaines de millions de souscriptions, affichées partout, apportaient des millions aux hommes habiles entre les mains desquels ils passaient. En examinant d'un peu près les rouages des entreprises de gestion, ils en ont démêlé la simplicité et découvert l'économie. L'avantage d'une telle exploitation : où l'on reçoit d'une main des fonds que de l'autre on place en valeurs déterminées, où l'on n'encourt aucune responsabilité de par le résultat final, essentiellement aléatoire, des opérations ; où tout se réduit à une comptabilité et à une administration très simples ; où l'on perçoit une rémunération fixe, par un prélèvement global opéré sur les premiers versements, cet avantage était de nature à frapper leur attention et à leur inspirer le goût d'une spéculation similaire, tout aussi profitable.

Telle est, selon nous, la cause profonde des nouvelles créations tontinières. C'est l'intérêt personnel, cet intérêt personnel, qui, dit La Rochefoucauld, « parle toutes sortes de langues et joue toutes sortes de personna-ges, même celui de désintéressé » (maxime 39, édition de 1678). Il s'est ici couvert du masque de la mutualité. Il a su profiter de l'enthousiasme qu'inspire son déve-

loppement actuel. Il a payé d'audace et persuadé à la masse épargnante que ses fonds entre ses mains seraient gérés avec un minimum de dépenses et produiraient un maximum de résultats. La situation est bien telle : l'adhérent verse, dix, quinze ans, ses cotisations au prophète de la Tontine, qui les reçoit, les place automatiquement, en règle le partage final ; il s'est payé d'abord ; quoi qu'il arrive, il se retire riche sous sa tente.

Il a pu quelquefois arriver qu'une association tontinière donnât des produits remarquables : telle fut, particulièrement, la source de l'éclosion des sociétés tontinières, autour de 1895, en suite de liquidations avantageuses de masses gérées par *Le Conservateur*. Les bénéfices échus aux copartageants venaient d'une hausse continue de la rente pendant de longues années, hausse qui a subsisté quelques années encore mais qui se résout en un fléchissement constant des cours depuis cette apogée. La situation est devenue l'opposé de ce qu'elle était : les titres achetés cher seront vendus bien au-dessous du prix d'acquisition. Mais l'impression sur le public était produite et les gérants tontiniers ont su l'exploiter habilement. « La vérité ne fait pas tant de « bien dans le monde, que ses apparences y font de « mal. » (La Rochefoucauld, maxime 64). Les espérances les plus irréfléchies avaient reçu un aliment momentané, une base croulante, mais qui leur permettait de s'exaspérer encore. Les premiers adhérents séduits en ont attiré d'autres et la cohorte tontinière a grossi d'elle-même, oublieuse de la réalité des choses, fanatisée par les promesses alléchantes de fondateurs d'entreprises soi-disant philanthropiques, entraînée par cet amour secret du jeu, de la spéculation, qui dort toujours au fond du cœur humain.

La désillusion, l'écroulement du temple tontinier,

viendront bientôt. L'institution retombera dans le mépris de ceux qu'elle aura follement leurrés. La fortune aura récompensé les apôtres de la méthode. Elle s'éteindra brusquement, comme elle est née. Mais il serait étrange qu'une étincelle ne demeurât pas, couvant sous la cendre, assez vive pour rallumer, dans un demi-siècle, le bûcher des erreurs que notre époque aura brûlées.

Vu :

Paris, le 27 décembre 1907,

Le Président de la Thèse.

E. THALLER.

Vu :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER .

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

TITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES SOCIÉTÉS TONTINIÈRES

	Pages
I. — Introduction historique.....	1
II. — Tontines et Opérations Tontinières.	
I. Le Principe Tontinier.....	4
II. Opérations Tontinières.....	5
III. — Le Régime des Sociétés Tontinières depuis 1789 jusqu'à la loi de 1905.....	10

TITRE DEUXIÈME

LA PRÉPARATION ET LE VOTE DE LA LOI DE CONTROLE

I. — La Proposition de loi Mirman (1902).....	16
II. — Le Projet de loi du Gouvernement (1902).....	20
III. — Le Rapport Chastenet sur le Projet de loi de Contrôle (1903).....	22
IV. — La Loi devant les Chambres (1904-1905).....	28

TITRE TROISIÈME

LA LÉGISLATION NOUVELLE ET SON APPLICATION

	Pages
I. — La Loi du 17 mars 1905 et les Sociétés Tontinières.....	33
II. — Les Décrets.....	47
III. — L'Arrêté ministériel du 29 juillet 1907.....	86

TITRE QUATRIÈME

DE QUELQUES ABUS TONTINIERS

I. — La Contre-Assurance.....	101
II. — Le Calcul des Souscriptions réalisées.....	113
III. — L'Abus des frais de gestion.....	120
IV. — Les Résultats de la gestion des Tontines.....	131
Conclusions.....	139



IMPRIMERIE VEUVE BERTHOUD, DIJON.



